



MUSÉE

NEUCHÂTELOIS

ORGANE

DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON

DE NEUCHÂTEL

FONDÉ EN 1864

NOUVELLE

SÉRIE



TRENTE-TROISIÈME

ANNÉE

1946

| SOMMAIRE : | | PAGES |
|------------|---|-------|
| 1. | <i>Jean-Frédéric Ostervald, cartographe neuchâtelois (avec planche), par Léon Montandon</i> | 3 |
| 2. | <i>Eludians neuchâtelois à Zurich, par Louis Junod (Identifications par L. T.)</i> | 17 |
| 3. | <i>Une lettre du chancelier Favarger du 5 mars 1848, par A. P.</i> | 22 |
| 4. | <i>Mélanges : « Béchets » ou brochets, par Jaqueline Lozeron</i> | 26 |
| | <i>Les placards de 1534 et Lucien Febvre, par G. B.</i> | 28 |
| 5. | <i>Chronique et petites notes</i> | 31 |

ON S'ABONNE A L'IMPRIMERIE CENTRALE, NEUCHÂTEL

Prix de l'abonnement : Suisse, Fr. 8.50; étranger, Fr. 9.50. — Pour les membres de la Société d'histoire :
Suisse, Fr. 6.50; étranger, Fr. 7.50. Compte de chèques postaux IV 1622.
Quatre fascicules par année.

Vous trouvez

La chemiserie soignée et de qualité

chez



Savoie-Petitpierre s.a.

Téléphone 5 11 96

NEUCHÂTEL

M^{me} Paul Hagemann - Arts anciens

Meubles de style - Objets d'art
Porcelaines fines - Etains - Riche choix
Pièces de l'époque

Faubourg du Lac 11
1^{er} étage

Neuchâtel
Téléphone 5 28 44

Quincaillerie
Outillage
Articles de ménage
Porcelaine



S. A.

NEUCHÂTEL
Rues du Seyon et de l'Hôpital

MUSÉE NEUCHATELOIS

ORGANE
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON
DE NEUCHÂTEL

FONDÉ EN 1864

NOUVELLE
SÉRIE



TRENTE-TROISIÈME
ANNÉE

1946

NEUCHÂTEL
IMPRIMERIE CENTRALE

(Tous droits réservés)

1, Rue du Temple-Neuf, 1

JEAN-FRÉDÉRIC OSTERVALD

CARTOGRAPHE NEUCHATELOIS

Le pays de Neuchâtel a compté quelques cartographes, parmi lesquels il faut citer le Père C. Bonjour, dont on connaît une carte rarissime, et David-François de Merveilleux. La carte de la principauté qu'il publia à la fin du XVII^{me} siècle a été maintes fois rééditée au cours du suivant¹.

Sur quelles données scientifiques travaillaient ces cartographes pour tracer le dessin du pays, nous ne le saurons sans doute jamais ; à coup sûr, elles devaient être bien rudimentaires. Il n'en fut pas de même quand Jean-Frédéric Ostervald se mit à son tour en devoir de dresser une carte de son pays. Il avait une préparation scientifique ; plus que d'autres il avait pu se rendre compte combien étaient imparfaits les plans de juridictions existants et que toute la triangulation de la principauté restait à faire².

I. LA CARTE DE 1806.

Nommé à 23 ans, en 1796, adjoint au commissaire général Georges de Rougemont, Ostervald lui succéda en 1800, quand ce dernier fut nommé procureur général. Le commissaire général faisait partie de droit de la Chambre des comptes. Il avait la garde des grosses de Reconnaiss-

¹ Charles Knapp avait souhaité, voici plus de vingt ans, qu'on dressât un catalogue des rééditions de la carte de David-François de Merveilleux. Il se proposait même de s'atteler à ce travail, mais le temps lui a fait défaut. Nous ne possédons pas ce catalogue, ni une liste complète des cartes neuchâteloises. A défaut de celle-ci, on peut consulter avec fruit l'*Iconographie neuchâteloise* d'Auguste BACHELIN, p. 11.

Sur la cartographie et les cartographes neuchâtelois, diverses études ont été publiées :

J.-H. GRAF, *Notice sur la plus ancienne carte connue du pays de Neuchâtel*, dans *Bull. de la Soc. neuch. de géographie*, t. VII (1892), p. 5. — J.-E. BONHÔTE, *Notice historique sur les cartes du canton de Neuchâtel*, dans *Musée neuchâtelois*, t. XXXI (1894), p. 259 et 286 ; t. XXXII (1895), p. 56 et 91. — C. KNAPP, *David-François de Merveilleux géographe et cartographe neuchâtelois*, dans *Bull. de la Soc. neuch. de géographie*, t. XX (1909-1910), p. 250, et *A propos des premiers cartographes neuchâtelois*, Josué Perret-Gentil, le Père C. Bonjour, David-François de Merveilleux, *ibid.*, t. XXIV (1915), p. 24.

² Sur Ostervald, voir *Biographie neuchâteloise*, t. II, p. 181. — Auguste BACHELIN, *Art et artistes neuchâtelois, Jean-Frédéric Ostervald*, dans *Musée neuchâtelois*, t. XIV (1877). — *Actes de la Soc. helvétique des sciences naturelles*, t. 35. — Rud. WOLF, *Biographien zur Kulturgeschichte der Schweiz*, t. III, p. 423. — Rud. WOLF, *Geschichte der Vermessungen in der Schweiz*. Zürich, 1879. — M. BOY DE LA TOUR, *La gravure neuchâteloise*, p. 76.

sances et de tous les titres se rapportant aux revenus de l'Etat : actes de franchises, concessions, plans des forêts et domaines du souverain. Avec le procureur général il avait la mission de veiller au maintien des limites de l'Etat, des juridictions, des dîmeries ou des domaines du souverain.

Dans l'exercice de ses fonctions, le commissaire général ne tarda pas à s'apercevoir que bien des améliorations s'imposaient : les Reconnaissances de terres, vieilles, demandaient à être renouvelées, certaines juridictions ne possédaient pas de plans, ou s'il en existait, ils étaient insuffisants ou fautifs. Dans un rapport adressé au Conseil d'Etat, que celui-ci transmit à la cour, en l'appuyant, le 27 juillet 1801, Ostervald écrivait³ :

Les Recettes de Neuchâtel, Fontaine André, le Locle, les Montagnes de Valangin, Boudry, Bevaix, le Val de Travers manquent de plans ; ceux des autres Recettes qui existent sont tous plus ou moins mal faits, inexacts, point levés géométriquement ; leurs échelles sont fautives et n'ont aucun ensemble, de sorte qu'au lieu d'applanir les difficultés, ces plans les rendent quelques fois plus difficiles...

J'ajouterai que ni les plans ni les reconnoissances ne déterminent les limites des quartiers assujettis à des franchises de dixmes ; que celles des juridictions ne sont point fixées d'une manière précise, ni par cela même les droits qu'exercent certaines communautés, et que plus on attendra plus il sera difficile de parer à ces inconvénients.

Il préconisait une rénovation complète des Reconnaissances et la levée de plans qui « auront ce degré d'exactitude qu'ils doivent avoir pour atteindre au plus grand point de perfection et d'utilité, et qu'il sera donné au dépouillement des grosses le tems suffisant pour que rien ne soit en souffrance ». Un tel travail coûterait, à son avis, de 250 à 280 mille livres, puisque le pays compte à peu près 28 lieues carrées ou 280 mille poses de terre. On le pense bien, le roi de Prusse trouva cette dépense trop élevée pour les avantages qu'il en pouvait retirer. Le Conseil d'Etat lui proposa d'autoriser tout au moins Ostervald à dresser une carte topographique du pays, c'est-à-dire, si nous comprenons bien, une série de plans cadastraux par juridiction, dont le coût s'élèverait à 32,000 francs, dépense qui pourrait être répartie sur cinq ou six ans. Il accompagna sa proposition d'un mémoire du commissaire général sur l'utilité d'un tel travail. Berlin souleva diverses objections sans prendre d'engagement. Le Conseil d'Etat, qui avait formulé sa proposition le 16 février 1802, insista encore le 8 mai suivant, puis le 21 novembre 1803⁴. Enfin, par rescrit du 29 juillet 1804, le roi, ayant

³ *Lettres à Sa Majesté*, vol. J, p. 580.

⁴ *Id.*, vol. L, p. 59, 276, 424.

à décider de l'emploi des fonds disponibles à la trésorerie, accorda 6000 livres pour la levée d'un plan topographique. Il faisait cependant une réserve, exprimée dans le rescrit du 28 décembre suivant : le roi envisageait la possibilité qu'Ostervald quittât son service pour entrer dans une maison de commerce à Paris. Dans ce cas, « vous aurez soin de ne lui faire passer aucun paiement, à moins qu'il ne se soit préalablement engagé à achever la levée du plan dont il s'agit, et de travailler à son exécution, autant que celle-ci dépendra de lui ».

Le Conseil d'Etat ne fit pas un usage immédiat de cette autorisation ; ce n'est que le 16 décembre 1805 qu'il remboursa à Ostervald les débours que lui avait occasionnés la levée d'une carte de l'Etat. Il lui fit verser la somme de 5600 livres sans exiger, naturellement, l'engagement de terminer le plan topographique. Un mois plus tard, le 11 janvier 1806, le roi fit savoir au Conseil qu'il le rendait responsable de ce qui pourrait survenir puisque Ostervald n'avait pris aucun engagement⁵. Le Conseil, qui prit connaissance du rescrit royal le 3 février, décida de le communiquer au commissaire général et de lui ordonner « de réintégrer à la trésorerie la somme de L. 5600 qui lui a été acquittée le 16 décembre »⁶.

Le lendemain, l'ordre était exécuté.

La dérobade du roi n'avait rien d'élégant. Ostervald travaillait depuis plusieurs années à une carte du pays, qu'il ne faut pas confondre avec le plan topographique proposé par le Conseil d'Etat, et cela à ses propres frais ; il avait fait poser des bornes et des signaux fixes pour servir de base à ses mensurations. Ces travaux préliminaires pouvaient également être utiles à l'établissement du plan topographique, aussi était-ce pour cette seule raison que le prince de Neuchâtel voulut bien consentir à prélever sur ses revenus une somme de 6000 livres pour indemniser le commissaire général. Mais il entendait bien que cette dépense ne fût pas faite en pure perte si le cas advenait qu'Ostervald abandonnât son travail.

Le roi, si attentif à ménager ses intérêts, n'avait, à part ce premier subside, pris aucune mesure pour assurer la couverture des frais de l'entreprise, devisée à 32,000 fr. Il est vrai qu'au cours de l'année 1805 d'autres soucis d'ordre politique et militaire vinrent l'assaillir, et l'on sait que par le traité de Schoenbrunn, du 15 décembre 1805, il dut céder la principauté de Neuchâtel à Napoléon. Frédéric-Guillaume III,

⁵ *Lettres de Sa Majesté*, vol. H, p. 127, 166, 251.

⁶ *Manuels du Conseil d'Etat*, vol. 154, p. 81.

dès le moment où il cessait d'être prince de Neuchâtel, estima sans doute qu'il n'y avait plus aucune raison pour lui de supporter cette dépense et, se prévalant de la réserve faite, il enjoignit au gouvernement de demander le remboursement de la somme versée.

Ostervald, qui connaissait l'insuffisance des plans des juridictions neuchâteloises, n'a pas laissé de jugement sur les cartes géographiques dressées par ses prédécesseurs. Il les avait certainement en petite estime, ce qui l'incita, lorsqu'il entreprit sa première carte, en 1801, à recourir à des mesures exactes et à « une topographie étudiée ». Dans un *Mémoire sur les travaux de la carte de Neuchâtel*, daté du 13 octobre 1846⁷, Ostervald donnait des renseignements étendus sur les travaux nécessités par l'élaboration de ses cartes. Il notait qu'en 1801, « la Suisse ne possédait aucune carte générale ou spéciale qui eût quelque mérite ». Puis il poursuivait :

Cependant les grands travaux de la méridienne de France, qui devoient servir à la mesure d'un arc terrestre et à la détermination du mètre, occupoient le monde savant. Les mathématiciens les plus instruits de l'Europe avoient été réunis à Paris pour concourir à ces résultats. Parmi eux se trouvoit M. Trallès⁸, professeur à Berne, qui, par ses connoissances et ses propres travaux ne laissa pas la Suisse étrangère au développement général qui se manifestoit de tous côtés. Il mesura, avec tous les soins que la science prescrivait, une base de 43,000 pieds de France sur les marais d'Arberg, entre Sugy et Walperswyl...

J'avois le désir de concourir en quelque chose, et selon mes faibles moyens, aux travaux qu'on projetoit en Suisse, et de donner pour cela à mon pays une carte fondée sur des mesures exactes et une topographie étudiée. M. Trallès eut la bonté de m'y encourager, de m'accorder ses conseils et de m'offrir son appui. C'est en 1801, qu'aidé par lui, je me mis à l'œuvre...

En 1806, des ingénieurs français, sous la direction de M. le colonel Henry, astronome du dépôt de la Guerre, vinrent en Suisse. Ils avoient le projet d'appuyer sur le Jura le grand réseau de triangles qui couvrait la France, de l'étendre sur toute la Suisse et, s'il étoit possible, de franchir les Alpes afin de lier les observations de Milan et de Turin avec celles de Paris, comme ils venoient de le faire pour celles de Munich. Ils désiroient également se rattacher à la base d'Arberg. M. le colonel Henry, embarrassé de remplir cette mission difficile pour celui qui ne connoît pas la Suisse, crut que je pourrois lui donner quelques conseils. Il vint s'établir au Bied, où il passa deux étés. Il me demanda communication de mes propres travaux, me pria d'en faire la cession au Gouvernement français, qui désiroit posséder promptement tout ce qui avoisinoit ses frontières...

⁷ Archives de l'Etat, doss. *Triangulation*.

⁸ J.-G. Trallès, 1763-1822, professeur de mathématiques à Berne, puis à Berlin.

Je recalculai pour le Bureau de la Guerre... la totalité de mes observations, qui n'offrirent qu'une légère variante avec mes premiers résultats.

Le canevas de la carte de Neuchâtel fut dressé sur les coordonnées de ces matériaux à l'échelle de 1 : 40 000⁹ et d'après la projection plate, méthode suffisamment exacte pour une surface de pays aussi peu considérable. Les levés de détail eurent lieu soit à la planchette, soit à la boussole. Je dessinaï avec soin toute la topographie à la même échelle. C'est sur ce tracé, réduit à 1 : 96 000 que la carte a été gravée.

Cette carte, dont le roi de Prusse demandait un exemplaire dès qu'elle paraîtrait, a vu le jour sous le prince Berthier. Elle porte le titre suivant : *Carte de la Principauté de Neuchâtel levée de 1801 à 1806 et dédiée à Son Altesse Sérénissime le Prince et Duc de Neuchâtel par J.-F. d'Ostervald.*

Que faut-il en penser ? M. H. Zœlly, chef de la section de géodésie au service topographique fédéral, écrivait en 1931 : « Neuchâtel peut se glorifier d'avoir été le premier canton de la Suisse romande à posséder les bases géodésiques nécessaires à ses mensurations et cela grâce à un de ses enfants les plus renommés : Jean-Frédéric d'Ostervald. »

Et encore : « Cette carte a pris une très haute signification pour le développement ultérieur de la topographie suisse, puisqu'elle servit de modèle au Général Dufour pour établir sa carte »¹⁰.

II. LA CARTE DE 1846.

En 1828, la question d'une nouvelle carte de la Suisse était posée devant la Société helvétique des sciences naturelles. Elle devait être reprise quatre ans plus tard par les autorités militaires fédérales, qui désignèrent une commission chargée de faire procéder aux travaux préliminaires. Ceux-ci devaient aboutir à l'élaboration de la carte Dufour.

A Neuchâtel, les autorités ne restèrent pas indifférentes sinon au problème même de l'établissement d'une carte, du moins à celui d'un réseau de triangulation. Le Conseil d'Etat, après avoir exposé au Commissaire royal, « l'importance d'un travail qui aurait pour objet : 1. de reconnaître et fixer les signaux ou points de la grande triangulation de Monsieur Ostervald, et 2. d'établir un réseau de seconde triangulation

⁹ M. Zœlly, après d'autres auteurs, dit que la carte manuscrite est à l'échelle de 1 : 48 000. tandis qu'Ostervald écrit dans son mémoire 1 : 40 000.

¹⁰ H. ZÆLLY, *Les bases géodésiques des mensurations dans le canton de Neuchâtel*, Winterthur, 1931, p. 1.

qui donnerait les bases d'opérations pour les plans parcellaires dans le territoire des différentes communautés », obtint de celui-ci l'autorisation de faire exécuter ce travail. Le commissaire consentit en outre « à ce qu'il soit successivement pourvu par les caisses du souverain à la dépense de L. 12 000 qu'il est présumé devoir entraîner pendant les trois ans qu'il durera ¹¹ ».

Aucune suite ne paraît avoir été donnée à cette décision, et en 1835, le Conseil se contenta de faire savoir au commissaire général « qu'il juge convenable de s'en tenir aux opérations ordonnées par ses précédents arrêts relativement aux signaux de la première triangulation » ¹². Il ne parlait plus du réseau de seconde triangulation de sorte qu'il est permis de supposer que tout serait resté en l'état si une nouvelle impulsion n'était venue de Berlin.

Le 10 mars 1836, Ancillon invitait le Conseil d'Etat à « examiner si une publication nouvelle de la carte de la Principauté, levée de 1801 à 1806 par l'ancien commissaire général d'Ostervald et l'académicien Trallès, ne mériterait pas des encouragements, vu les changements survenus dans le pays depuis cette époque ». La suggestion trouve de l'écho. Le 23 mars, le conseiller d'Etat, Armand-Frédéric de Perregaux, chef de la police centrale, déclare à ses collègues qu'il faut profiter de la présence d'Ostervald au pays pour « faire compléter la carte dont il s'agit, en y ajoutant le territoire du Cerneux-Péquignot ». Elle devrait, en outre, être exécutée à une échelle plus grande. La question est renvoyée à une commission, que présidera Perregaux, et qui se composera de Louis de Marval, commissaire général, Charles-Henri Junod, directeur des ponts et chaussées, et Charles-François Nicolet, maire du Locle ¹³.

D'emblée la tâche de la commission fut précisée dans une lettre du commissaire Marval au président du Conseil d'Etat. Il lui écrivait :

Je pense qu'une nouvelle publication de la carte de M. d'Ostervald, complétée par le territoire du Cerneux Péquignot et par le tracé des nouvelles routes, construites ou rectifiées depuis 1806, ne seroit utile à l'administration qu'autant que l'échelle de 1 : 96 000, qui est celle de la carte actuelle, fut doublée et même triplée. Mais cette augmentation exigeroit un levé des détails sur le terrain.

Et Marval demandait que l'on fît appel à Ostervald pour exécuter ce travail.

¹¹ *Manuels du Conseil d'Etat*, vol. 182, p. 82 et 136.

¹² *Id.*, vol. 189, p. 1176.

¹³ *Id.*, vol. 190, p. 402, 426.

Nous avons le bonheur, méconnu jusqu'ici, de posséder un homme qui, par la connoissance du terrain, son expérience et ses talents est en état de faire un travail géodésique dans notre pays avec beaucoup de facilité et par conséquent à moins de frais ; et son goût excessif pour l'exactitude et la perfection du dessin promettrait à l'administration des résultats aussi beaux qu'utiles.

Je désire instamment que le Conseil profite des dernières années de sa vie et ne laisse pas mourir un homme, qui réunit une extrême délicatesse de sentiments à des talents distingués, sans avoir utilisé les beaux dons que le Ciel lui a départis. Mais dans la crainte que le Conseil ne s'effraie de la dépense que pourroit entraîner une entreprise aussi vaste et qui pourtant lui feroit honneur, je crois qu'il convient de distinguer deux choses. La première seroit le levé et le dessin de la carte, et la seconde la gravure.

Je tiens beaucoup à la première. La seconde pourroit être laissée à Monsieur Ostervald comme une entreprise particulière, ou suspendue pour le moment, à moins que l'on ne pût compter sur la vente d'un bon nombre d'exemplaires de la nouvelle publication¹⁴.

Et, à titre d'indication, Marval précisait que la gravure de la carte de 1806 avait coûté 6000 francs de France. La commission élaborait un programme en trois points, que Perregaux développa devant le Conseil d'Etat : 1. Faire achever la triangulation ordonnée l'année précédente. 2. Entrer en pourparlers avec Ostervald pour l'élaboration d'une carte administrative manuscrite au 1 : 25 000, que l'on publiera s'il est possible de le faire sans trop de frais. 3. Compléter et rectifier la carte actuelle, en se servant de la planche qui existe encore.

L'achèvement de la triangulation du pays était dévisée à 11,000 livres et durerait deux ans. Le Conseil d'Etat ne se prononça pas d'emblée, mais il autorisa Perregaux à acquérir le cuivre de la carte d'Ostervald pour le prix de 40 louis¹⁵.

Au mois de novembre, la commission renouvelle ses propositions, que le Conseil transmet à la cour en date du 28 novembre. Il l'informe que la commission propose :

« De lever à l'échelle de 1 : 25 000 et de publier à l'échelle de 1 : 50 000 une nouvelle carte de la Principauté appuyée sur une triangulation très exacte, qui serait fixée sur le terrain de manière à en prévenir la perte. » Cette double opération occasionnerait un total de dépenses de 31,900 livres à répartir sur quatre ans. Le gouvernement ne peut recommander à la cour d'approuver ces travaux, à cause des frais qui lui paraissent trop considérables « dans l'état actuel des finances de la Principauté ». Toutefois, il reconnaît la nécessité d'une nouvelle trian-

¹⁴ Doss. *Triangulation*.

¹⁵ *Manuels du Conseil d'Etat*, vol. 190, p. 633 et 778.

gulation et recommande l'octroi d'un crédit de 5200 livres pour l'exécuter. Et au lieu de la carte à grande échelle, qui coûterait 26,700 livres, il croit que le public se contentera de la carte de 1806 mise à jour. Cette opération reviendrait à 3750 livres ¹⁶.

La réédition de la carte, dont les minutes se trouvaient au Bureau de la guerre à Paris, ne tarde pas à être mise en chantier. Perregaux peut en informer le Conseil le 15 décembre. Ostervald est à Paris. « Dès mon arrivée ici, je me suis occupé, écrit-il à Louis de Marval, de la réparation et de la terminaison de la carte de Neuchâtel. J'ai remis à M. Michel, graveur de la carte de l'Evêché de Basle, ... le cuivre de la première avec le dessin de M. Junod de la partie nouvelle du pays ¹⁷. »

Le 6 mars 1837, Ancillon annonçait que le roi accordait une somme de dix à douze mille livres pour la réédition de la carte de la Principauté. Mais il omettait de dire qu'elle devait aussi être employée à couvrir les frais de la triangulation ¹⁸.

La nouvelle carte entraîne peu de frais. Le cuivre a coûté 40 louis au gouvernement, qui paie, en outre, 229 livres 2 sols à Paris pour les frais de correction et un tirage de 109 exemplaires. Ces exemplaires sont envoyés à Berlin ou distribués aux membres des autorités ; le solde est déposé aux Archives de l'Etat. Pour les besoins du public, on fait reporter la carte sur pierre et procéder, par Letronne à Paris, à un tirage lithographique à deux mille exemplaires. Deux cent cinquante exemplaires sont remis à la Société neuchâteloise des sciences naturelles ; le reste est mis en vente au prix de 2 francs ¹⁹.

Il fallut au Conseil d'Etat une année avant de donner l'ordre définitif des travaux demandés par la commission. En mars 1838, Ostervald est chargé, sous la direction de la commission, d'« effectuer une triangulation qui, rattachée par des observations à la grande base mesurée par la Commission militaire fédérale dans les marais d'Arberg, soit suffisamment développée pour servir au besoin au levé d'une carte à l'échelle de 1 : 25 000 ²⁰ ».

Dans sa séance du 8 janvier 1841, la commission apprend que la dépense totale dépasse de 1465 livres le crédit qui lui était alloué, et que, d'autre part, divers frais doivent encore être envisagés, si bien qu'une

¹⁶ *Lettres à Sa Majesté*, vol. CC, p. 91.

¹⁷ Lettre du 9 janvier 1837. Doss. *Triangulation*.

¹⁸ *Manuels du Conseil d'Etat*, vol. 192, p. 459.

¹⁹ *Id.*, vol. 193, p. 1405 et 2237. — Doss. *Triangulation*.

²⁰ *Id.*, vol. 194, p. 477.

allocation supplémentaire de 2600 livres s'avère nécessaire. Mais elle s'en console aisément.

Si, ajoute le procès-verbal, la commission a dépassé son budget, elle a aussi obtenu par l'activité de M. d'Ostervald des résultats beaucoup plus considérables que ceux qui avoient été ordonnés par la Cour. Non seulement la triangulation a été achevée et fixée sur le terrain et développée jusqu'à 1800 points trigonométriques, au lieu de 600 qui avoient été demandés à M. d'Ostervald, mais encore une partie de ces points ont été rapportés sur des feuilles destinées à former une carte administrative à l'échelle de 1 : 25 000 ²¹.

Les travaux de la triangulation du pays peuvent donc être considérés comme terminés. Ils auront coûté près de 15,000 livres. La tâche de la commission n'est toutefois pas achevée. Elle « reste unanime à penser que le travail de la carte doit être poursuivi ».

C'est le 16 juin que la commission met sous les yeux du Conseil d'Etat le résultat des travaux exécutés par Ostervald. En même temps, elle revient à son projet d'une carte au 1 : 25 000 dont le coût est évalué à 30,000 livres, à répartir sur six ans.

Le gouvernement, semble-t-il, ne devait pas goûter fort cette insistance. Il chargea la commission d'examiner concurremment « sous le point de vue des avantages respectifs qu'offriraient les deux projets, l'idée d'un plan cadastral dont les frais ont été supputés à la somme de L. 260,000, mais à laquelle les communes auraient à concourir dans une proportion qui devrait être déterminée ²² ».

Il est permis de supposer qu'en réclamant cette nouvelle étude le gouvernement ne cherchait qu'à gagner du temps ; il ne devait pas se leurrer de l'espoir qu'un sort favorable serait réservé à l'élaboration d'un plan cadastral, mais n'espérait-il pas opposer par là conseillers et membres de la commission, ce qui permettrait d'enterrer le projet de cette dernière ? Quoi qu'il en soit de ses desseins secrets, il dut reconnaître que la commission ne se laissait pas détourner de la voie qu'elle s'était tracée. Le 28 juin, elle déclarait ne pas pouvoir approuver le projet d'un plan cadastral, dont l'Etat ferait sans doute seul les frais, et parce « qu'une semblable entreprise risquerait d'être envisagée comme préparant l'établissement d'un impôt foncier et de provoquer, par conséquent, l'opposition des bourgeoisies ²³.

²¹ *Procès-verbaux de la commission*, dans doss. *Triangulation*.

²² *Manuels du Conseil d'Etat*, vol. 200, p. 1230.

²³ La perspective d'établir un cadastre, que caressait Ostervald, ne souriait pas aux membres des autorités. Déjà le 21 mai 1836, le directeur des ponts et chaussées Junod écrivait à ses collègues de la commission : « M. d'Ostervald raisonne parfaitement juste, mais avec la pers-

Le Conseil d'Etat n'avait plus qu'à soumettre à Berlin les propositions de la commission et à solliciter un crédit de 30,000 livres. Il le fit à la date du 15 septembre 1841. Après avoir annoncé que les travaux trigonométriques d'Ostervald sont terminés, il plaide pour la confection de la carte. La dépense, écrit-il, « nous semble peu considérable en comparaison de l'utilité de la carte qu'il s'agiroit de créer ; le sacrifice à faire seroit largement compensé par le résultat, et notre carte, exécutée par un Neuchâtelois qui a déjà donné des preuves si éminentes de son talent, feroit grand honneur au pays ».

En écrivant ainsi, le Conseil d'Etat paraissait oublier que le 28 novembre 1836, il s'opposait à la confection de cette même carte en invoquant l'état des finances de la principauté. C'est ce que rappelait le président du gouvernement, Frédéric-Alexandre de Chambrier, appuyé par son collègue François Delachaux. Dans une apostille à la missive du Conseil d'Etat, Chambrier énumérait les raisons qui l'empêchaient de se rallier au point de vue de ses collègues. Il estimait que « bien que la grande carte que l'on se propose de lever présentât sans doute des résultats de curiosité statistique, elle n'atteindroit pas à ceux d'utilité pratique administrative ²⁴ ».

A Berlin, on se montre surpris de ces divergences d'opinion et l'on ne manque pas d'invoquer l'argument financier :

La carte projetée est, suivant la minorité de votre Conseil, plus ou moins une de ces entreprises de luxe, que les Gouvernements peuvent se permettre dans des moments d'une grande prospérité financière, mais non pas lorsque, comme c'est le cas maintenant dans la Principauté, des établissements d'une utilité réelle et non contestée ont dû être refusés faute d'argent, et le Conseil lui-même, dans son rapport du 28 novembre 1836, avoit écarté, en partant des mêmes principes, une partie des conclusions de la commission spéciale qui avoit été nommée pour s'occuper de cet objet.

Vous comprendrez, Messieurs, que s'agissant d'une dépense aussi considérable, il n'y auroit que peu de chances d'obtenir du Roi une réponse favorable lorsque le Conseil d'Etat lui-même n'est pas d'accord sur l'utilité et l'opportunité de la mesure, et dans l'intérêt même de cette entreprise, il y a lieu de la discuter de nouveau ²⁵.

pective d'arriver tôt ou tard à un cadastre, et avec le projet de faire l'encadrement de cette vaste opération. Quant à moi, je ne conteste pas l'utilité d'un très bon cadastre, mais je crois qu'il n'est nullement nécessaire chez nous, et que si nous voulons l'entreprendre, nous dépenserons des sommes très fortes pour obtenir de petits résultats. Qu'il serve pour asseoir les impositions à la moderne, rien de mieux pour ceux qui ont fait table rase; mais on ne peut y arriver qu'en froissant tous les droits acquis, et j'espère que nous n'en viendrons pas là. » (Doss. *Triangulation*.)

²⁴ *Lettres à Sa Majesté*, vol. EE, p. 139.

²⁵ *Lettres de Sa Majesté*, vol. S, p. 171.

Le Conseil d'Etat répond le 16 février 1842. Dans l'intervalle, Ostervald a modifié ses premières propositions. Il a fait une évaluation plus serrée des frais. « Aujourd'hui que ce travail est sur le point d'être abandonné et la dépense faite à ce jour à peu près perdue, que le résultat de tant de veilles et de fatigues est menacé de rester enseveli dans la poussière des archives, je gémis de n'avoir aussi longtemps coopéré qu'à une œuvre morte et sans utilité pour le public, et j'ai fait de nouveaux efforts pour amener ce travail aux termes qui lui étoit destiné. »

Il a réduit les dépenses le plus possible, notamment celles qui le concernent personnellement, si bien qu'il arrive à un devis de 21,000 livres.

Si le Conseil d'Etat se plaît à annoncer cette amélioration sensible des propositions d'Ostervald, il n'en fait pas moins une volte-face incompréhensible. Il revient à ses arguments financiers de 1836, oubliant avec désinvolture ce qu'il avait écrit quelques mois auparavant. Voici ce qu'on peut lire dans sa réponse :

Malgré la diminution notable de frais qui résulte des offres de M. d'Ostervald, la majorité du Conseil ne jugeant pas que l'utilité de la carte soit en rapport avec la dépense que son exécution nécessitera, et considérant que ces sortes d'entreprises doivent plutôt être le fait de Gouvernements qui disposent de revenus considérables, et peuvent en appliquer une partie à des dépenses de luxe, s'est arrêtée à l'idée de renoncer à la confection de la carte projetée.

Cette réponse n'est pas du goût de tous les conseillers. Armand-Frédéric de Perregaux ne peut s'y rallier et il la fait suivre d'une apostille. Président de la commission de la carte, Perregaux, qui s'est révélé l'animateur de toute l'entreprise et a obtenu du Conseil d'Etat qu'il demande à Berlin les crédits nécessaires, se devait de défendre les propositions de la commission. Il écrit :

Cependant il y a des travaux d'une cathégorie différente, ainsi des ouvrages scientifiques et utiles tout à la fois honorent et le monarque qui les ordonne et le pays où ils voient le jour. La carte projetée, tout comme la publication des monuments historiques de la Principauté, à laquelle on travaille dans ce moment, ne sont pas des ouvrages d'une utilité immédiate, si on veut le penser ainsi, et, malgré cela, ils auront leurs avantages un jour. Ce seroit en vérité une chose fort triste que d'employer toutes ses ressources à des routes ou à des bâtiments et à ne pouvoir pas en consacrer une foible partie à des travaux d'une autre nature ²⁶.

²⁶ *Lettres à Sa Majesté*, vol. EE, p. 273.

On pourrait supposer que les arguments d'économie invoqués par la majorité du Conseil d'Etat allaient être déterminants et provoquer un refus des crédits nécessaires. Il n'en fut rien. Werther vit le gouverneur de Pfuel et discuta avec lui de la publication de la carte. Le gouverneur se montra catégorique. Il estimait que les travaux de triangulation auraient été faits en pure perte si on ne les utilisait pas pour dresser la carte du pays et que, vu l'âge avancé d'Ostervald, il ne fallait pas tarder à recourir à ses talents. Il ajoutait « que l'on sent toujours davantage le besoin d'une bonne carte de la Principauté sur une plus grande échelle que celles qui existent maintenant ».

Werther soumit alors l'affaire au roi, mais au lieu de s'arrêter à la somme de 21,000 livres qui « laisseroit probablement M. d'Ostervald en souffrance », il demanda 25,000 livres. Le 3 mai, il pouvait annoncer à Neuchâtel que le crédit était accordé ²⁷.

Quatre ans plus tard, la carte est terminée, et le Conseil d'Etat peut en envoyer un exemplaire à Berlin, le second restant à Neuchâtel. Elle a été dressée au 1 : 25 000 et compte 16 feuilles restées manuscrites.

La commission se réunit pour la dernière fois le 13 octobre 1846. A cette séance, Ostervald remet son travail et présente le mémoire, déjà cité, et auquel nous empruntons encore les passages suivants :

Malgré mes soins, je ne puis me flatter d'avoir toujours obtenu un travail méthodique. L'impossibilité de se procurer des ingénieurs formés, l'inexpérience de ceux que j'ai dû employer, leur défaut de pratique du dessin ont considérablement augmenté mon travail et mes frais.

La topographie a été ordinairement exprimée sur le terrain par des courbes de niveau qui, dans la mise au net, ont également servi à diriger les lignes de plus grande pente. Celles-ci ont été dessinées par mes aides entièrement sous mes yeux, la fermeté de ma main ne me permettant plus ce genre de travail. Je me suis chargé de la partie pittoresque, et j'ai cherché à rendre l'effet et la couleur.

J'avois à opter pour l'expression de la topographie entre la méthode de Lehmann, généralement adoptée en Allemagne, et l'ancienne méthode française. La première, froide, conventionnelle, sans aucun effet pittoresque, entièrement défavorable aux pays montagneux, et dont la lecture présente presque autant de difficultés que celle d'une composition algébrique ; l'autre, vraie, pittoresque, parlant avec promptitude aux yeux, et sous le rapport de la forme et sous celui de l'effet, et satisfaisant cependant à toutes les exigences géométriques. Je n'ai pas balancé dans le choix, malgré les difficultés d'exécution que cette méthode entraîne. C'est ce travail que je mets sous les yeux

²⁷ *Lettres de Sa Majesté*, vol. S, p. 223.

de l'administration, animé cependant de la crainte qu'il ne réponde pas suffisamment à ce qu'on attendoit de moi.

Je remets donc à la Commission de la carte :

- 16 feuilles de la carte coloriée pour S.M.
- 16 feuilles pour le Conseil d'Etat.
- 12 feuilles au trait sur lesquelles sont exprimées les limites des juridictions.
- 1 feuille de la trigonométrie primaire de 1801-1807.
- 1 feuille de la triangulation primaire nouvelle.
- 4 feuilles de la triangulation primaire et secondaire.
- 16 feuilles de tous les points trigonométriques.
- 11 vol. folio de calculs de la triangulation de 1801 et 1838.
- 2 vol. de répertoires.
- 1 vol. folio de calculs relatifs aux hauteurs.
- 6 vol. 4° de journaux d'angles.
- 2 cahiers 4° de calculs de longitude et latitude.
- 2 rouleaux calques divers de cadastres de pays environnants le nôtre²⁸.

Après huit ans de labeur et de luttes pour obtenir que les travaux préconisés par Jean-Frédéric Ostervald fussent exécutés, la tâche de la commission avait pris fin. Elle pouvait se féliciter des résultats atteints. La notoriété d'Ostervald, déjà grande depuis la publication de la carte de 1806, n'avait fait que croître à la suite de ses autres travaux et lui avait valu de collaborer aux études préliminaires de la carte Dufour. Mais celle de la principauté au 25 000^{me} est certainement ce qu'il a fait de mieux ; elle a non seulement une base scientifique, mais elle présente un cachet artistique indéniable. Armand-Frédéric de Perregaux demanda et obtint l'autorisation de pouvoir en faire lever un calque par Ostervald, à ses frais, et le Conseil estima qu'un second calque aurait aussi son utilité pour l'administration²⁹.

Le calque n'est pas en tout point semblable à l'original. Celui-ci donne le relief et les différences de culture par des couleurs finement exécutées ; dans le premier, en revanche, le relief est indiqué par des courbes de niveau.

Comment la carte d'Ostervald a-t-elle été appréciée ? Déposée depuis un siècle aux Archives de l'Etat, elle est, de ce fait, demeurée peu connue hors des membres des autorités et de quelques spécialistes. Les jugements portés sur elle ne sont donc pas nombreux. Voici, par exemple,

²⁸ *Mémoire sur les travaux de la carte de Neuchâtel.*

²⁹ Nous ne savons ce qu'est devenu le calque destiné à l'administration. Quant à celui de Perregaux, les Archives de l'Etat ont pu l'acquérir récemment.

comment se termine le cahier des procès-verbaux de la commission, à la date du 13 octobre 1846 :

Ces divers travaux dépassent de beaucoup ceux qui ont été prescrits à M. d'Ostervald, et méritent une entière approbation, aussi bien par leur étendue que par l'exactitude et la perfection du dessin. La Commission félicite le Gouvernement d'avoir profité des dernières années d'un ingénieur et d'un artiste aussi distingué pour obtenir un ouvrage qui doit faire honneur à notre pays.

Et plus récemment, M. H. Zoelly écrivait :

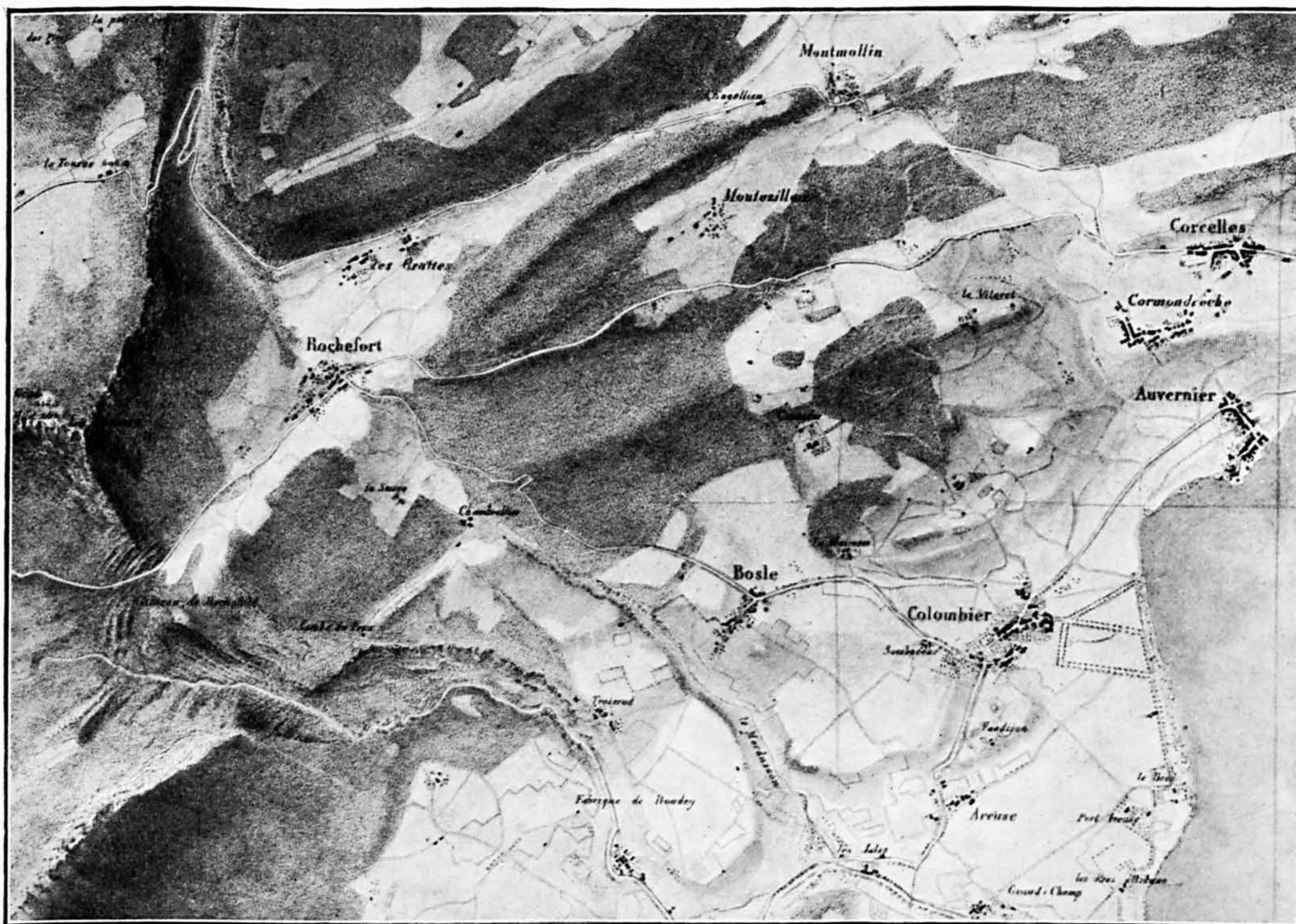
Le dessin de cette carte est d'une remarquable finesse. La nature du sol, les diverses cultures, les forêts y ressortent en diverses couleurs... L'étude de l'original de cette œuvre topographique est un vrai régal pour les connaisseurs, grâce à la beauté et à la fraîcheur du dessin ³⁰.

Jean-Frédéric Ostervald mourut le 10 janvier 1850, quelques mois avant que parût sa *Carte topographique et routière de la Suisse et des contrées limitrophes* ³¹, au 1 : 400 000. Il était le dernier représentant masculin de sa famille.

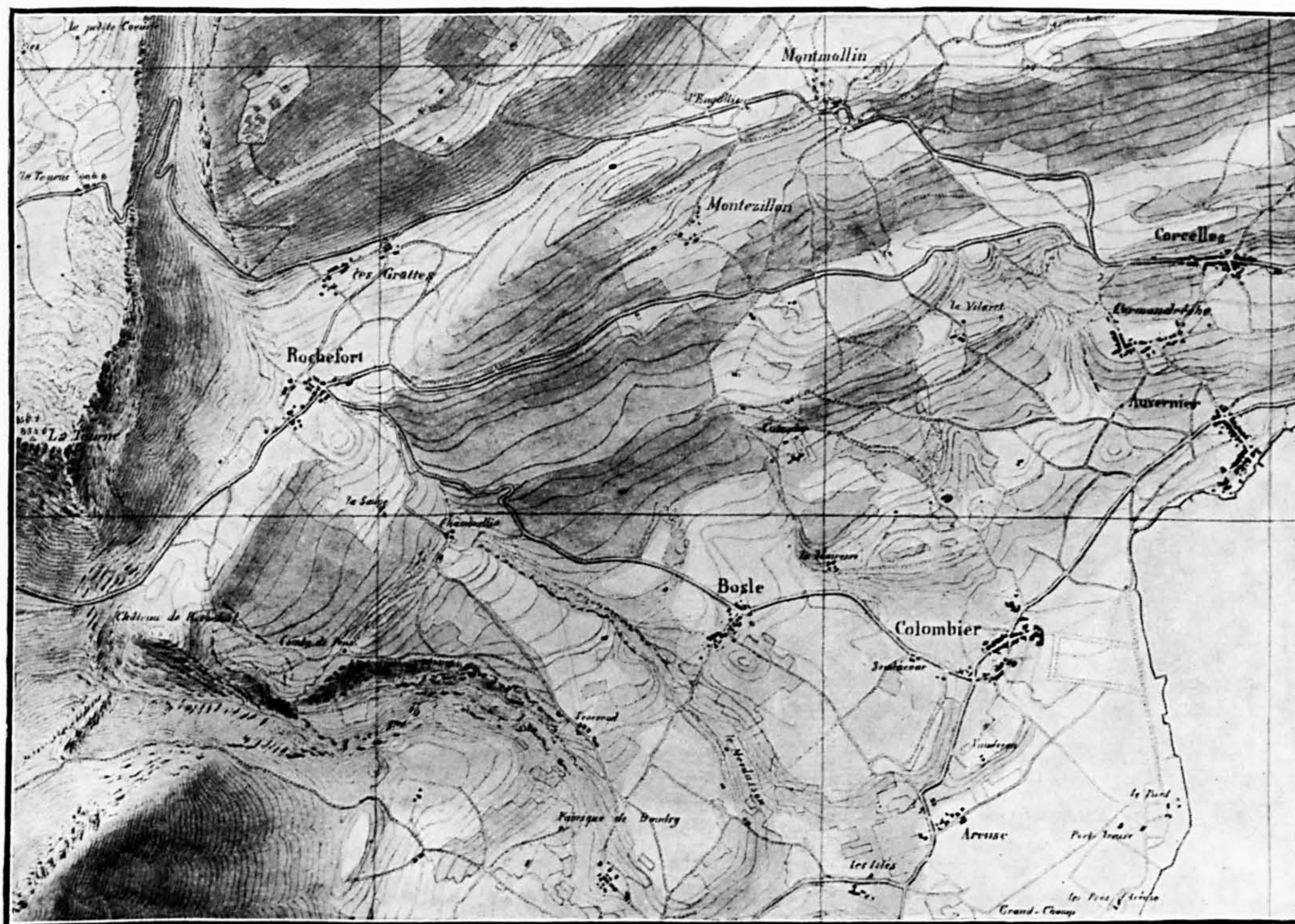
LÉON MONTANDON.

³⁰ H. ZOELLY, *Les bases géodésiques...*, p. 2.

³¹ La plaque d'acier sur laquelle celle-ci est gravée se trouve à la Bibliothèque de Neuchâtel, tandis que les Archives de l'Etat possèdent le cuivre de la carte de 1806 corrigée en 1837.



Fragment de la carte de 1846 d'après l'original colorié au 1 : 25 000.



Fragment de la carte de 1846 d'après le calque avec courbes de niveau au 1 : 25 000.

ÉTUDIANTS NEUCHATELOIS A ZURICH

Ayant eu à dépouiller la matricule du *Carolinum* de Zurich pour y rechercher les noms des Vaudois qui ont fréquenté cette école, j'en ai profité pour relever en même temps les noms des Neuchâtelois.

Ce document, conservé aux Archives d'Etat de Zurich sous la cote E II 479, est un beau volume de 414 pages, de 31,5 × 21 cm., relié pleine peau. Le premier plat porte, dans un cadre doré orné de petits personnages et de feuillages stylisés, les armes de Zurich avec un lion en cimier, au-dessus de la date de 1560 ; autour, l'inscription *Album in Tigurina schola studentium*. Le second plat porte le même cadre que le premier ; à l'intérieur, un second cadre plus simple entourant un autre écusson de Zurich, tenu par un lion portant un monde ; autour du cadre extérieur, la devise *Initium sapientiae timor Domini*.

Les premières inscriptions, à la page 13, sont de l'année 1559 ; les dernières, à la page 388, de 1832. Il y a un certain nombre de lacunes et de pages blanches, dues probablement à la négligence du scholarque, comme c'est le cas pour le *Livre du Recteur* de l'Académie de Lausanne. Les inscriptions y sont généralement de la main des étudiants, mais il y a des pages où tous les noms sont écrits de la même main, celle du scholarque apparemment. Ce document n'a pas encore été publié intégralement ; les noms des étudiants grisons, particulièrement nombreux, ont été relevés par Fritz Jecklin et publiés dans le *Bündnerisches Monatsblatt* de 1917, p. 297-305 et 357-365.

Louis JUNOD.

Voici les inscriptions des Neuchâtelois, telles qu'elles figurent dans le document :

1559. Jacobus Fathonus Neocomensis. Jan. 26 (p. 13).
[Jacques Fatton, pasteur à Corcelles, Colombier, le Locle, † 1588]
Helias Philippinus Necomen. Jan. 31.
[Elie Philippin, pasteur à Saint-Blaise, 1561-1582]
1579. Jonas Junod Neoburgen. (p. 53).
[maire de Boudevilliers, † avant le 24 juin 1590]
1601. Simeon Thiephen Neoburg. (p. 74).
[Siméon Thiévent ; destinée inconnue]

1615. Olivarius Perrottus Neocomensis (p. 107) ¹.
[Olivier Perrot, pasteur à Cornaux, Neuchâtel, Colombier, Cortaillod, Boudry, 1598, † 1669]
1618. Joannes Jacobus Purrius Neocomensis Helvetius d. 3. Decembris anni 1618 (p. 121).
Jean-Jacques Purry, pasteur à Valangin, Brenets, Corcelles, Serrières, Saint-Blaise, Colombier, Neuchâtel, † 1662]
1662. Johannes Henricus Brunius Neocomensis (p. 166).
[Jean-Henri Brun, conseiller d'Etat, procureur général, chancelier, 1649, † 1716]
1664. Samuel Meuronus Neocomensis (p. 168).
[receveur et maire de Bevaix, procureur de Valangin, 1648, † 1711]
Daniel Sandoz Neocomensis.
[fils de Jonas ; receveur du Locle dès 1677 ; ancien receveur, 1697]
Carolus Brunius Neocomensis.
[Charles Brun, né 1650, officier en France]
1666. Daniel Sandoz Neocomensis (p. 170) ².
1676. Johannes Fridericus Ostervald Neocomensis 26. Apr. 1676 (p. 185).
[pasteur à Neuchâtel, 1663, † 1747]
Rodolphus Chambrier Neocomensis 26. April 1676.
[capitaine-lieutenant au service de France, 1661, † 1695]
1677. Hugo Camerarius (p. 188).
[Hugues Chambrier, né 1662, sous-lieutenant au service de France, † à Verdun]
Abrahamus Mouchetus Neocomensis.
[Abraham Mouchet, maître-bourgeois et lieutenant civil de Neuchâtel, 1661, † 1736]
1680. Fridericus Horicaeus Neocomensis die 13 Maii 1680 (p. 192).
[Frédéric Hory, fils d'Isaac, pasteur ; † 2 août 1712]
Abrahamus Horicaeus Neocomensis die 13 Maii 1680.
[Abraham Hory, fils d'Isaac, pasteur ; vivait 1687 ; destinée inconnue]
Abrahamus Sandosius Neocomensis 1680 die 11 Novembris (p. 193).
[Abraham Sandoz, fils de Pierre ; pasteur à Auerbach avant 1712, et à Schaffhouse, 1725]
1681. Henricus Sandozius Neocomensis anno 1681 18 Apri. (p. 193).
[Henri Sandoz, fils de Jonas, lieutenant du Locle ; destinée inconnue]
Samuel Brunius Neocomensis die 18 Aprilis 1681.
[Samuel Brun, receveur des Parties Casuelles ; 1666, † 1725]
1682. Abrahamus De Bellius Neocomensis (p. 196).
[Abraham Debély, fils de Pierre, pasteur ; allié Dorothée Perrot ; destinée inconnue]
Jonas Pierre Trybolet Neocomensis (p. 197).
[receveur de la Cave d'Auvernier, conseiller d'Etat, 1668, † 1722]
1683. Fridericus Brunius Neocomensis (p. 199).
[Jean-Frédéric Brun, fils de Jean-Frédéric ; † 1735]
1684. Petrus Huguenaud Neocomensis (p. 200).
[né 1668, pasteur à la Côte-aux-Fées, Valangin, la Sagne ; déposé en 1711]

¹ Il se retrouve à la page 109, parmi les « auditeurs du collège inférieur ».

² L'écriture semble être de la même main qu'à la page 168 ; ce pourrait être le même.

1686. Isaacus Bedosius Neocomensis (p. 204).
[fils de Josué Bedaux ; né 1672 ; receveur de Neuchâtel et de la Côte]
Franciscus Marvasius Neocomensis (p. 205).
[François, fils de Samuel Marval ; né 1669 ; lieutenant, puis capitaine]
1689. Georgius Montmolinus Neocomensis (p. 209).
[fils de Georges ; 1675, † 1690]
1690. Jonas Montmollinus Neocomensis 1690 (p. 212).
[fils de Jean ; né 1676 ; chancelier, conseiller d'Etat, maire de Valangin]
1692. Abrahamus Bailliodus (p. 215).
[pasteur à Valangin et à Saint-Martin jusqu'en 1707]
1695. Jonas Anthonius Favargerius Neocomenses (p. 223).
[Jonas-Antoine Favarger, pasteur aux Ponts, Valangin, Cortaillod ; 1681, † 1739]
Carolus Franciscus Bergonius Neocomenses (p. 223).
[Charles-François, fils de Jean-Michel Bergeon ; né 1681 ; partisan des prétendants français en 1707]
1697. Fridericus Ostervaldius Neocomensis studiosus collegii humanitatis (p. 226).
[pasteur à Saint-Martin, Serrières, Colombier, † 1740]
Ferdinandus Montmollinus Neocomensis studiosus in collegio humanitatis. (p. 227).
[pasteur à Neuchâtel, Couvet, Saint-Aubin, 1683, † 1755]
Abrahamus Perrotus Neocomensis studiosus in collegio humanitatis.
[pasteur à la Côte-aux-Fées, Cornaux, le Locle ; 1684, † 1760]
Abrahamus Matthaeus Neocomensis philos. stud.
[fils de Pierre Matthey ; né 1678 au Locle ; étudiant aux lois, 1704 ; notaire, 1706-1709]
1699. Joannes Petrus Carterius Neocomensis studiosus in collegio humanitatis d. 3 Maii 1699 (p. 232).
[Jean-Pierre Cartier, pasteur aux Bayards, la Sagne, Corcelles, † 1765]
Petrus Dardellus Neocomensis studiosus in collegio humanitatis d. 3 Maii 1699.
[Pierre Dardel, pasteur à la Côte-aux-Fées, Cornaux ; 1684, † 1750]
Jacobus A Lapide Neocomensis studiosus in collegio humanitatis d. 10 Junii 1699.
[Jacques Depierre, fils de Jean-Henri ; lieutenant civil de Neuchâtel ; † 1764]
David Vaucherius Neocomensis studiosus in collegio humanitatis d. 25 Novembris 1699.
[David, fils d'Abram Vaucher, notaire ; pasteur à Bôle, 1683, † 1747]
1700. David Triboletus Neocomensis studiosus publicus d. 5 Jan. 1700 (p. 233).
[maire de Bevaix, le Locle, conseiller d'Etat, avocat général, 1683, † 1754]
Rodolphus Marquis studiosus publicus die nono Martii 1700 Neocomensis.
[pasteur à Travers, Verrières, Dombresson, Saint-Aubin ; 1683, † 1745]
Felix Tissotus studios(us) collegii humanitatis d. 24 April. 1700.
[pasteur aux Planchettes, Bevaix, Colombier, † 1763]

- Jonas Gelieu Neocomensis studiosus humanitatis anno 1700 d. 19 Junii (p. 234).
[fils de Bernard ; pasteur à Fleurier ; 1685, † 1760]
- Guilielmus Bulotus Neocomensis studiosi collegii humanitatis d. 13 Novembris 1700.
[Guillaume Bulot ; établi dans la Caroline]
- Daniel Bulotus Neocomensis studiosi collegii humanitatis d. 13 Novembris 1700.
[fils de David Bulot ; 1685, † 1770 ; allié Armande Thellung]
1701. David Henricus Neocomensis studios(us) collegii humanitatis d. 4 Mai 1701 (p. 235).
[fils de Pierre Henry, receveur ; né 1685 ; lieutenant civil de Cortaillod]
1703. Johannes Rodolphus Ostervaldius Neocomensis 27 Apr. 1703 (p. 238).
[pasteur de l'Eglise française de Bâle ; 1687, † 1763]
- Guilelmus Puritius Neocomensis 28 Apr. 1703.
[Guillaume, fils d'Antoine-Jonas Pury ; 1686, † 1760 ; destinée inconnue]
1705. Ludovicus Dardel Neocomensis (p. 242).
[fils de Pierre ; receveur de Colombier ; 1689, † 1758]
- Johannes Henricus Favargerius Neocomensis.
[fils de Jean-Jacques Favarger, notaire ; pasteur à la Chaux-du-Milieu, Fontaines, Saint-Blaise ; 1690, † 1773]
1708. Johannes Josephus Dubled Neocomensis (p. 246).
[fils de Jean La Gâcherie dit Dublé ; maître d'école à Neuchâtel ; né 1692]
1709. Petrus De Belly Neocomensis d. 29 Novembr. 9 (p. 247).
[Pierre Debély, † 1734 ? ; destinée inconnue]
1714. Daniel Cartier Neocomensis 9. Novembr. (p. 254).
[fils de Pierre, pasteur ; maître des clefs de Neuchâtel ; 1701, † 1769]
1718. Simon L'hardy Neocom. d. 19 Maii 718 (p. 258).
[fils d'Urs ; avocat, † 1747]
1721. Emer De Montmol. Neocom. 29 April 1721 (p. 261).
[Emer de Montmollin, maire de la Côte, châtelain du Landeron, conseiller d'Etat ; 1706, † 1774]
- Jean Frederich Vattel de Neufchatel d. 8. Maii 1721.
[fils de David, pasteur ; né 1706, lieutenant-colonel au service de France]
1761. Daniel Petrus Neocom. (p. 329).
[Daniel Peter, fils de Jean-Pierre ; né 1745 à Neuchâtel ; destinée inconnue]
1807. François Pettavel, de Neuchâtel (p. 367).
[Abraham-François, fils d'Abraham ; professeur de Belles-Lettres, recteur de l'Académie, diacre, 1791, † 1870]
1808. Jean Frédéric Morthier, de Neuchâtel (p. 368).
[pasteur à Saint-Martin, 1792, † 1865]
1809. Charles Frédéric Henriod, Etud. en Theol. de Neuchâtel (p. 369).
[pasteur aux Bayards, Cornaux ; 1789, † 1855]
- G. F. Petitpierre, de Neuchâtel, aud. hon. gymn.
[Georges-Frédéric Petitpierre - de Wesdehlen, conseiller de légation, conseiller d'Etat ; 1791, † 1883]

- Victor Droz de Neuchatel aud. hon. gymn.
[Ernest-Victor, fils d'Abram-Louis ; pasteur aux Brenets, diacre à Neuchâtel ; 1793, † 1857]
1810. George Grelllet de Neuchatel aud. hon. gymn. (p. 370).
[pasteur aux Brenets, à Corcelles, 1794, † 1880]
1812. Jaques et Bernard de Gélieu, de Neufchatel (p. 371).
[Jacques, fils de Jonas ; pasteur à la Côte-aux-Fées, Saint-Sulpice, 1794, † 1865]
[Bernard, fils de Jonas ; pasteur au Locle, Fontaines, Lignièrès, 1798, † 1879]
1815. Ls Theodore Vaucher auditeur honoraire (p. 373).
[pasteur aux Ponts-de-Martel ; 1797, † 1842]
1816. Edouardus Petitpierre (auditor honor.) Neocomensis (p. 374).
[Edouard-Henri, fils de Jacques-François ; pasteur à Dordrecht, 1800, † 1827]
1817. Henricus Augustus Perret Neocomensis (p. 374).
[Perret-Gentil, professeur et ministre du Saint-Evangile, 1797, † 1865]
- Franciscus Perrochet Neocomensis.
[Abraham-François, ministre du Saint-Evangile, député républicain au Corps législatif ; 1799, † 1842]
- Carolus Henricus Godet Neocomensis.
[professeur, précepteur, botaniste, inspecteur des études, bibliothécaire, 1797, † 1879]
1818. Frédéric de Tribolet de Neuchâtel May 22 (p. 375).
[Charles-Louis-Frédéric, maire des Brenets, membre du Tribunal souverain, châtelain du Landeron, 1802, † 1892]
1819. Samuel Petitpierre Neocomensis (p. 378).
[Samuel-Auguste de Petitpierre, né 1800 ; ministre du Saint-Evangile, membre des Audiences générales]
Henricus GrandPierre Neocomensis.
[Jean-Henri, pasteur à Bâle et à Paris ; 1799, † 1874]
1823. d. 19. December Auguste de Montmollin (p. 382).
[géologue, 1808, † 1898]
1825. May 30 Jules Silliman de Neuchâtel (p. 383).
[François-Jules, né 1805 ; pasteur à la Côte-aux-Fées de 1840 à 1862]
- December 31 George Godet, de Neuchâtel (p. 384).
[Georges-Frédéric, fils de Paul-Henri ; commerçant à Moscou, 1807, † 1857]
1826. Januar 4 Frédéric Loutz de Neuchâtel (p. 384).
[Frédéric, fils de Frédéric Lutz ; né 1805 au Locle ; imprimeur, député au Grand Conseil]
6 Sept. Aug. Fritz Borel de Neuchâtel.
[Frédéric-Auguste, fils de Jean-Frédéric, écrivain ; né 1808 ; vécu à Trévise]
1828. Théophile Petitpierre de Neuchâtel (p. 386).
[Jean-Théophile-Alphonse, né 1809 à Neuchâtel ; maître de langue française, † à Wiesbaden en 1837]
1830. Edouard de Pierre de Neuchatel (p. 387).
[Edouard-Alexandre, fils de Philippe-Auguste ; 1811, † 1899]

(Identifications par L. T.)

UNE LETTRE DU CHANCELIER FAVARGER

DU 5 MARS 1848

On sait comment, pour le soustraire aux rancunes des républicains, le chancelier Favarger, à la veille de la Révolution, avait été envoyé à Berlin par le baron de Sydow, ambassadeur du roi de Prusse près la Confédération suisse. A peine arrivé à Berlin, découragé et désespéré, il avait écrit au baron de Werther, chef du Département de Neuchâtel, la lettre publiée ci-après, qu'on lira avec intérêt¹. On y voit comment le Conseil d'Etat de la Principauté, surpris par les événements, fut incapable d'opposer la moindre résistance aux révolutionnaires, tant à la Chaux-de-Fonds qu'au Locle et à Neuchâtel même, et comment il se vit obligé de céder, sans coup férir, « à la nécessité des circonstances ». Favarger proposait, en attendant mieux, d'adresser une protestation énergique au Directoire helvétique. A. P.

Berlin, le 5 mars 1848.

Monsieur le Baron,

S. E. Monsieur le Baron de Sydow, ambassadeur de Sa Majesté auprès de la Confédération suisse, m'a chargé d'apporter à S. E. M. le Baron de Canitz les dépêches qu'il lui adressoit pour lui rendre compte des événements qui se sont passés dans la Principauté de Neuchâtel. Après avoir remis à M. de Canitz les dépêches dont j'étais chargé, je considère comme un devoir impérieux de rendre compte succinctement à V. E. des faits qui ont provoqué ma mission.

Depuis que, grâce à la haute protection du Roi, la Principauté avait été garantie des graves dangers auxquels elle avait été exposée, l'ordre et la tranquillité y avaient été successivement rétabli ; les passions politiques étaient sans doute toujours au fond des cœurs, mais elles ne faisaient plus explosion au dehors. La révolution aussi inattendue qu'immense dans ses résultats qui a éclaté en France est venue leur donner un nouvel essor.

C'est samedi 26^e février qu'elle a été connue à Neuchâtel. Le Conseil d'Etat réuni le dimanche arrêta ce jour là la conservation du bataillon soldé dont le licenciement avait été annoncé pour le lendemain 28 ; le même jour, le département militaire prit les mesures nécessaires.

¹ Archives de Neuchâtel à Berlin. *Generalia* 1848.

La nouvelle ne fut connue à la Chaux-de-Fonds que le dimanche soir. Au moment où la poste arrivait, la foule des ouvriers de ce grand village industriel sortait des cafés et des lieux publics. A peine cette nouvelle se fut elle répandue que cette foule fut en pleine insurrection, elle chantait la Marseillaise et poussait des cris de mort contre les autorités. Ce fut avec peine que l'on parvint à les empêcher de pénétrer de force dans l'hôtel de ville ; les meneurs du parti radical s'employèrent eux mêmes au maintien de l'ordre. Mais ils comprirent bientôt le parti qu'ils pourraient tirer de cet événement et résolurent de faire éclater le complot dès longtemps préparé sans doute. Ils commencèrent par s'adresser au chef militaire de la Chaux-de-Fonds, le major Delachaux, et lui demandèrent qu'il fut établi dans le village une garde de sûreté composée d'hommes appartenant aux deux opinions politiques ; cette demande déjà précédemment faite leur avait toujours été refusée. Le major qui avait prévu qu'elle lui serait adressée m'en prévint par lettre écrite le dimanche à minuit, arrivée par la poste lundi à 9 heures. Le Conseil d'Etat siégeait alors, et il délégua sur les lieux l'un de ses membres M^r Alex. de Chambrier, en lui remettant des pleins pouvoirs. M^r de Chambrier arriva à la Chaux-de-Fonds à 5 heures, mais depuis la veille les prétentions des meneurs du parti radical avaient augmenté, ils avaient obtenu de M^r Delachaux une conférence qui avait eu lieu de 2 à 4 ; on y avait arrêté la formation d'une garde sûreté. M^r Delachaux avait été requis de retenir les armes délivrées précédemment aux amis du gouvernement ; au lieu de répondre par un refus net, il prit l'engagement de demander mes ordres par un exprès. Plus tard, il déclara qu'il ne monterait pas de gardes armées, même dans le cas où il en recevrait l'ordre du gouvernement. De leur côté, les patriotes déclarèrent qu'ils ne donnaient leur concours pour le maintien de l'ordre que pour une nuit tant seulement, ils annonçaient qu'ils poursuivaient leur but avec une nouvelle persévérance et déclaraient le Conseil d'Etat responsable de ce qu'il pourrait faire à l'encontre de ces résolutions. Cette pièce a été rédigée à la Chaux-de-Fonds dans la soirée du lundi. Quoique M^r le colonel Favre-Bulle, chef militaire du Locle, eût été par notre ordre à la Chaux-de-Fonds et y eût vu M^r Delachaux après sa conférence avec les radicaux, celui-ci ne l'informa point de son résultat. M^r Favre retourna donc au Locle dans l'ignorance la plus complète de ce qui s'était passé à la Chaux-de-Fonds, mais il ne tarda pas à en être informé. Entre huit et neuf heures un affidé des radicaux de la Chaux-de-Fonds apporta au Locle la pièce signée par leurs chefs et la

communica au Comité de défense. Le colonel Favre me la communiqua par exprès arrivé à Neuchâtel mardi à six heures du matin. Comprenant toute la gravité de ce document, je me rendis immédiatement auprès de M^r le Président du Conseil d'Etat, où je convoquai aussi le chef de nos milices lieut.-colonel de Meuron. En présence du silence gardé tant à notre égard que vis-à-vis du colonel Favre par le major Delachaux, de l'absence de communication sur cette affaire de la part de M^r de Chambrier qui se trouvait à la Chaux-de-Fonds, nous eûmes quelque peine à croire à la réalité de la pièce et résolûmes d'attendre, avant de prendre aucune mesure, l'arrivée de la poste de la Chaux-de-Fonds. Une lettre de M^r de Chambrier confirma la vérité des faits contenus dans la pièce sus-mentionnée. Il n'y avait plus à hésiter. Nous résolûmes de faire occuper militairement la Chaux-de-Fonds par les milices fidèles du Locle, de la Sagne et des Ponts. Ordre fut donné au colonel Meuron d'en prendre le commandement. Il partit à onze heures. A deux heures environ, nous vîmes, à notre grande surprise et non sans un sentiment d'effroi, arriver à Neuchâtel le colonel Favre. Un mouvement insurrectionnel subit avait éclaté au Locle le matin, le comité de défense surpris n'avait pas su faire tête à l'orage, il avait donné sa démission sur la promesse des chefs radicaux qu'ils veilleraient à la sûreté des personnes et des propriétés. Cette défection anéantissait la base de notre mouvement contre la Chaux-de-Fonds. Le colonel Meuron fut rapellé. Réduit à l'impossibilité d'attaquer et malgré la difficulté de sa position, le Conseil résolut de faire néanmoins tête à l'orage et de défendre la ville. Des ordres furent donnés d'y réunir les milices fidèles des localités que la révolution n'avait pas encore atteintes, mais il ne tarda pas à être informé que la population de la ville, terrorisée par les événements, voyant en perspective, à la suite d'une résistance inutile, le pillage et le massacre, préoccupée de l'idée que des corps francs vaudois, genevois et bernois se joindraient aux ennemis du dedans, était peu favorable à l'idée d'une résistance à outrance. Le Conseil de Ville était réuni, je fus délégué auprès de lui, et j'acquis la douloureuse certitude que sur cinquante membres présents six seulement et les plus âgés avaient voté pour la résistance, et que les autres, tout en déclarant être prêts à se rendre à leur poste au cri de « Vive le Roi », ne croyaient pas la résistance praticable et désapprouvaient la résolution du Conseil d'Etat. Dans cette position, il ne lui restait plus qu'à se soumettre à la nécessité des circonstances.

C'est dans ce douloureux moment que S. E. M^r de Sydow, préoccupé

de l'idée que ma résistance constante aux empiétements du radicalisme et la haine qu'il m'a vouée mettraient ma personne en danger de devenir l'objet de ses vengeances, me chargea de la mission que je suis venu remplir. Mes collègues appuyèrent sa demande, et je me suis ainsi trouvé chargé d'une mission qui en tout autre temps m'eût comblé de joie, mais qui m'a plutôt été imposée que je ne l'ai acceptée, car mon devoir me semblait être de demeurer à mon poste et de partager le sort de mes collègues comme j'avais partagé leurs travaux. Si ma présence ici peut faire quelque bien à ma malheureuse patrie, tous mes regrets disparaîtront.

Son sort est entre les mains de Dieu et du Roi, de Dieu dont les décrets sont impénétrables et dont nous devons adorer les arrêts, du Roi dont la bonté est sans bornes, mais dont le pouvoir est limité par l'espace. Une protestation énergique adressée au Directoire helvétique contre la reconnaissance d'un gouvernement provisoire usurpateur pourrait être la première d'une série de mesures conservatrices qui garantiraient le droit et réserverait un meilleur avenir.

Je prie...

Favarger.

A S. Exc.

M^r le Bⁿ de Werther,
grand-maréchal de la Cour,
ministre d'Etat et chef du
Dép^t Royal de Neuchâtel,
etc., etc., etc.,

à Berlin.

MÉLANGES

« Béchets » ou brochets.

Comte de Neuchâtel sur le lac, seigneur de Cerlier au bord du lac de Bienne, possesseur de terres sillonnées de rivières et de ruisseaux ou coupées d'étangs, Jean de Fribourg tirait de ses domaines la plupart des poissons servis en abondance à sa table pendant les jours maigres et le carême. Parmi ces poissons, le plus apprécié à la cour était, semble-t-il, après la palée, le brochet dit alors « béchet », pêché surtout dans la région de Cerlier, mais aussi dans le lac de Neuchâtel, notamment par ce « grand filet » d'Auvernier que mentionne à chaque instant le journal de dépenses.

D'où qu'ils provinssent, les brochets destinés à la cuisine du château étaient gardés vivants dans un étang à Auvernier jusqu'au moment d'être livrés aux cuisiniers. On voit, par exemple, qu'en 1453 ou 1454 quatre-vingt-huit brochets achetés à Nidau furent transportés à Auvernier et mis « en l'estang de Monseigneur »¹. D'après les comptes de 1454 à 1456, Conrad de Diesse s'était alors rendu à plusieurs reprises à Auvernier « pour faire mectre les beschet en l'estang »². A la même époque, on avait acheté à « Lusserac », c'est-à-dire Locraz ou Lüscherz, et à Cerlier des brochets qu'on amena « en l'estang de Monseigneur » à Auvernier³.

Pour nourrir les « béchets », on jetait dans l'étang toutes sortes de petits poissons que les comptes désignent tantôt par leurs noms de vengerons⁴, rougeons⁵, blavins⁶, « racquos »⁷, tantôt par les termes généraux de « peschaille »⁸, ou de « pasture »⁹.

De l'étang d'Auvernier, on amenait à l'hôtel du comte beaucoup de brochets que les clercs disent apportés d'Auvernier ou pris en l'étang d'Auvernier. C'étaient par exemple, le 16 mars 1426, dix-huit brochets « apourtez d'Avernier »¹⁰, le 24 mars, vingt brochets « pris en l'estant

¹ *Recettes diverses*, vol. 50, fol. ij^c iiiij.

² *Id.*, fol. xij^{xx} xv v^o.

³ *Id.*, vol. 51, fol. vij^{xx} xvj.

⁴ *Id.*, vol. 40, fol. iij^c ij; vol. 48, fol. xj^{xx} x v^o; vol. 51, fol. iijj^{xx} ij, vij^{xx} xv; *Comptes*, vol. 203, n^o 435.

⁵ *Recettes diverses*, vol. 51, fol. viij^{xx} iijj v^o; vol. 53, fol. xxx v^o; *Comptes*, vol. 206, n^o 496.

⁶ *Recettes diverses*, vol. 47, fol. cxxv.

⁷ *Comptes*, vol. 203, n^o 729.

⁸ *Recettes diverses*, vol. 48, fol. xj^{xx} v^o; vol. 51, fol. x; *Comptes*, vol. 206, n^o 492.

⁹ *Comptes*, vol. 203, n^o 429.

¹⁰ *Dépenses*, vol. 187, fol. lxxvij.

d'Avernier »¹¹ ou, le 17 avril, quarante-sept brochets envoyés « de l'estant d'Avernier »¹².

D'autre part, les pêcheurs du grand filet d'Auvernier livraient à la cour un certain nombre de brochets. D'après le journal de dépenses de 1459, ils avaient un jour fourni vingt-sept brochets gros et petits évalués 46 sols¹³, un autre jour neuf brochets taxés 18 sols¹⁴, et, d'après un compte non daté, ils avaient remis à l'hôtel cinq « beschoulets » ou petits « béchets »¹⁵.

Dans les envois de poissons que le receveur des bondelles d'Auvernier faisait parvenir aux résidences franc-comtoises du comte figuraient souvent des brochets. C'est ainsi qu'en 1450, on le voit à plusieurs reprises expédier à Vercel, avec quelques douzaines de palées, des brochets : le 4 février, six brochets salés¹⁶, le 24 février, dix-huit brochets de ceux qu'on avait achetés dans la châtellenie de Cerlier¹⁷, le 10 mars, douze brochets salés « des bochez de Sarlier »¹⁸, le 7 avril, sept brochets¹⁹, le 17 avril, neuf brochets²⁰, et le 24 avril, trois brochets²¹. Il faisait lui-même venir des brochets de Cerlier : dans ses comptes de 1445 à 1446, il notait avoir envoyé deux compagnons « querre les boichet » à Cerlier²².

A Cerlier comme à Auvernier, le comte possédait un étang où étaient élevés ses brochets. Par les comptes du receveur de Cerlier pour 1443 et 1444, nous apprenons qu'un pêcheur avait à surveiller la « pasture » des brochets, alors qu'un autre pêcheur s'occupait des filets servant à pêcher ces poissons : le receveur donnait un demi-muid de blé, à « celluy que soigne la pasture des beschet jusque a Pasque » et un demi-muid de blé à « celluy quil at soigné filar pour paichier lesdit beschet »²³. Un troisième pêcheur était chargé de « garder le poysson en l'estant », auquel le receveur, en 1427, remettait deux émines de blé²⁴.

Les étangs et les pêcheurs de Cerlier et de Locraz fournissaient du poisson à la cour et étaient astreints à des redevances. A Cerlier, deux étangs livraient chaque année trois brochets chacun que mentionnent les comptes du receveur²⁵. Deux pêcheurs de Cerlier et deux pêcheurs de Locraz étaient tenus de prendre au mois d'août du poisson pour le comte

¹¹ *Dépenses*, fol. lxxviiij. ¹² *Id.*, fol. iiij^{xx}. ¹³ *Id.*, vol. 187, fol. lviiij. ¹⁴ *Id.*, fol. lxix v^o.

¹⁵ *Comptes*, vol. 203, n^o 496.

¹⁶ *Id.*, vol. 207, n^o 493. ¹⁷ *Id.*, n^o 495. ¹⁸ *Id.*, n^o 387. ¹⁹ *Id.*, n^o 505. ²⁰ *Id.*, n^o 387.

²¹ *Id.*, n^o 383.

²² *Recettes diverses*, vol. 45, fol. iiij^{xx}xv v^o.

²³ *Id.*, vol. 46, fol. viij^{xx}ix. ²⁴ *Id.*, vol. 42, fol. iiij^{xx}xiiij v^o.

²⁵ *Id.*, vol. 43, fol. xlvij; vol. 47, fol. lxxvj, ij^exj; vol. 48, fol. clxix, xij^{xx}xix v^o; vol. 49, fol. lix v^o; vol. 50, fol. ij^e, ij^eiiij; vol. 51, fol. xxxj.

lorsque celui-ci le désirait, sinon de lui remettre chacun deux brochets ²⁶.

Les petits brochets étaient appelés « lancerons », parfois « béchets lancerons ». En 1444, Othenin de Cléron était allé à Cerlier faire provision de lancerons, et le clerc de la dépense notait que le receveur de Cerlier avait envoyé à l'hôtel trente-trois lancerons des lancerons qu'avait achetés Othenin de Cléron ²⁷. Le 10 avril 1451, le receveur des bondelles d'Auvernier expédiait au Landeron, pour la dépense de Monseigneur, neuf « bechets lancerons » et dix-huit palées ²⁸.

Les comptes ne disent à peu près rien de la façon dont les cuisiniers de la cour servaient le brochet. On ne relève, à ce propos, que la mention, dans le journal de 1448, de « trois bochet dont on a fait de la gellee de deux » ²⁹ et la mention, dans le journal de 1456, de quatre brochets « pour la galantine » ³⁰.

Jaqueline LOZERON.

Les placards de 1534 et Lucien Febvre.

On lit peu, trop peu chez nous, la revue *Humanisme et Renaissance* que publie à Paris, depuis 1934, un éditeur neuchâtelois, M^{lle} Eugénie Droz. Cette revue, non autorisée à paraître pendant les années de guerre, a été remplacée, pour tourner la difficulté, par une publication non périodique : *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance*, qui ne le cède en rien, du reste, comme présentation et comme intérêt, aux volumes précédents, et dont le tome VII contient un très suggestif article de M. Lucien Febvre sur l'origine des *Placards* de 1534.

On connaît l'érudition de M. Febvre, la saveur de sa prose, l'art avec lequel il anime les problèmes, la richesse et l'ampleur des idées que le moindre sujet l'amène à remuer.

Le comité de rédaction du *Musée neuchâtelois* a jugé, dès lors, opportun de présenter à ses lecteurs un résumé et des extraits de cet article dont le fond intéresse très directement l'histoire de l'Eglise neuchâteloise et dans lequel M. Febvre renvoie d'ailleurs aimablement au *Musée neuchâtelois*, « vaillante petite revue que connaissent bien les historiens de Farel et des Montagnes jurassiennes en territoire suisse ».

²⁶ *Recettes diverses*, vol. 46, fol. liij et v^o; vol. 47, fol. ij^cxj; vol. 48, fol. clix, xij^{xx}xix v^o; vol. 50, fol. ij^c.

²⁷ *Dépenses*, vol. 191, fol. 41.

²⁸ *Comptes*, vol. 209, n^o 257.

²⁹ *Dépenses*, vol. 191, fol. 290.

³⁰ *Id.*, vol. 195, fol. 333.

Bien que son exposé ait pour point de départ la découverte faite à Berne, en 1943, d'un exemplaire original des *Placards*, M. Febvre ne prête aucune attention au problème du texte tel que le pose la comparaison de l'original avec la version transmise par Crespin. La collaboration éventuelle de Marcourt et de Viret dans la rédaction de l'affiche est, elle aussi, sans grande importance à ses yeux.

Ce qui l'intéresse davantage, c'est le milieu d'où sortirent les « articles véritables » et dont ils portent la marque, à savoir un petit groupe de réformateurs établis dans notre cité et qui, pour répandre la foi nouvelle, avait « ses procédés de propagande,... ses habitudes de style, ses habitudes collectives de plume, ses thèmes favoris d'attaque et de défense, tout, jusqu'à son vocabulaire ». Dans ce milieu, il s'arrête à l'auteur avéré des *Placards* : Antoine Marcourt.

Sur ce premier pasteur de Neuchâtel que les uns proclament violent et belliqueux, les autres « homme de paix,... procurant à son pouvoir... la tranquillité publique », M. Febvre n'apporte pas de renseignement nouveau, mais il relève avec raison ce que sa psychologie peut révéler sur l'origine de l'affaire des *Placards*.

Il ramène aussi à sa juste importance la violence de ton souvent reprochée aux articles de Marcourt :

On a pris en effet l'habitude d'attribuer à leur violence verbale, uniquement, le désastreux effet que produisirent les *Placards*. Une suite d'insultes, dit sans plus Imbart de La Tour, et il en donne quelques échantillons. Mais s'agit-il vraiment d'insultes ? Certes, le ton est rude. Surtout au quatrième paragraphe, quand l'auteur décrit, en termes véhéments, le détournement commis par les prêtres, le temps par eux « occupé en sonneries, urlements, chanteries, cérémonies, luminaires, encensements, desguisements et telles manières de singerie » — les prêtres, ces loups ravissants, bons pour manger, rogner et dévorer le pauvre monde... — N'allons tout de même pas exagérer. Cette violence verbale n'était pas faite pour soulever tant d'émoi en un temps, en un siècle qui n'avait rien, certes, de puritain dans ses propos, ni d'académique dans ses débats... Tous ceux « qui dient la messe », des larrons, des paillards, des bourreaux, des brigands ? Menues figures de rhétorique cicéronienne. Gentillesse de style et de plume. Je doute qu'elles aient pu émouvoir beaucoup les « gros enchaperonnés » qui en prirent connaissance, un matin d'octobre, dans les rues de Paris. Déjà vu, déjà entendu. Si les *Placards* ont fait l'effet qu'ils firent, ce n'est point leur style qu'il faut incriminer, le style violent et d'ailleurs éloquent du quatrième paragraphe. Il y a autre chose.

Cet « autre chose », l'auteur de notre article le dégage avec une perspicacité que sert une parfaite connaissance des gens et des idées de l'époque.

Les *Placards*, on le sait assez, étaient dirigés contre la messe. C'est dire d'emblée leur portée schismatique. M. Febvre la souligne :

La messe est considérée par Marcourt « comme la maîtresse pièce de l'armature catholique, le réduit véritable de la défense papale, le donjon à emporter d'abord et sans délai : après quoi, lui par terre, tout s'effondrera, et la victoire sera acquise. Et voilà qui est bien fait pour émouvoir. Car il ne s'agit plus ici de disputes nuancées. De plus ou de moins comme précédemment. Les œuvres ou la foi ? On pouvait transiger. La justification ? On pouvait moyenner, négocier un de ces compromis qui évitent, ou du moins retardent le pire. On, qui on ? Les extrémistes ? Ceux qui, dès le début, se portant à la pointe extrême du combat, ont accepté la rupture, le schisme ? — Non, mais ceux qui, touchés, séduits par certains arguments, ne refusent pas, bien au contraire, d'envisager la possibilité de réadapter le dogme aux conditions et aux nécessités intellectuelles d'une époque qui se considère elle-même comme révolutionnaire : ceci tout en évitant la rupture décisive et la guerre : la guerre religieuse, cette quintessence de guerre civile, — plus chargée peut-être de fanatisme et de haine que toutes les autres guerres ».

Or, contre la messe, l'auteur des *Placards* recourt à une « argumentation redoutablement logique et simple ». Il s'appuie sur l'*Épître aux Hébreux* : sous l'ancienne Loi, les prêtres devaient réitérer toujours leurs sacrifices, parce qu'imparfaits. Au contraire, dans la nouvelle Alliance, le sacrifice offert une seule fois par Jésus-Christ pour nous sauver est parfait. Prétendre le contraire n'est qu'horrible et exécrationnable blasphème. Or, s'il est parfait, pourquoi les prêtres le renouvellent-ils journallement dans la messe ?

Mais, remarque avec beaucoup de finesse M. Febvre, argumenter de la sorte, fonder une discussion théologique sur les « thèmes judaïques » de l'*Épître aux Hébreux*, ne pas se référer à la notion paulinienne de la foi, « dans un texte fait pour toucher la France en 1534 », c'est à l'époque faire un pas en arrière, imprimer à maints esprits « un beau changement d'orientation », retourner aussi au légalisme mosaïque que tant de grandes âmes et de grands esprits venaient de rejeter pour chercher un christianisme rénové, capable d'étancher leur soif religieuse.

Voilà, juge M. Febvre, « ce qu'il y avait, essentiellement, de neuf et de redoutable dans les *Placards* de 1534 ».

Leur importance « ne se mesure pas à la brutalité de quelques injures. Ce n'est pas leur violence verbale qui put émouvoir le roi François et ses contemporains. Ce fut l'image, brusquement dressée devant eux par un homme sincère, beaucoup moins machiavélique dans ses desseins qu'on ne veut sans doute le dire, mais d'une autre texture morale et sentimentale, d'une autre exigence logicienne que ses prédécesseurs, d'un homme sensible plus qu'eux

aux résonances de l'*Epître aux Hébreux* et moins sans doute à celles de l'*Epître aux Romains* : ce fut cette conversion par lui (et par d'autres en ce temps) imprimée au mouvement d'attaque dirigé contre la foi romaine, qui troubla, qui souleva, qui révolta finalement des hommes, des femmes unis pour la première fois, avec cette brutalité, devant la réalité monstrueuse du schisme ».

D'aucuns jugeront peut-être cette conclusion un peu absolue et attribueront une importance moins grande à la théologie des *Placards* dans l'effet qu'ils produisirent. Quoi qu'il en soit, plus encore que la découverte de l'original de la célèbre affiche, l'article de M. Febvre « nous amène utilement à relire ce texte avec des yeux nouveaux » et à en mesurer plus justement l'intérêt et la portée. G. B.

CHRONIQUE ET PETITES NOTES

*, * *Les quatre-vingts ans de M. Arthur Piaget.* — Le 1^{er} décembre, dans une réunion intime à l'hôtel DuPeyrou, quelques amis, anciens élèves ou collaborateurs de M. Arthur Piaget, fêtaient son quatre-vingtième anniversaire. Il y avait le comité de rédaction du *Musée neuchâtelois*, le comité de la Société d'histoire, le bureau du Sénat universitaire, des collaborateurs à notre revue, et M. Camille Brandt, conseiller d'Etat, venu à titre personnel. Quelques discours, des remerciements au professeur qui débuta voici plus de cent semestres à l'Académie, au rédacteur du *Musée neuchâtelois*, à l'historien, dont l'œuvre considérable atteste à la fois la sagacité du chercheur, la probité et la rigueur de sa méthode.

Le numéro 4 de 1945 du *Musée neuchâtelois* a été dédié au jubilaire. Un exemplaire relié lui est remis par M. Louis Thévenaz, cependant que M. le recteur Neeser lui fait don, de la part de l'Université, de quelques ouvrages d'art. La Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, où M. Piaget n'est pas un inconnu, lui a décerné un diplôme de membre honoraire, qu'apporte M. Biaudet, secrétaire. La Société d'histoire de la Suisse romande avait déjà accordé pareille distinction en 1937. Aussi son délégué, le vice-président M. Henri Naef, vient-il les mains vides, mais il a en poche un message d'une teneur si particulière et d'un charme si original qu'il conquiert chacun. Nous nous en voudrions de ne pas en citer quelques lignes :

« Bref, par votre culture exacte, votre scrupule, vous nous dépassez tous. Et vous prouvez que l'humanisme ne se confine point au *Rinascimento*, mais qu'il continue de grandir. Vous nous dépassez aussi... en malignité. Vous avez trop crevé d'outres vides pour accepter l'outrecuidance. De votre race, vous tenez l'amour de l'ouvrage bien fait et l'ironie, arme offensive et défensive à la fois, que vous mettez au service du vrai et dont vous couvrez le sentiment.

» S'il vous arrive — et pourquoi cela ne vous arriverait-il pas ? je vous le demande — de n'avoir pu mener chaque hypothèse à la victoire, votre

clarté s'est faite si sincère que vos doutes mêmes, vos questions ont conduit ou conduiront à des résultats positifs...

» Pour nous et notre pays fermé, vous avez tenu la porte ouverte à l'intelligence. Vous vous êtes mesuré, à forces égales, avec des esprits rompus à une discipline exigeante et féconde, vous nous avez mis en garde contre cette médiocrité qui guette certain royaume où les borgnes l'emportent. »

Bibliographie. — La *Bibliographie des travaux de M. Arthur Piaget de 1935 à 1945*, parue l'année dernière dans cette revue, p. 105, doit être complétée de la manière suivante :

1938 *Saint-Quenet. (Humanisme et Renaissance, t. V, p. 142-143.)*

1945 Alain Chartier, *La belle dame sans mercy et les poésies lyriques*.
Edition publiée par Arthur Piaget. Paris, 1945, in-8, XV-67 p.
(*Textes littéraires français.*)

L. M.

*. *Eglise de la Chaux-de-Fonds.* — Dans l'étude sur les origines de l'église de la Chaux-de-Fonds, j'ai dit que Claude d'Arberg et Guillemette de Vergy n'avaient pas joué de rôle dans la fondation de l'église et que la dernière n'avait fait que l'abandon d'une pose de terre (*Musée neuchâtelois*, 1943, p. 52).

Le renseignement n'est pas exact. La dame de Valangin a pris une part directe à la construction de l'église. Le compte de Claude d'Arberg, seigneur des Pontins, sur les recettes et dépenses de la terre et seigneurie de Valangin en 1519-1520, mais rendu en 1522 à Guillemette de Vergy, nous apprend qu'il a payé à Blaise Droz, pour de la pierre que celui-ci a amenée à l'église de la Chaux-de-Fonds, 6 livres 3 gros, et à Claude Humbert-Droz, également pour de la pierre « pour la tor de la Chaulx de Font », 8 livres. Le seigneur des Pontins a, en outre, délivré « du fert a Jehan Perrin pour faire la croix de fert de l'esglise de la Chaulx de Font ». (*Recettes diverses*, vol. 155, Recette de Valangin de 1433 à 1529, fol. 436 et 436 v^o.)

*. *Henri II de Longueville et ses sujets de Valangin.* — Le premier séjour que fit Henri II de Longueville dans son comté, en 1617-1618, fut avant tout consacré au conflit qui opposait les bourgeois de la ville de Neuchâtel aux bourgeois externes. Le prince, qui venait d'atteindre sa majorité, fit preuve d'inexpérience et indisposa les Quatre-Ministres. Au cours de l'année 1618, Henri prit contact avec ses sujets de la seigneurie de Valangin. On sait que celle-ci avait passé sous l'autorité du comte de Neuchâtel vingt-six ans auparavant. Il reçut leur serment, dans la plaine du Sorgereux, nous dit Chambrier, avec un certain décorum. Un « théâtre » fut construit spécialement pour la circonstance par maître Oswald Choupard, charpentier. Le 13 octobre, il reçut 48 sols « pour sa paine et vacations d'avoir basti et demoly le theatre ou estoit Monseigneur quand ceux du comté de Vallangin luy presterent le serment de fidelité ».

Il montra de bonnes dispositions envers les bourgeois de Valangin, à qui il fit remettre une bannière. Elle ne lui coûta pas très cher. Abraham Cugnier, qui, avec d'autres, l'avait confectionnée, reçut douze francs pour sa peine : « A Abraham Cugnier et autres pour la façon de la banniere qu'il a pleu a Monseigneur bailler aux bourgeois du bourg de Vallangin douze francz, par certification du capitaine Guy¹. »

L. M.

¹ A 18 (e) n^o 22, fol. 14 v^o et 14.



I. LES FOUILLES A LEUR DEBUT



II. L'ABSIDE ET L'AUTEL CAROLINGIENS

LE TEMPLE DE SERRIÈRES

FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES DE 1945

Au cours des travaux de restauration du temple de Serrières, les restes de fondations d'un édifice ancien furent mis à jour, (planche I). M. François Wavre, architecte, directeur des travaux, jugeant que cette trouvaille pouvait présenter un intérêt archéologique, envisagea la possibilité de fouilles méthodiques.

Grâce à cette initiative, dont nous lui sommes infiniment reconnaissants, un site archéologique dépassant l'intérêt local a pu être étudié, aussi complètement que le permettaient les circonstances.

Les travaux de fouilles proprement dites durèrent du 14 juin au 20 juillet 1945. Des photographies furent prises au cours des travaux. Un journal, des relevés et des plans de fouilles ont été dressés.

L'interprétation des résultats peut être la suivante, sous réserve de trouvailles et constatations ultérieures : Plusieurs constructions se sont succédé à cet emplacement. A l'encontre de ce qui s'est passé pour la plupart des édifices religieux qui ont été agrandis de part et d'autre de leur axe, les constructions de Serrières ont toutes eu leurs murs nord et ouest au même emplacement, l'extension s'étant faite à l'est et au sud. Un exemple analogue fut constaté au temple de Riehen, près de Bâle¹.

Grâce à ce fait, les murs qui ont été réutilisés sont constitués par des zones de maçonnerie superposées, appartenant aux différentes époques de construction, avec l'appareillage qui les caractérise² nettement.

Construction romaine. — Situé sur un épaulement rocheux, l'édifice primitif, formant un rectangle de 12 m. 80 sur 5 m. 80 (dimensions intérieures) entouré d'un mur de 0 m. 75, date probablement du début du premier siècle de notre ère. Des fragments de céramique des règnes d'Auguste et de Tibère, trouvés sur place, permettent cette conclusion (fig. 1).

¹ Rudolf LAUR-BELART et Hans REINHARDT, *Die Kirche von Riehen*, dans *Revue suisse d'art et d'archéologie*, t. V (1943), p. 429.

² Visibles sur la planche I.

A l'intérieur du rectangle, des fondations s'appuyant contre celles du mur du pourtour, sont probablement plus récentes.

Cette construction était-elle un édifice religieux ou une villa ? L'allure générale du bâtiment, sa forme rectangulaire, des blocs de roc calcaire ayant servi de seuils ou de dallages, font penser à la base d'un édifice religieux peut-être construit en bois (comme à Petinesca).

D'autre part, un fragment de canal de chauffage trouvé sur place, s'il provient de l'édifice lui-même, suggérerait plutôt que les vestiges exhumés sont ceux d'une villa.

Construction carolingienne. — Temple ou villa, l'édifice fut reconstruit en maçonnerie à une époque ultérieure (probablement mérovingienne ou carolingienne). La paroi est fut ouverte et une abside semi-circulaire de 1 m. 90 de rayon intérieur y fut adossée. Cette construction fut la première église de Serrières (fig. 2).

L'intérieur de l'édifice avait probablement la disposition suivante : Dans l'axe de la façade ouest, la porte d'entrée correspondait à la porte nord-ouest actuelle. Suivant la pente du rocher, la nef, de 6 m. de large, descendait en gradins jusqu'à l'abside surélevée. Deux escaliers devaient y accéder de part et d'autre de l'autel, placé en son centre. Une seconde entrée existait au sud-est de la nef. L'autel est un des rares exemplaires de l'époque existant encore³.

Le sol de la nef était constitué par un bétonnage sur empierrement. Le mortier, à base de chaux, était mélangé de pilon de briques. Le crépis de l'autel était de même mortier et le sol de l'abside était dallé de briques de terre cuite carrées, provenant probablement de démolition d'hypocaustes romains.

On peut citer entre autres trois édifices s'apparentant à celui de Serrières, et qui permettent certaines comparaisons : 1° Notre-Dame à Nyon ; 2° le temple de Riehen (Bâle) ; 3° le temple d'Altstetten près de Zurich⁴.

Dans le premier, les fondations d'une église à abside semi-circulaire reposent sur des bases romaines. Cette église est considérée comme carolingienne. Les enduits des murs au mortier de chaux mêlé de pilon de briques sont semblables à ceux du sol et de l'autel de Serrières.

³ Sur la planche II, on distingue nettement le mur de l'abside, l'autel carolingien et, à droite de celui-ci, les dalles carrées du sol de l'abside.

⁴ HANS HOFFMANN, *Die alte Kirche in Zürich-Altstetten und die 1941 vorgenommenen Ausgrabungen*, dans *Revue suisse d'art et d'archéologie*, t. IV (1942), p. 230.

Dans le deuxième, les restes d'un édifice attribué à la même époque sont ceux d'un édifice à abside semi-circulaire. Comme à Serrières le mur nord-est est en partie de cette époque et l'appareillage en est semblable.

Le troisième édifice, construit sur les restes d'une villa romaine, comprend une première église chrétienne à abside semi-circulaire. On y a trouvé des traces de mortier au pilon de briques et d'autre part un dallage d'abside en briques d'hypocaustes romaines dont l'une porte un timbre de fabrication. Les archéologues qui ont fouillé cet édifice datent cette construction du XI^e siècle.

Nous croyons pour différentes raisons que les conclusions adoptées à la suite des fouilles de Nyon et de Riehen doivent être admises à Serrières également : la deuxième construction serait donc carolingienne.

Des traces de feu violent, correspondant au niveau romain et au carolingien, prouvent que les édifices de ces deux périodes furent incendiés. La paroi nord en porte les traces très nettes, jusqu'à plus d'un mètre au-dessus du sol actuel.

Construction romane. — Après le second incendie, lors de la reconstruction de l'édifice, probablement à l'époque romane, le sol inférieur de la nef fut exhaussé au niveau du premier gradin, puis une séparation (peut-être un jubé) fut édifiée à 1 m. 50 de l'abside, dans la nef. Il en restait une base de mur, avec deux ouvertures, l'une en son milieu, l'autre à son extrémité nord⁵.

De cette période doivent dater les parties supérieures des murs ouest et nord, ainsi que trois fenêtres mises au jour au haut de ce dernier. Plus tard un muret fut adossé contre le parement ouest du jubé, les ouvertures maçonnées et cet ensemble servit de limite entre le chœur, surélevé et agrandi, et la nef (fig. 3)⁶.

Le clocher actuel fut édifié à cette époque dans l'angle sud-ouest de l'église. Le chœur, et peut-être la nef, étaient dallés de carreaux de briques rouges analogues à ceux de l'édifice précédent, mais de 25 cm. de côté.

Construction actuelle. — En 1666, lors des travaux qui donnèrent à l'édifice la forme qu'il a conservée jusqu'en 1945, le mur sud et l'abside furent abattus et le temple s'agrandit au sud et à l'est.

⁵ Ce mur est dessiné sur la fig. 3 où les ouvertures sont indiquées en pointillé. Il est visible à la hauteur du mètre étalon, en avant du dallage, sur la planche I, ainsi qu'au premier plan de la planche II.

⁶ Le dallage, dans la partie droite des planches I et II, donne le niveau du chœur roman.

Objets trouvés au cours des fouilles. — Si les objets exhumés sont peu nombreux, ils permettent néanmoins de dater certaines périodes de construction. De la période romaine, des tessons de céramique d'origine italienne et indigène sont de l'époque d'Auguste et de Tibère. Des fragments de tuiles à rebords et d'un canal de chauffage en sont contemporains.

Dans les tombes exhumées sous le béton carolingien, une agrafe de bronze en forme d'aiguille à deux pointes recourbées, des fragments de boucles de ceinture, sont très oxydés et insuffisants comme jalons chronologiques.

Des restes d'enduits peints à la fresque, trouvés dans le remblai sous le dallage de l'église romane, doivent provenir d'une décoration antérieure à celle-ci. Les couleurs sont belles et la technique très libre rappelle celle des décorations du haut moyen âge, XI^e et XII^e siècles. Des tessons de céramique trouvés dans la même couche archéologique ne sont pas datables. Une monnaie belge, de Jean de Namur, est du XIII^e ou du XIV^e siècle.

Une grande clef provient des déblais, ainsi que deux pièces de monnaie du XVIII^e siècle. Quelques morceaux de récipients en verre sont soit romains, soit du haut moyen âge. D'autres fragments proviennent des verrières romanes.

Inhumations. — Une quinzaine d'inhumations ont été constatées à l'intérieur de l'église primitive, d'autres, situées dans la partie sud du temple, faisaient partie du cimetière. Les inhumations trouvées à l'intérieur de l'édifice se répartissent probablement de la façon suivante : Un squelette incomplet, sans objet, pris en partie sous la fondation romaine, est antérieur à cette époque. Dans la partie nord de la nef, un groupe de cinq squelettes, orientés nord-sud, sont placés sous le dallage carolingien. Il en est de même d'un squelette placé dans la partie sud, et d'ossements déposés en vrac dans une fosse allongée, dans l'axe de la nef. Ces inhumations datent probablement de la période des invasions hongroises, lorsque l'église autorisa l'inhumation à l'intérieur des édifices religieux, soit vers le IX^e siècle, afin d'éviter la profanation par les envahisseurs, des tombes placées dans les cimetières. Deux squelettes trouvés sous le dallage roman sont moyenâgeux. Le crâne de l'un porte la trace d'une fracture, à laquelle l'individu a survécu. A l'est de l'autel, on a reconnu les ossements de deux enfants en bas âge.

FIG. 1

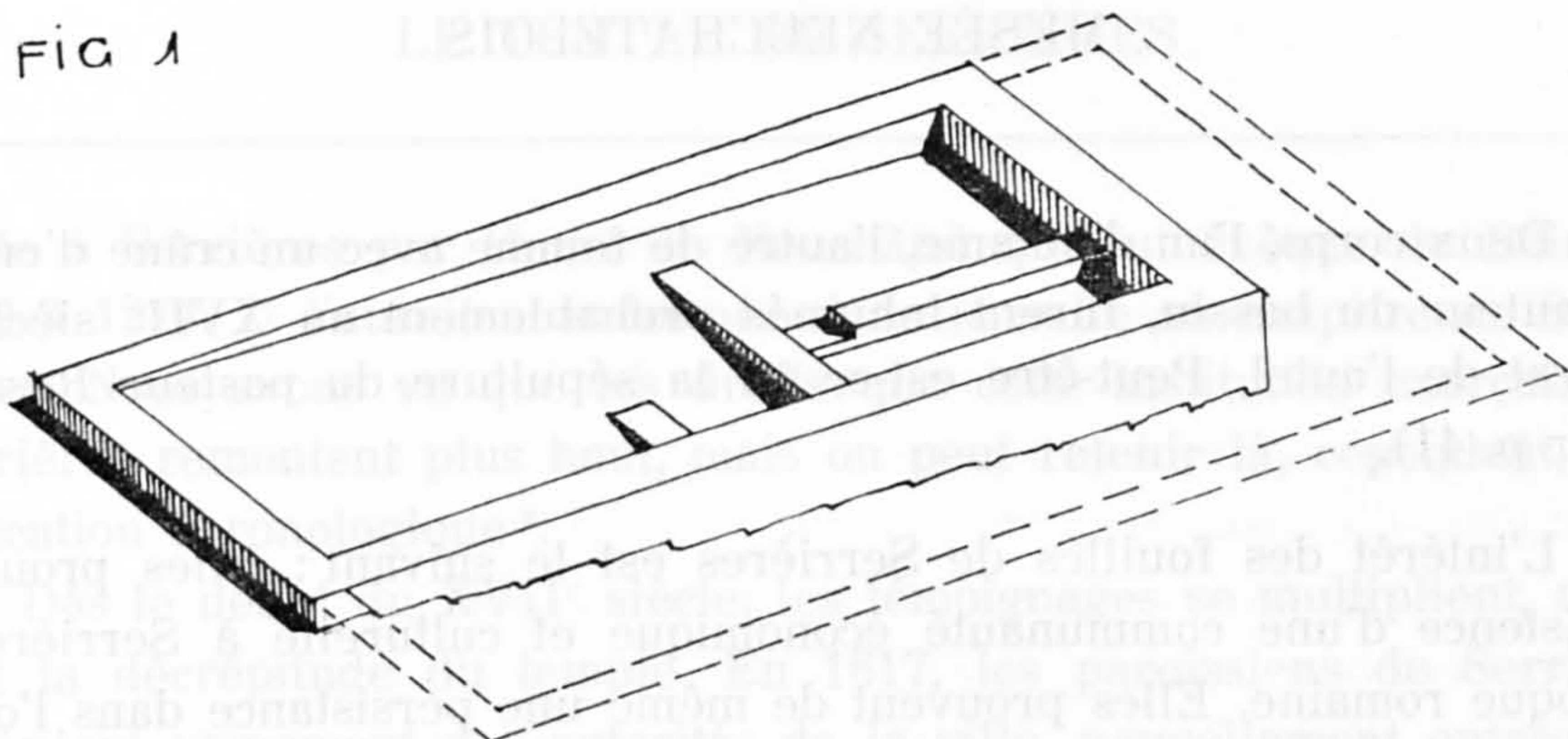


FIG. 2.

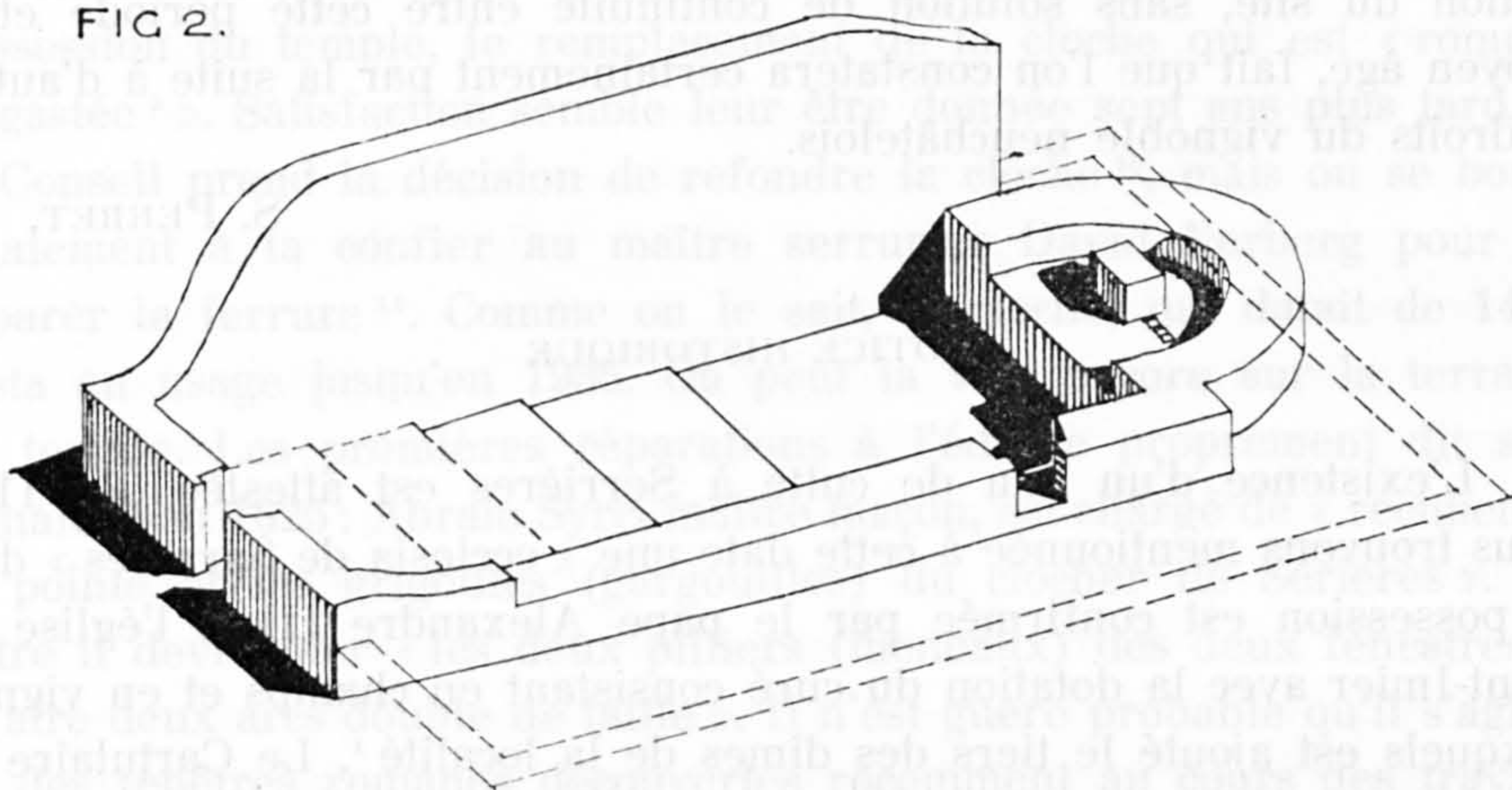
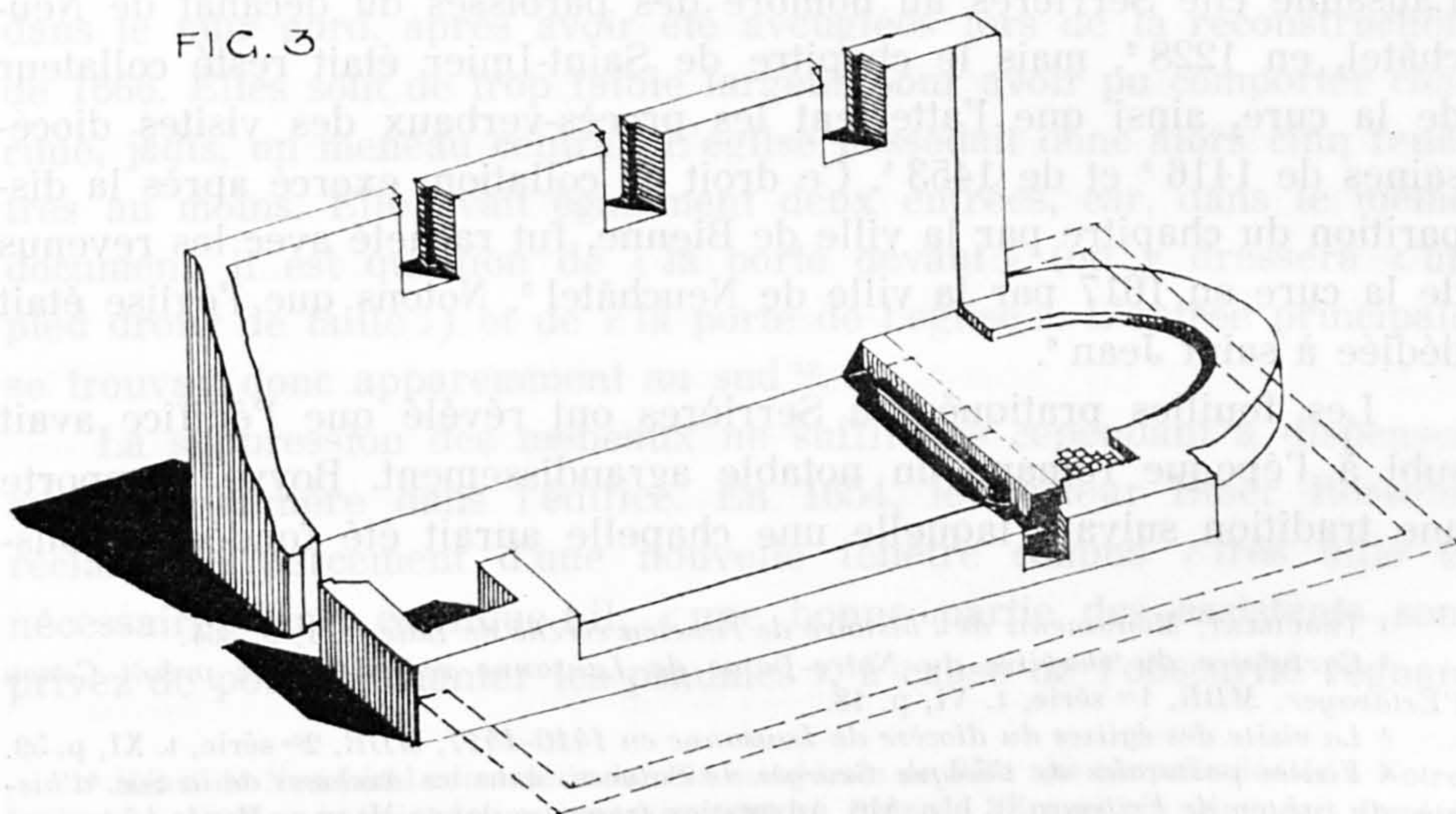


FIG. 3



Temple de Serrières.

Vues schématiques des vestiges des différentes constructions
(le pointillé indique le pourtour de l'édifice actuel).

Fig. 1. Construction romaine.

Fig. 2. Eglise carolingienne.

Fig. 3. Eglise romane.

Deux corps, l'un d'homme, l'autre de femme avec un crâne d'enfant à hauteur du bassin, furent inhumés probablement au XVII^e siècle, à l'ouest de l'autel. Peut-être est-ce ici la sépulture du pasteur Rosselet (voir p. 41).

L'intérêt des fouilles de Serrières est le suivant : Elles prouvent l'existence d'une communauté économique et culturelle à Serrières à l'époque romaine. Elles prouvent de même une persistance dans l'occupation du site, sans solution de continuité entre cette période et le moyen âge, fait que l'on constatera certainement par la suite à d'autres endroits du vignoble neuchâtelois.

S. PERRET.

NOTICE HISTORIQUE

L'existence d'un lieu de culte à Serrières est attestée dès 1178. Nous trouvons mentionnée à cette date une « ecclesia de Sarreres » dont la possession est confirmée par le pape Alexandre III à l'église de Saint-Imier avec la dotation du curé consistant en champs et en vignes, auxquels est ajouté le tiers des dîmes de la localité¹. Le Cartulaire de Lausanne cite Serrières au nombre des paroisses du décanat de Neuchâtel, en 1228², mais le chapitre de Saint-Imier était resté collateur de la cure, ainsi que l'attestent les procès-verbaux des visites diocésaines de 1416³ et de 1453⁴. Ce droit de collation, exercé après la disparition du chapitre par la ville de Bienne, fut racheté avec les revenus de la cure en 1617 par la ville de Neuchâtel⁵. Notons que l'église était dédiée à saint Jean⁶.

Les fouilles pratiquées à Serrières ont révélé que l'édifice avait subi à l'époque romane un notable agrandissement. Boyve⁷ rapporte une tradition suivant laquelle une chapelle aurait été fondée et cons-

¹ TROUILLAT, *Monuments de l'histoire de l'ancien évêché de Bâle*, t. I, p. 364.

² *Cartulaire du chapitre du Notre-Dame de Lausanne rédigé par le prévôt Conon d'Estavayer*, MDR, 1^{re} série, t. VI, p. 48.

³ *La visite des églises du diocèse de Lausanne en 1416-1417*, MDR, 2^{de} série, t. XI, p. 59.

⁴ *Visites pastorales de l'évêque Georges de Saluces*, dans les *Archives de la Soc. d'histoire du canton de Fribourg*, t. I, p. 416. Adaptation française dans : MATILE, *Musée historique de Neuchâtel et Valangin*, t. I, p. 355.

⁵ S. DE CHAMBRIER, *Mairie de Neuchâtel*, p. 18.

⁶ A. PIAGET, *Documents inédits sur la Réformation*, t. I, p. 10. L'étude de M. BENZERATH : *Statistique des saints Patrons des églises du diocèse de Lausanne au moyen âge*, dans la *Revue d'histoire eccl. suisse*, 1912, p. 103, et l'ouvrage du même auteur : *Die Kirchenpatrone der alten Diözese Lausanne im Mittelalter*, p. 167, attribuant à saint Blaise la dédicace de Serrières, sont à corriger dans ce sens.

⁷ BOYVE, *Annales*, t. I, p. 231.

truite à Serrières par Henri de Neuchâtel qui fut évêque de Bâle de 1262 à 1274. Il l'aurait abandonnée dans la suite au chapitre de Saint-Imier. Nous avons vu que les droits que cette institution exerçait sur Serrières remontent plus haut, mais on peut retenir là, cependant, une indication chronologique ⁸.

Dès le début du XVII^e siècle, les témoignages se multiplient, attestant la décrépitude du temple. En 1617, les paroissiens de Serrières sollicitent vainement des autorités de la ville, nouvellement entrées en possession du temple, le remplacement de la cloche qui est « rompue et gastée ⁹ ». Satisfaction semble leur être donnée sept ans plus tard, et le Conseil prend la décision de refondre la cloche ¹⁰, mais on se borne finalement à la confier au maître serrurier David Nerberg pour en réparer la ferrure ¹¹. Comme on le sait, la cloche, qui datait de 1470, resta en usage jusqu'en 1935. On peut la voir encore sur la terrasse du temple. Les premières réparations à l'édifice proprement dit sont signalées en 1625 : Abram Syre, maître maçon, est chargé de « recimenter la pointe et les grigoules (gargouilles) du clocher de Serieres ». En outre il devra ôter « les deux pilliers (meneaux) des deux fenestres et y faire deux arcs double de taille ». Il n'est guère probable qu'il s'agisse ici des fenêtres romanes découvertes récemment au cours des travaux dans le mur nord, après avoir été aveuglées lors de la reconstruction de 1666. Elles sont de trop faible largeur pour avoir pu comporter chacune, jadis, un meneau central. L'église possédait donc alors cinq fenêtres au moins. Elle avait également deux entrées, car, dans le même document, il est question de « la porte devant » (on y dressera « un pied droict de taille ») et de « la porte de l'église ». L'entrée principale se trouvait donc apparemment au sud ¹².

La suppression des meneaux ne suffit pas cependant à dispenser assez de lumière dans l'édifice. En 1654, le pasteur Emer Rosselet réclame le percement d'une nouvelle fenêtre comme « très utile et nécessaire » car, explique-t-il, « une bonne partie des assistants sont privez de pouvoir chanter les psaumes », à cause de l'obscurité régnant

⁸ Henri de Neuchâtel construisit dans la cathédrale de Bâle une chapelle dédiée à Notre-Dame. Le chapitre de Saint-Imier, contrairement au reste de l'Erguel qui dépendait des évêques de Lausanne, était sous la juridiction de ceux de Bâle.

⁹ *Manuel du Conseil de Neuchâtel*, t. III, p. 593, 24 août 1617.

¹⁰ *Ibid.*, t. IV, p. 220-221, 10 avril et 9 mai 1624.

¹¹ *Marchés faits*, B 12, fol. 129, 16 décembre 1624.

¹² *Ibid.*, B 12, fol. 135, 3 mai 1625. BOYVE (*Annales*, t. IV, p. 33) fait état d'une reconstruction du temple de Serrières en 1635. C'est une erreur manifeste, doublée sans doute d'une confusion de chiffres; l'annaliste neuchâtelois aura assimilé les travaux de 1625 à une construction complète.

dans le temple¹³. Une délégation sur place des Quatre-Ministres ayant trouvé sans doute justifiée la réclamation du pasteur, le Conseil prend, l'année suivante, la décision d'établir la fenêtre en question¹⁴.

Ces travaux de détail, cependant, étaient insuffisants. Le village de Serrières, quoique d'importance modeste par rapport à sa population actuelle, avait pris néanmoins une certaine extension depuis le XIII^e siècle : le temple était de toute évidence trop petit. En 1666, on chargea l'architecte Jonas Favre d'établir un plan d'agrandissement¹⁵. L'édifice devait être élargi dans les deux dimensions, par déplacement des murs sud et ouest¹⁶, l'espace ainsi délimité couvert d'une voûte en lambris, et la façade principale munie d'un « dôme », ou avant-toit en berceau. Les travaux de maçonnerie furent confiés à Jonas Perrin¹⁷ et ceux de la charpente à Salomon Perrenoud¹⁸. La chaire de noyer fut l'œuvre du menuisier David Jacot qui déclara renoncer à tout salaire, mais qu'on contraignit pourtant à accepter deux pistoles pour ses peines¹⁹. Le 25 septembre, le « bouher » François Redard procède à l'inspection des fondations qu'il trouve à son gré²⁰. Le 12 décembre, le plancher est terminé, et l'on remet au charpentier Perrenoud le dessin des bancs et des « chaises » (sièges individuels des personnages de marque)²¹. On avait tout d'abord projeté d'orner le temple remis ainsi complètement à neuf de deux grandes verrières aux armes des membres des conseils de la ville, mais on y renonça et les vitraux, exécutés par le peintre-verrier Laubscher, de Bienne, furent posés dans la grande salle des délibérations à l'hôtel de ville de Neuchâtel, sur le Seyon²². La ville n'avait pas manqué, pourtant, de munir l'édifice de sa marque de propriété : ce sont les deux aigles gravées qui ornent avec la date de 1666 la façade ouest. Le Conseil d'Etat lui en voulut de n'y avoir pas joint les armes du prince, et le maire de Neuchâtel, Pierre Chambrier, fut chargé d'adresser dans ce sens des remontrances aux Quatre-Ministres²³. En

¹³ *Manuel du Conseil de Neuchâtel*, t. V, fol. 295, 1^{er} février 1654.

¹⁴ *Ibid.*, t. V, fol. 322, 8 octobre 1655.

¹⁵ Jonas Favre, de Couvet, exerça de 1660 à 1695 une activité considérable de constructeur-maçon et de sculpteur dans diverses localités de la principauté.

¹⁶ Sur ce point, le plan de Jonas Favre subit une modification, puisque ce fut le mur est et non celui de l'ouest qui fut déplacé. C'est ainsi que disparut l'abside primitive, englobée dans le nouvel édifice.

¹⁷ *Marchés faits*, B 13, fol. 111 v^o, 25 mai 1666.

¹⁸ *Ibid.*, B 13, fol. 108 v^o, 17 mai 1666.

¹⁹ *Ibid.*, B 13, fol. 115, 29 octobre 1666.

²⁰ *Comptes de la bouherie*, t. I, 1666.

²¹ *Ibid.*

²² *Musée neuchâtelois*, 1938, p. 80.

²³ *Manuel du Conseil d'Etat*, t. 21, fol. 162, 7 août 1667.

1668, on installe dans le clocher une horloge²⁴, remplacée, en 1823, par un instrument plus moderne²⁵. Une restauration générale de l'édifice fut entreprise en 1889.

Les fouilles ont révélé la présence dans le sous-sol du temple de nombreuses sépultures. Plusieurs proviennent de l'ancien cimetière dont une partie du sol, par l'agrandissement de 1666, se trouva englobé dans l'édifice²⁶. Cependant, à l'instar de ce qui se faisait ailleurs, on enterrait aussi dans l'église elle-même. La dernière sépulture de ce genre (la seule d'ailleurs qui soit attestée par un texte) est celle d'Emer Rosselet, pasteur à Serrières de 1653 à sa mort, en 1685²⁷.

²⁴ *Comptes de la boursierie*, t. XXIII, fol. 328.

²⁵ *Manuel du Conseil de Neuchâtel*, t. XXXIV, p. 106, 23 septembre 1822. *Comptes de la boursierie*, t. XVII, 1823, p. 11.

²⁶ On continua jusqu'en 1764 à enterrer autour du temple.

²⁷ *Manuel du Conseil de Neuchâtel*, t. VII, fol. 84 v°, 5 janvier 1685.

JEAN DE FRIBOURG ET MARIE DE CHALON

LEURS ENFANTS ET LEUR HÉRITIER ¹

Il ne saurait être question de retracer ici ni même d'esquisser la biographie de Jean de Fribourg et l'histoire des trente-quatre ans de son règne sur Neuchâtel. Jonas Boyve, dans ses *Annales*, a relaté les faits mémorables de cette époque, et Frédéric de Chambrier, dans son *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, a étudié la carrière publique, politique et militaire de ce comte qu'il tient pour le meilleur de ceux qui ont gouverné le pays. Le sujet mériterait assurément d'être repris et traité à fond, mais il y aurait là une matière très abondante qui nous éloignerait de notre propos. C'est pourquoi je me borne à renvoyer à Boyve et à Chambrier pour l'histoire de Neuchâtel sous le règne de Jean de Fribourg, c'est-à-dire de 1424 à 1458, et me contente de présenter brièvement le comte, la comtesse, leurs enfants et leur héritier, en rappelant simplement les dates principales de leur vie.

Les Fribourg, comtes de Neuchâtel. — La maison de Fribourg, qui régna sur Neuchâtel de 1395 à 1458, succédait à la maison de Neuchâtel éteinte par la mort de la comtesse Isabelle.

Fille du comte Louis et de Jeanne de Montfaucon, Isabelle de Neuchâtel ne paraissait pas destinée à succéder à son père puisqu'elle avait, outre une sœur, Vèrène, trois frères, Jean, Rodolphe et Louis ². Mais Rodolphe était mort déjà lorsque son père rédigea son second testament, le 10 juin 1359 ³, et Louis mourut peu après avoir testé le 18 novembre 1368 ⁴. Quant à Jean, surnommé le Bel, qui s'était acquis, à la tête des seigneurs francs-comtois en lutte contre le duc de Bourgogne, la réputation d'un redoutable guerrier, il fut fait prisonnier en mars 1365 par les gens de Philippe le Hardi et mourut captif au donjon

¹ Les pages qui suivent constituent le premier chapitre d'une étude en préparation sur la vie quotidienne à la cour de Jean de Fribourg.

² Jean et Isabelle étaient nés du premier mariage du comte Louis avec Jeanne de Montfaucon; Rodolphe, Louis et Vèrène du second mariage avec Catherine de Neuchâtel-Blamont. De sa troisième femme, Marguerite de Vufflens, le comte Louis n'eut point d'enfant.

³ MATILE, *Monuments*, p. 814. — Il vivait encore le 14 avril 1354, date du premier testament de son père. (*Id.*, p. 690.)

⁴ *Id.*, p. 1156.

de Semur-en-Auxois le 10 septembre 1369, avant que son père fût parvenu à réunir l'énorme rançon exigée pour sa libération⁵. Avec lui disparaissait le dernier descendant mâle légitime de sa famille, car il n'avait point eu d'enfant de son mariage avec Jeanne de Faucogney et ne laissait qu'un bâtard, Gérard, souche de la famille de Neuchâtel-Vaumarcus.

Ce fut donc à sa sœur Isabelle, femme de Rodolphe de Neuchâtel, comte de Nidau, que revint le comté de Neuchâtel le 5 juin 1373, à la mort du comte Louis. Et lorsque, veuve et sans enfants, elle fit son testament, le 27 novembre 1394, elle désigna pour son successeur le fils de sa sœur Vêrène, Conrad de Fribourg.

Née du second mariage du comte Louis avec Catherine de Neufchâtel-Blamont, Vêrène⁷ avait épousé Egon de Furstenberg, comte de Fribourg-en-Brisgau, dont elle eut une fille, Anne, qu'on maria au marquis Rodolphe de Hochberg, et un fils, Conrad, qui devint comte de Neuchâtel le 25 décembre 1395, à la mort de la comtesse Isabelle, sa tante.

Ce dernier était né vraisemblablement en 1372 ou au début de 1373⁸. Bientôt orphelin de mère — Vêrène était morte peu après lui avoir donné le jour — il perdit son père en 1385. A ce moment, encore « jeune et soubz eaige », il fut recueilli par « Madame Ysabel, sa bel ante », qui « l'avoit moult chier » et le traitait « comme s'il feust son fil⁹ ». C'est avec le consentement et sur le conseil de la comtesse qu'il épousa Marie de Vergy, fille de Jean de Vergy, seigneur de Fouvent, sénéchal de Bourgogne, et de Jeanne de Chalon. Le contrat fut conclu le 10 mai 1390¹⁰.

Marie de Vergy mourut à Vennes le 29 janvier 1408 (*n. s.*). Par son testament du 8 novembre précédent, elle instituait son fils Jean son héritier universel¹¹.

Quant à Conrad de Fribourg, remarié au bout de quelques années de veuvage avec Alix de Baux¹², il mourut le 16 avril 1424 (*n. s.*) à Neuchâtel¹³.

⁵ Ed. BAUER, *La captivité de Jean de Neuchâtel à Semur en Auxois* (*Musée neuchâtelois*, t. XIX (1932), p. 53).

⁶ MATILE, *Monuments*, p. 1123. J 4 n° 10 (g) — cf. A 4 n° 7 (h) et (i).

⁷ Jacqueline LOZERON, *Note sur Vêrène de Neuchâtel, comtesse de Fribourg-en-Brisgau*, dans le *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XXIV (1937), p. 175.

⁸ *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XXIV (1937), p. 178.

⁹ MATILE, *Monuments*, p. 1133.

¹⁰ J 5 n° 24; MATILE, *Monuments*, p. 1120.

¹¹ Jacqueline LOZERON, *Marie de Vergy, comtesse de Neuchâtel*, dans le *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XXVI (1939), p. 113.

¹² Louis THÉVENAZ, *Alix de Baux, seconde femme de Conrad de Fribourg comte de Neuchâtel*, dans *Id.*, nouv. série, t. X (1923), p. 177.

¹³ Jacqueline LOZERON, *Les derniers jours de Conrad de Fribourg*, dans *Id.*, nouv. série, t. XXVII (1940), p. 117.

Naissance de Jean de Fribourg. — Fils de Conrad de Fribourg et de Marie de Vergy, Jean naquit le 26 mai 1396. Cette date est connue par une note transcrite au calendrier d'un ancien missel de la Collégiale :

Anno Domini m^{mo} ccc^{mo} nonagesimo sexto natus fuit Johannes primogenitus illustris et potentis viri Conrardi Friburgi et Novicastri comitis. Genitus fuit, inquam, in Mariam de Vergey, locorum predictorum comitissam, ultima die veneris mensis maii¹⁴.

Il n'est question, dans les notes de ce même volume manuscrit, d'aucun autre enfant qu'auraient eu Conrad de Fribourg et Marie de Vergy. On ne possède, par ailleurs, aucune allusion à des frères ou à des sœurs légitimes de Jean de Fribourg. On peut donc supposer qu'il fut l'unique enfant de la comtesse Marie.

De son second mariage avec Alix de Baux, Conrad de Fribourg n'eut point d'enfant. Mais nous lui connaissons deux bâtards, Louis, qui mourut en bas âge, et Claire, qui vécut à la cour de son frère Jean, où elle épousa l'écuyer Jaquet de Diesse¹⁵.

*Son mariage*¹⁶. — En épousant Marie de Chalon, fille de Jean de Chalon, seigneur d'Arlay, et de Marie des Baux, princesse d'Orange, Jean de Fribourg s'alliait à la famille la plus illustre de Franche-Comté, issue des anciens comtes de Bourgogne.

Le contrat fut conclu le 3 juillet 1416 entre Jean de Chalon au nom de sa fille, d'une part, et, d'autre part, Conrad de Fribourg et son fils. Seules des copies de ce contrat, deux en français¹⁷, une troisième en traduction allemande¹⁸, sont conservées à Neuchâtel. Jean de Fribourg lui-même n'en possédait pas le texte, le notaire Girard Berthon, devant lequel l'acte avait été passé, étant mort avant de l'avoir grossoyé. Ce n'est qu'en 1449 que le comte de Neuchâtel en fit faire une copie qui fut levée sur les registres de Girard Berthon le 23 octobre.

Jean de Chalon, Conrad et Jean de Fribourg s'étaient présentés, le

¹⁴ Bibliothèque de la Ville, n° 4820. — Les historiens neuchâtelois ont commis une petite erreur dans l'interprétation de cette note. Selon Boyve et Frédéric de Chambrier, Jean de Fribourg serait né le 31 mai 1396. Or le missel donne la date non pas du dernier jour de mai, mais du dernier vendredi de ce mois. En 1396, le 31 mai étant un mercredi, le dernier vendredi du mois était le 26 mai.

¹⁵ Sur ces deux bâtards, voir Jacqueline LOZERON, *Claire, bâtarde de Fribourg*, dans le *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XXVIII (1941), p. 57.

¹⁶ Dans un article paru dans le *Musée neuchâtelois* (nouv. série, t. XXX (1943), p. 4) sous le titre de *La jeunesse de Jean de Fribourg à la cour de Neuchâtel*, j'ai réuni les renseignements épars dans les textes neuchâtelois contemporains sur l'enfance et la jeunesse de Jean Monseigneur, son mariage et sa vie jusqu'à la mort de son père.

¹⁷ M 5 n°s 11 et 12.

¹⁸ N n° 7.

3 juillet 1416, devant Girard Berthon, de Mouthier-Haute-Pierre¹⁹, prêtre, notaire en la cour de Besançon dont il représentait à cette occasion l'official. Les parties étaient convenues de certains arrangements qu'elles exposèrent au notaire qui en fit acte.

Le prince d'Orange jurait que sa fille Marie prendrait pour époux Jean de Fribourg. De leur côté, Conrad et son fils faisaient le serment réciproque. En dot, Jean de Chalon donnait à sa fille Cerlier, c'est-à-dire « les chasteau, ville, chastelanie, pays et toutes appartenances de Cerlier, ensemble des fieffz, justices, jurisdictions, hommes, rentes, censes, forestz, eaues et toutes aultres droictures appartenant au dict lieu de Cerlier », seigneurie dont l'hommage était dû au duc de Savoie. Les noces devaient se faire aux frais du prince, ainsi que le trousseau de la jeune fille. Conrad de Fribourg donnait à son fils son comté de Neuchâtel dont il ne pourrait désormais plus disposer, quand bien même il aurait encore des enfants. Jean entrerait en possession à la mort de son père. Jusqu'alors, si lui et sa femme ne voulaient pas résider à la cour du comte, ce dernier mettait à leur disposition le château de Vercel dont il se réservait toutefois la possession. En outre, Conrad de Fribourg offrait à sa bru « pour assignation de son mariage en cas que restitution heust lieu », mille florins de revenu annuel sur Vercel, rachetables pour six mille francs. Enfin le comte de Neuchâtel ou son fils devait donner à la jeune femme « bagues » et bijoux « raisonnablement et selon leur estat ».

De cet acte qui parle du « futur mariage » devant s'accomplir « sy Dieu le permet » et « au plustost que faire ce pourra » entre Jean de Fribourg et Marie de Chalon, on peut conclure que le mariage n'eut pas lieu le jour même, 3 juillet 1416, comme on l'a dit. Aucun document neuchâtelois ne nous en apprend la date. Tout au plus peut-on dire qu'il fut célébré entre le 3 juillet 1416, jour où fut établi le contrat, et le 10 septembre 1419, jour où Jean de Fribourg fut fait prisonnier à Montereau où il accompagnait le duc de Bourgogne Jean sans Peur²⁰.

Les comptes de l'hôtel de 1420 à 1422 énumèrent les achats faits « pour la venue de Mademoiselle — on appelait ainsi Marie de Chalon avant qu'elle fût comtesse en titre — quant Monseigneur l'amena ». On remarque que cette venue donna lieu à une fête et que la jeune femme était accompagnée de son beau-père sans que Jean Monseigneur, c'est-à-dire Jean de Fribourg, soit mentionné à cette occasion. N'est-ce pas

¹⁹ Doubs, arr. Besançon, cant. Ornans.

²⁰ Voir Arthur PIAGET, *Jean de Fribourg et le meurtre de Jean sans Peur* dans la *Festschrift Hans Nabholz*. Zurich, 1934, p. 131.

la preuve que Marie de Chalon venait pour la première fois à la cour de Neuchâtel et qu'elle arrivait en l'absence de Jean de Fribourg encore captif ?

Si, une fois le mariage célébré, Jean de Fribourg s'était aussitôt installé avec sa femme à la cour de son père ou au château de Vercel mis à sa disposition par le comte, les livres de dépenses, sans aucun doute, feraient parfois et même souvent allusion à Mademoiselle. Or elle n'y paraît jamais avant 1420 à 1422, tandis que Jean Monseigneur s'y trouve nommé à chaque instant jusqu'en septembre 1419. Il semble bien qu'après son mariage Marie de Chalon resta quelque temps encore chez ses parents. Quoiqu'on ignore la date de sa naissance, il est certain qu'elle était très jeune lorsqu'elle épousa Jean de Fribourg²¹, trop jeune pour assumer la tâche de maîtresse de maison soit au château de Vercel, soit à la cour de Neuchâtel, où elle eût été seule entre son beau-père et son mari, la seconde femme de Conrad de Fribourg, Alix de Baux, n'y étant, selon toute apparence, jamais venue.

*Ses enfants*²². — A la fin du XV^e siècle, le chanoine Jean Dubois, auteur d'un recueil de notes et de copies relatives à l'histoire du chapitre et des comtes de Neuchâtel, remarquait, en parlant de Jean de Fribourg : *nec habuit prolem ex domina Maria de Calilione*²³.

Jean Dubois se trompait. Il aurait cependant pu, semble-t-il, connaître l'existence de deux au moins des enfants de Jean de Fribourg. On sait, en effet, qu'il a tiré, sur la chronologie des seigneurs de Neuchâtel, quelques renseignements des notes transcrites au calendrier d'un ancien missel de la Collégiale. Or ces notes indiquent, comme on va voir, la naissance d'un fils et d'une fille du comte Jean. Remarquons, à la décharge du chanoine Dubois, que tous les enfants de Jean de Fribourg moururent en bas âge. Aussi leur brève existence fut-elle bientôt oubliée et pouvait-elle fort bien être inconnue déjà au bout d'un demi-siècle.

Mieux renseigné pour avoir sans doute consulté le missel dont Jean Dubois ne s'était servi que partiellement, Jonas Boyve a su que Jean de Fribourg avait eu des enfants. Il lui en attribue trois qu'il

²¹ Le premier de ses enfants naquit en 1425 et le dernier en 1445.

²² Dans une note sur *Les « gésines » de Marie de Chalon* publiée dans les *Nouvelles Etrennes neuchâteloises pour 1939*, j'avais énuméré cinq enfants seulement nés du mariage de Jean de Fribourg. Mes recherches ultérieures m'en ont fait découvrir un sixième et me permettent de corriger ici cette note tout en la complétant.

²³ *Chroniques des chanoines de Neuchâtel suivies des Entreprises du duc de Bourgogne contre les Suisses*. Nouvelle édition publiée par la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel. Neuchâtel, 1884, p. 165.

nomme Jean, Catherine et Jeanne ²⁴. Les noms de Jean et Jeanne, il les a tirés vraisemblablement de ce missel. Quant au nom de Catherine, qui ne figure pas dans ce manuscrit, et que nous n'avons découvert nulle part ailleurs, Boyve l'a-t-il puisé à une source aujourd'hui disparue ? L'a-t-il trouvé dans un document qui nous a échappé ? Ou bien a-t-il, par inadvertance, pris Catherine, fille de Rodolphe de Hochberg, pour l'enfant de Jean de Fribourg, confusion qui ne serait pas impossible de sa part ? Nous ne saurions le dire. Rien n'empêche, naturellement, d'admettre qu'une des trois filles du comte Jean dont les prénoms nous sont inconnus ait été baptisée Catherine. Mais nous n'en possédons aucune preuve ²⁵.

D'après le missel de la Collégiale ²⁶, l'aîné des enfants de Jean de Fribourg naquit le samedi 15 septembre 1425 et reçut le prénom de son père :

Anno Domini m^{mo} cccc^{mo} xxv^{to} natus fuit Johannes, primogenitus illustris et potentis viri Johannis Friburgi et Novicastri comitis. Genitus fuit, inquam, in Mariam de Cabulone, locorum predictorum comitissam, videlicet die sabbati xv^{ma} die mensis septembris.

Le journal de dépense de l'année 1425 ne fait aucune allusion à cette naissance le 15 septembre. Mais il contient, en date du 13 septembre, la liste de diverses épices achetées à Fribourg chez l'apothicaire Raymond Rogier « pour la pourveance de Madame ²⁷ ». Il s'agissait assurément de la provision d'épices faite à l'occasion de la « gesine » de la comtesse ²⁸. On verra, en effet, de semblables achats se répéter à la naissance de chaque enfant.

Ce premier né est appelé, comme autrefois son père, Jean Monseigneur ou Jean Monsieur dans les comptes de 1426 et 1427. Pour Jean Monseigneur, on acheta deux paires de chaussures ²⁹, une barrette ³⁰ et un demi-mantel d'agnelin ³¹. Sa nourrice, qui habitait Cornaux, était femme d'un certain Renaud Rolier, auquel Jean de Fribourg fit don de deux muids et demi de blé ³².

²⁴ *Annales*, t. I, p. 477 et 483 ; t. II, p. 40.

²⁵ Dans son *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, p. 155, Frédéric DE CHAMBRIER se borne à constater que Jean de Fribourg avait perdu « tous les enfants que lui avait donnés Marie de Chalon » lorsqu'il choisit pour successeur son cousin et neveu par alliance Rodolphe de Hochberg.

²⁶ Bibliothèque de la Ville. n° 4820.

²⁷ *Dépenses*, vol. 186, fol. 280.

²⁸ D'après BOYVE (*Annales*, t. I, p. 477), Jean serait né non pas le 15 septembre 1425, mais le 13 septembre 1426.

²⁹ *Dépenses*, vol. 187, fol. lix, lxiiij.

³⁰ A 16 n° 1, fol. 42.

³¹ *Recettes diverses*, vol. 40, fol. cxlv v°.

³² *Id.*, vol. 39, fol. ij^e lxij.

L'enfant était de santé délicate. La veille de son second anniversaire, le 14 septembre 1427, on lui administra « certaine fussique », c'est-à-dire un remède qui coûta un franc ³³.

Le 20 septembre suivant, « Mornanvaque », chambrier du comte, paya 2 écus d'or pour « certain drapt » acheté pour Jean Monseigneur ³⁴.

Après cette date, il n'est plus question que de la mort et de l'enterrement de l'enfant. Il semble bien qu'il succomba au mal dont il souffrait le 14 septembre. C'est à Vuillafans qu'il mourut, d'où son corps fut ramené à Neuchâtel : on dépensa 2 florins 7 gros 8 engrognes « pour le luminaire de Jehan Monseigneur et pour les offerandes quant l'on l'amenit de Vuillaffans ³⁵ », et, en outre, 6 livres 5 sols 3 deniers « pour les missions de ceulx que amenerent Jehan Monseigneur et pour offryr ³⁶ ». On employa 18 livres et demie de cire pour les cierges de l'enterrement ³⁷. Enfin, la cérémonie terminée, Marie de Chalon congédia la nourrice dont les services étaient devenus inutiles ³⁸.

Le comte et la comtesse avaient eu un second fils en 1426. Le 23 novembre de cette année, le clerc de la dépense transcrivait dans son journal la liste des épices qu'il était allé acheter à Fribourg chez Raymond Rogier pour la « gesine » de Madame ³⁹. L'enfant fut baptisé Louis, peut-être à cause de son oncle Louis de Chalon. On lit dans le journal de dépense de 1427 qu'il fut payé, le 3 août, six petits blancs « en une unce de cloz pour faire de la poudre pour Loys Monseigneur ⁴⁰ ».

Cette poudre était-elle un médicament ? C'est possible, car il y a tout lieu de croire que Louis était de santé aussi débile que son aîné. Il mourut, en effet, peu après sa naissance, puisque nous n'avons relevé à son sujet dans les comptes aucune mention autre que celles citées ci-dessus.

(A suivre.)

Jaqueline LOZERON.

³³ A 16 n° 1, fol. 53 v°.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Recettes diverses*, vol. 42, fol. lxiiij.

³⁶ *Id.*, vol. 39, fol. ij^c iiiij^{xx} xvj.

³⁷ *Id.*, fol. ij^c iiiij^{xx} iiiij v°.

³⁸ *Recettes diverses*, vol. 42, fol. lx.

³⁹ *Dépenses*, vol. 187, fol. lxxv v°. — Il s'était fait accompagner par un certain Henri Rossel et note leurs dépenses en date du 4 décembre. (*Id.*, fol. lxxvj.)

⁴⁰ *Id.*, fol. iiiij^{xx} xij.

NOTES SUR LES BRENETS¹

Sous ce même titre, j'ai publié en 1931 quelques renseignements sur les conflits qui opposèrent, au XV^e siècle, les seigneurs de Valangin et le prieuré de Morteau pour la possession du village des Brenets². La localité dépendait du prieuré, mais par sa position sur la rive droite du Doubs elle faisait si bien l'affaire du seigneur de Valangin en lui apportant la rivière comme frontière naturelle que ce dernier n'eut de cesse jusqu'au moment où il parvint à ses fins. Dans les premières années du XVI^e siècle, à un moment que l'on ne peut préciser, faute de documents, Claude d'Arberg devint le maître des Brenets.

Comment le passage d'une autorité à l'autre s'est-il opéré, quels facteurs l'ont favorisé ? Aucun renseignement connu ne permet de répondre à ces deux questions. L'avènement de la maison d'Orléans-Longueville au comté de Neuchâtel à la suite du mariage de Jeanne de Hochberg avec Louis d'Orléans, en 1504, a peut-être favorisé indirectement l'entreprise de Claude d'Arberg. On sait que la garde du prieuré de Morteau était exercée depuis le premier mariage du comte Louis par les comtes de Neuchâtel. Cette charge faisait d'eux les défenseurs des droits du prieur, avec l'obligation, entre autres, de s'opposer aux tentatives des seigneurs de Valangin sur les Brenets. Mais ils étaient aussi les suzerains, et les proches voisins, des Arberg-Valangin. Ces derniers n'ignoraient pas qu'ils n'avaient rien à redouter de la part du gardien du prieuré. Ils le craignirent encore moins quand ce fut un prince français fixé à Paris. Lorsque les cantons occupèrent Neuchâtel, ils trouvèrent bon de s'adjuger la redevance que valait à Louis d'Orléans la garde du prieuré et de ne lui donner, en compensation, qu'une modeste indemnité³. Louis d'Orléans, qui ne sut pas défendre ses intérêts, n'aurait pu mieux sauvegarder ceux du prieur.

¹ Ces notes ont été présentées à la Société d'histoire dans sa réunion des Brenets, du 15 septembre 1945, sous le titre : *Les Brenets après le rattachement à la seigneurie de Valangin*.

² LÉON MONTANDON, *Notes sur les Brenets*, dans *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XVIII (1931), p. 82 et 131.

Sur l'étymologie du nom, voir William PIERREHUMBERT, *Autour des « Brunettes Joux »*, *ibid.*, t. XXIX (1942), p. 26.

³ LÉON MONTANDON, *Le rachat de l'avouerie de Morteau*, dans *Nouvelles étrennes neuchâteloises*, 1933, p. 70.

Claude d'Arberg, seigneur de Valangin, avait sans doute des partisans aux Brenets, peut-être même des agents qui défendaient sa cause. La famille de Girardot Quartier lui était certainement dévouée. Elle lui a rendu des services qu'il a tenu à reconnaître en accordant aux quatre fils de Girardot Quartier la bourgeoisie de Valangin. Déjà en 1502, Claude d'Arberg avait concédé la bourgeoisie à un certain nombre de familles du Locle et de la Sagne. C'était la première fois qu'il accordait une telle faveur à des habitants de ces deux villages, et voici que sept ans plus tard, le 2 juin 1509, il la donne aussi aux quatre frères : Estevenin, Jean, Claude et Guillaume Quartier, fils de feu Girardot. L'acte précise que la bourgeoisie est accordée pour la somme de deux cents livres faibles et « pour les bons, amiables services qu'ilz nous ont faictz du temps passés et que esperons qu'ilz nous feront au temps advenir⁴ ». Les autres habitants des Brenets se rattachaient encore à cette époque à la condition des francs habergeants.

Sans prendre à la lettre la déclaration de la lettre de bourgeoisie au sujet des services rendus par les frères Quartier, l'on peut cependant y voir un témoignage de reconnaissance à des partisans qui ont bien servi les intérêts du seigneur de Valangin. A titre de comparaison, la concession de 1502 ne porte rien de semblable. Lorsque, en 1510, Bastian Joly, notaire, secrétaire et receveur pour Claude d'Arberg, rendit ses comptes, il plaça en tête des localités des Montagnes celle des Brenets et il inscrivit à la suite les noms de tous ceux qui payaient cense. Cette liste, qu'on lira plus loin⁵, est intéressante. Nous y trouvons les noms de tous les chefs de famille du village, rassemblés très probablement pour la première fois, avec l'indication des sommes payées. Ces chefs de famille sont au nombre de dix-sept et forment deux groupes presque égaux : d'un côté nous avons sept Quartier, et de l'autre huit Guinand. Avec un Bersot et un Petit Jean en plus, nous connaissons ainsi la population au complet. Le total des censes qu'ils paient s'élève à 31 livres, 1 sol et 7 ½ deniers, le tout de bonne monnaie. Le taux de la cense était sans doute le même que celui concédé, dès le XIV^e siècle, aux habitants du Val-de-Ruz, soit quatre deniers bons lausannois par faux. S'il en était ainsi, il est possible d'évaluer la surface totale des terres possédées par ces dix-sept familles. Le montant de la redevance perçue par Bastian Joly correspondait à la cense de 1865 faux de terre environ, ou 3730 poses neuchâteloises.

⁴ Le texte de la lettre de bourgeoisie se trouve dans les *Reconnaissances des Brenets*, par P. Hory (1519), fol. lxxxx, et dans celles de 1554, par Bl. Junod, fol. ij^exxiv v^o.

⁵ Voir *Appendice I*.

Le 13 septembre 1519, Pierre Hory, bourgeois et conseiller de Valangin, notaire de la cour de Lausanne et successeur de Bastian Joly auprès du seigneur de Valangin, commença à dresser « les extentes et recongnossances des censes et rentes, hommaiges appartenant à redoubtee et puissante dame, Madame Guilliemette de Vergey, dame de Valengin et de Boffroymont, relictte de laudable memoyre et recordation, très hault et puissant seigneur Claude, conte a son vivant d'Arberg, baron et seigneur des dictz lieux Valengin et Boffroymont, a cause de sa seigneurie du dit Valengin, assavoir du lieux des Brenet »... A cette date, la population du village ne s'était pas beaucoup modifiée. Les Guinand et les Quartier, en nombres presque équivalents, en formaient la grande majorité. Il y avait, en outre, deux frères Bersot, un Petitjean, et quelques habitants nouveaux : Un Renaud Rebourg, allié Guinand, et deux Chouffe, dont la présence aux Brenets était sans doute due à une cause identique.

La famille Guinand était, entre autres, représentée par Jehannot fils de feu Pierre Guinand. Ce personnage dut à son prénom de donner naissance à un nouveau patronyme. Pour les différencier sans doute des autres Guinand, on prit l'habitude de donner à ses enfants le nom de Jeannot Guinand, mais il était un peu long de dire, par exemple, Claude Jeannot Guinand et l'on en vint à l'appeler plus simplement Claude Jeannot. Et c'est ainsi que ce Claude Jeannot devint la souche d'une famille qui ne porta plus après lui que le patronyme de Jeannot.

Un maire est signalé aux Brenets en 1519, c'est Jean Quartier, bourgeois de Valangin ; si ce n'est pas une erreur du copiste, il est même qualifié une fois de bourgeois de Neuchâtel. Ce Jean est un des bénéficiaires de la lettre de 1509. Il n'a pas laissé, semble-t-il, de descendance masculine, et la branche des Quartier dit Maire, que l'on pourrait croire formée de sa descendance, remonte à ses frères, et même à son père, Girardot Quartier. Serait-ce que celui-ci aurait déjà porté le titre de maire des Brenets ? Mais il ne vivait déjà plus en 1509.

S'il existait un maire aux Brenets, c'était donc qu'une cour de justice y avait été installée. Le fait mérite d'être relevé. Plutôt que d'incorporer cette nouvelle terre à une juridiction déjà existante, celle du Locle, par exemple, qui était la plus rapprochée, le seigneur de Valangin, cédant sans doute au particularisme local, lui avait conservé une certaine autonomie en l'érigant en mairie.

Le village, comme c'était généralement le cas, était administré par deux gouverneurs. Ceux-ci ne tardèrent pas à attirer l'attention de leur

nouveau maître sur les dégâts « que se font journellement ès boys ryere la terre et mayorie d'illec ». Ils lui demandèrent d'autoriser les habitants à garder « des boys de ban ung chascun sur ses heritaiges ». La raison de cette intervention était que « les boys s'effacent a cause du grand nombre de peuple que icellec journellement se multiplie ». Et « pour l'augmentation et accroysance d'iceulx dictz habitans » René de Challant accorda, en 1537, à chacun de pouvoir tenir quatre faux de forêt à ban, ce qui valut aux gouverneurs de paier, au nom de la communauté, la somme de huit écus d'or⁶.

L'église des Brenets a été construite en 1511-1512. Le devis, du 29 septembre 1511, prévoyait que la nef aurait 52 pieds de long, 26 de large et 20 de haut, le chœur 20 pieds. Le travail fut adjugé à Guillemain Mathiot, de Boudry⁷.

On connaît les noms de deux curés qui ont desservi la paroisse des Brenets : Pierre Menod et Jean Cuenot. Après la Réformation, l'église demeura, durant quelques années, sans titulaire. Malgré l'augmentation de la population, le village n'était pas en mesure d'entretenir un pasteur. Pour remédier à cette insuffisance, Jean-Jacques de Watteville, seigneur de Colombier et « ambassadeur » de Messieurs de Berne, fit la proposition de compléter les revenus de la cure des Brenets par ceux de la cure de Saint-Martin, au Val-de-Ruz. On pense bien qu'elle n'eut pas l'heur de plaire aux paroissiens de Saint-Martin. Son adoption eût signifié pour eux la suppression du culte local, l'obligation de se rendre à l'église dans une localité voisine non seulement pour y entendre le prêche, mais aussi pour les autres cérémonies, telles que les baptêmes, les mariages et les enterrements.

Les gens de Saint-Martin dépêchèrent à René de Challant, alors en séjour au château de Beaufremont, deux des leurs : Guillaume Tripet et Jean Berthoud, avec une requête pour le supplier de ne pas les priver de leur pasteur. Ils lui faisaient remarquer que l'église de Saint-Martin « a estee des premieres qui soient en vostre dicte seigneurie de Valengin ».

Les paroissiens ne s'opposaient naturellement pas à ce qu'on installât un prédicant aux Brenets, mais si les revenus de cette cure ne suffisaient pas pour le rétribuer, qu'on fasse appel aux revenus de celle de la Chaux-de-Fonds « ou il n'y a aulcun ministre ne pasteur ». Ils suggérèrent aussi qu'on pourrait attribuer au pasteur des Brenets la moitié

⁶ *Reconnaissances des Brenets*, par Junod (1554), fol. ij^e lxxvj.

⁷ K 11 n° 25.

de la dîme de la cure du Locle, devenue disponible depuis la mort du dernier curé, Etienne Besancenet, qui en avait la jouissance.

Les paroissiens s'adressèrent également à Guillemette de Vergy, qui en écrivit à son petit-fils.

René de Challant ne pouvait, à distance, prendre une décision. Il pria son maître d'hôtel, Claude de Bellegarde, de faire savoir à l'ambassadeur de Berne que l'affaire resterait en suspens jusqu'à son retour au pays⁸. La proposition de Watteville, à ce que nous croyons, n'eut pas de suite. On laissa le pasteur de Saint-Martin tranquillement en charge, et un desservant fut installé aux Brenets, à une date qu'on ne peut préciser. Ce premier pasteur fut Nicolas Parent qui resta en charge jusqu'en 1549, année où il se rendit aux Verrières.

Bien que le Doubs formât désormais une frontière naturelle de la seigneurie de Valangin jusqu'à la hauteur du lac des Brenets, il n'était pas un obstacle infranchissable et ne mettait pas la nouvelle conquête des Arberg à l'abri des voies de fait de la part de malandrins venus de Franche-Comté. En voulait-on aux Brenets d'avoir passé sous l'autorité du seigneur de Valangin ? Sans doute pas, mais il est bien probable qu'on avait peine à admettre que d'anciens sujets du prieur de Morteau fussent devenus protestants. C'est ce sentiment qui seul peut expliquer l'acte de violence commis, en octobre 1596, par six personnes du Nouveau Cernil (Noël Cerneux) contre les Brenets. Ils vinrent par un beau dimanche, armés d'arquebuses, tirèrent sur la population et mirent, en quelque sorte, le siège devant l'église, où était rassemblée une bonne partie de la population. Ils tirèrent sur la porte, et par les fenêtres, sur le ministre qui était en chaire.

Le Conseil d'Etat, saisi de cette affaire, écrivit à Monsieur de Dompré, capitaine de Joux, pour demander justice. Il fit également rapport au parlement de Dole⁹, mais la minute de sa lettre porte au dos cette mention : « L'on a depuis suspendu l'envoy de la dite lettre jusques a ce que l'on aye receu response de Monsieur de Dompré, auquel l'on en a escript en mesme substance du x^e du dit mois ». Le capitaine de Joux répondit, ainsi que cela résulte de la minute d'une lettre que lui adressa, le 3 janvier 1597 l'ambassadeur de Bierville. Ce dernier le priait de le renseigner sur les mesures prises : « Je n'ay peu, pour le devoir que j'ay au service de Son Excellence et conservation de ses autoritez, retarder plus longuement, sans estre adverty de ce qui est,

⁸ Voir *Appendice II*.

⁹ Voir *Appendice III*.

qui est la cause que je vous prie de toute bonne affection me donner advis du devoir que l'on y aura fait et quelle justice sera ensuivie, affin de me pouvoir conduire de mesme ¹⁰ ».

L'on ne connaît pas la réponse du capitaine de Joux, mais il ne semble pas qu'il ait pris des sanctions, ou, s'il l'a fait, il n'en a pas informé le gouvernement neuchâtelois. Le 20 mars 1597, Bierville lui écrivait encore : « Monsieur, je vous ay cy devant, et en tant de diverses fois requis de nous faire faire justice des attentats et insolence que certains du Nouveau Cernil au comté de Bourgogne ont faites par voye de hostilité riére la seigneurie de Vallangin, au lieu des Brenetz... qu'il n'est a present requis vous en faire autre recit, fors du peu de compte que l'on fait par dela de les nous faire reparer, demeurant par ce moyen les faulx impunis et en plaine liberté en leurs maisons, sans estre recerchez. » Bierville insistait pour que « justice nous soit faite et tels attentats reparez selon droit et equité ¹¹ ». Justice a-t-elle été faite et les gens des Brenets ont-ils obtenu réparation ? Il est bien probable que non.

Léon MONTANDON.

APPENDICE

I

S'ensuit l'argent dehuz de cense a mon tresredoubté et souverain seigneur, tant ès Brenet, au Loucle que en la Saigne, que Bastian Joly ait receu de la saint Martin de l'an mille cinq cens et dix ¹².

Et premierement.

| | |
|--------------------------------------|-------------------------------|
| Estevenin Quartier, des dict Brenet, | |
| bourgeois de Valengin doit | xlvi solz iij deniers b[ons.] |
| Guillaume Quartier doit | xlviij s. viij. d. b. |
| Claude Quartier doit | l s. iij d. b. |
| Pequigniot Jehan Quartier doit | xxxix s. ix d. b. |
| Girard Quartier | xxxviij s. viij d. b. |
| Jehan Guingnant le vielle | xxxiiij s. iiij d. oboles b. |
| Perrin Guingnant doit | x s. iij d. b. |
| Estienne Guingnant | lviiij s. vij d. ob. b. |
| Girardot Guingnant | xxj s. ij d. b. |
| Estienne filz de feu Pierre Berceot, | |
| ses freres et seurs doibvent | xxxviij s. iiij d. b. |

¹⁰ O 15 n° 17.

¹¹ Q 26 n° 2.

¹² Recettes des Montagnes de Valangin, 1439-1545 (*Rec. div.*, vol. 168).

Jehan Guingnant filz de feu Pierre

Guingnant doit xxxij s. j d. ob. b.

Petit Jehan Quartier ma tante liij s. v. d. b.

Jehan Quartier Bournel xlix s. b.

Pequigniot Jehan Guingnant xviiij s. ij d. b.

Perrin Petit Jehan iiij libz iiij s. iiiij d. b.

Guillaume Guingnant xx s. j d. b.

Jaques Guingnant a païé sus bon
compte l'an xv cens et unze iiiij s. ij d. b.

Some trante une livre j s. sept d. obole bon.

II

A illustre, tresredoubté et puissant seigneur conte de
Challant, baron de Manille et Boffroymonlt, seigneur de
Valengin, etc.¹³

Supplient et exposent voz très humbles subjectz Mathé Delphin et
Perrenet Quinche, gouverneurs de l'église de Saint Martin, tant en leurs
noms comme pour et au nom de tous les aultres parrochiens de la dicte eglise
et communauté, comme il soit que puis naguaires Monseigneur de Colombier,
ambassadeur des seigneurs de Berne, nous a donné a entendre et fait
remonstrance qu'il estoit expediant de mettre et instituer ung ministre et
dispensateur du saint euvangille de nostre seigneur Jhesu Christ au villaige
des Brenelz en vostre dicte seigneurie de Valengin. Et pour ce faire, qu'il
estoit convenable de prendre et retirer pour la norriture d'icelluy le bien et
revenu de la cure du dict Saint Martin. Aussy que les habitans du dict lieu
pourroient aller ailleurs, que seroit au grand travail, fousse et charge des dictz
exposans, voz humbles subjectz, et contre[ve]nir a toute bonne ancienne
coustume et desrogué au bien publicque de la dicte parroiche. Car il ne fust
jamais que de tout temps il n'eusse leur curé et pasteur en la dicte eglise
pour leur administrer le service accoustumé pour lors, laquelle eglise a estee
des premieres qui soient en vostre dicte seigneurie de Valengin. Et davantaige
depuis la reformation faicte aux eglises de par deça selon le saint euvangille
de nostre seigneur Jesus, il a pleu a vostre seigneurie de donner et laisser
le bien et revenu de la cure du dict Saint Martin pour la norriture et entre-
tenement du pasteur et curé en Jesuchrist du dict lieu, ce qu'il a acceptés,
ensemble des parrochiens, et s'en contante. Et quand le dict revenu ne suffiroit,
les dictz voz humbles sujetz exposans le vouldroient entretenir sans molester,
en sorte qui soit vostre dicte seigneurie.

Par quoy nous sembleroit chose estrange que ce qu'avés sy noblement
et vertueusement estably et ordonné selon Dieu, en sy peu de temps fust
changer et n'eust son effect.

¹³ K 11 n° 13.

Quand ad ce qui attouche de mettre ung pasteur et dispensateur de l'euvangille de nostre seigneur Jesuchrist au lieu des Brenelz, voz dictz subjectz supplians en sont très joieux, attendu que c'est pour l'honneur et gloire de nostre seigneur Dieu et le profit et salut des ames, tant de ceulx du dict lieu des Brenelz que des circonvoisins et le grand honneur et profit de vostre seigneurie, parveu toutesfoys, très redoubté seigneur, que cela ne ce doibt faire sauf vostre noble jugement, au dommaige et interest des dictz exposans, ne de leurs successeurs, ne pareillement a la desolation des anciennes personnes qui ne peulvent aller loing et des povres malades, que les dictz pasteurs visitent selon leurs offices souventes foys, qui est une chose très necessaire avec l'instruction et enseignement des enfans, joing la grande charge et difficulté que seroit de porter baptizer les petis enfans aux aultres lieux, singulierement en temps de yver, et plusieurs aultres vives raisons, lesquelles, craignant de fascher vostre excellence, laissons.

Et que plus est il y a beaucoup d'aultres meilleurs moyens d'entretenir ung predicant au dict lieu des Brenelz, c'est assavoir sur le bien et revenu de la cure de Chaul de Fons, ou il n'y a aulcun ministre ne pasteur, semblablement sur la moitier des dismes de la cure du Locle, que on avoit donné a l'ancien curé du dict lieu, lequel est mort. Dont noz semble que avec le revenu de la cure du dict Brenelz, lequel on a retiré, les dictz biens suffiroient pour entretenir ung ministre du saint euvangille de nostre seigneur Jesuchrist au dict Brenelz, sans le bien de nostre dicte eglise de voz humbles subjectz de Saint Martin. Non point toutesfoys que voulissions desobeir a vostre bon vouloir et commandement, vous assurant que n'avez parroiche plus paisible ny obeissante a Dieu et a vous, notre tresredoubté seigneur, que ceste cy, comme ung chascun le congnoist et sçayt. Mais voyans les grandes incommodites, ruynes, troubles et inconvenians qui s'ensuyvroint, ne pouvons, pour nostre devoir nous abstenir de vous faire ceste humble supplication, laquelle, au nom de nostre seigneur Jesus et en faveur de charité et pour la noblesse et liberalité de vostre seigneurie, vous plaise nous octroyer et accepter.

En ce faisant, illustre, tresredoubté et puissant seigneur, vous obligerés voz très humbles et obeissans subjectz de Saint Martin et Chesart a prier Dieu nostre createur par Jesuchrist, nostre seul sauveur et redempteur, pour la prosperité et entretenement de vostre très noble et excellent estat.

Cette requête est suivie de la déclaration ci-après, d'une autre écriture, et signée de René de Challant :

Nous Regné, conte de Challant, seigneur de Vallangin, etc. Ayant vehu et entendu la susdicte supplication, appourtee par Guilliaume Tripet et Jehan Berthod de la part de toute la parroche de Saint Martin, noz bien ayez subjectz, aussi l'escripture de Madame nostre grant mere douagiere du dict Vallangin, que par icelle nous prie vouloir remettre l'affere a nostre premiere venue au dict lieu, que esperons estre en brief, ou aultrement ny veult consentir qu'ilz ayent aultre effect.

Ce considéré, mandons au seigneur de Bellegarde, nostre maystre d'hostel et lieutenant de nostre seigneurie du dict Vallangin, fayre remonstrance des

choses susdictes a Monseigneur de Collombier, ancyen advoyé et ambassadeur de magniffiques et puyssantz seigneurs, Messeigneurs de Berne, de superceder en l'affere jusques a ma prochaine venue, que lors sera advysé d'y pourvoir sellon que l'affere requerra, pour rendre debvoir a la maintenance et proveance a tous noz bons subjectz de la dicte seigneurie, la ou sera neces-sayre, de la sainte parolle du seigneur Dieu, cellon la promesse qu'avons faicte a mes dictz seigneurs de Bergnes, a laquelle ne voulons contrevenir, et entre deux au moins mal que faire se pourra, noz subjectz et habitans des Bernetz soyent pourveu de mynistrateur non prejudiciant des choses sus escriptes en nulle chose a nostre endroyt.

Faict a nostre chasteau de Bauffroy mont ce vij^e de janvier de l'an priz a la nativité mil cinq cent quarente ung.

Challant.

III

*Minute d'une lettre du Conseil d'Etat au parlement de Dole
du 13 novembre 1596¹⁴*

Messieurs, Nous sommes advertis au vray, come il y a environ trois sepmeynes, que six personnages du conté de Bourgongne, du Nouveau Cernil, vindrent par ung dimanche, armez d'haquebouzes, au lieu des Brenetz, proche de Mortaux lieu dependant de la seigneurie de Vallangin, appartenant a l'exelence de Madame la duchesse de Longueville et de Touteville, nostre illustre princesse, auquel lieu ilz userent de grandes insolences sans aulcune occasion, ny que personne du lieu leur eust fait aulcung mal ny deplaisir, tirans force harquebuzades non seulement au village des Brenetz mais aussy contre le temple du dict lieu, ou partie du peuple estoit assemblé, lequel ilz tenoyent comme assiegé, les ungs près de la tour des cloches, les aultres a la grand porte, harquebouzans contre icelle sans aulcune crainte, et n'eust esté l'espaisseur de la dicte porte ilz heussent miserablement tué et meurdry ceux qui estoyent la auprès, oyans la predication de la parole de Dieu, ainsi qu'il est apparent a la dicte porte ou les balles sont encore fischees.

Les aultres tirerent par les fenestres contre le ministre qui estoit en chere, fesant son office, de si près que les vitres mesmes luy tomberent contre le visage et n'y heust gueres a dire qu'il ne fut frappé de l'une des bales d'harquebouze a la teste, et après cela descendirent contre le Doulx, ou ilz furent receuz a poinct nommé par deux femmes ou filles qui leur avoyent amené le trebez, ou basteau, pour les repasser promptement dela l'eau, laissant le pauvre peuple bien estonné, qui en gemit encores et crie que raison luy en soit fait, chose que trouvons merveilleusement estrange et trop temerairement entreprinse que ne pouvons passer soubz silence, pour la crainte d'icelle. Et encores que nous ayons longuement patienté, c'a esté pour en prendre congnoissance et informations asseurees, ce que nous avons comencé de faire, ainsi qu'il vous plaira veoir par coppie d'icelles, faites par nostre officier sur le propre lieu, que vous envoyons. Et pour que ce que c'est ung

¹⁴ R 23 n° 41.

fait manifeste bien approuvé, mesmes les personnes y denommées par leurs propres noms et surnoms, qui se trouvent de voz subjectz, partie du Nouveau Cernil, nous vous avons envoyé les dites informations par ce messenger exprès a celle fin qu'il nous soit fait justice du tort et injure qui a esté fait par tels seditieux a Son Excellence, sur sa souveraineté et contre ses authoritez et subjectz. Laquelle vous requerons de toute bonne affection en subside d'icelle, et qu'iceux nous soyent rendus en la dite seigneurie de Vallangin, entre les mains de noz officiers, pour reparer la faulte qu'ilz ont comise come contempteurs de nostre foy et religion chrestienne, perturbateurs de la paix publique, infracteurs des authoritez souveraines de Son Excellence et violateurs de la bonne voisinance et intelligence qui a esté entre nous jusques a present, ou bien qu'iceux soyent par vous si exactement punis, pour exemple a d'autres, que Son Excellence, et nous en son nom, en puissions recevoir contentement, ainsi que nous esperons vouldrez faire, pour maintenance de bonne justice, conservation d'ung bon ordre et punition des meschans, comme nous offrons en faire le mesme quantesfois l'occasion s'en presentera. Synon ne pourrons de moins que d'en dresser noz plaintes par devant Messieurs des Liges en general, come pour la pluspart aliez pare combourgeoisie perpetuelle avec Son Excellence, pour avoir l'assistance requise. Et atendant sur ce vostre response ne ferons ceste plus longue, fors que nous prions Dieu qu'il vous donne

Messieurs tout heur et prosperité.

De Neufchastel, ce xiiij^e novembre 1596.

Voz affectionnez bons voisins et amys, les lieutenant general et gens du Conseil d'Estat estably au comté de Neufchastel

A Messieurs, Messieurs les president et assistans en la court de parlement de Dole, noz bons amys et voisins.

MÉLANGE

Vitrail de l'église de Fenin aux armes d'un curé de Saint-Blaise.

L'agreste et charmante église de Fenin est la seule de notre pays qui soit encore enrichie de vitraux datant d'avant la Réformation. Ils décorent la fenêtre gothique du chœur. Sur l'un, saint Léonard tient un livre ouvert, sur l'autre, saint Laurent, patron de Fenin, s'appuie sur son gril ; au-dessous sont disposés deux médaillons chargés chacun d'un écusson ; le premier porte les armes de la ville de Neuchâtel, le second est coupé de sable et d'argent à une fleur de lis de l'un en l'autre, accompagnée des initiales *bf*¹. Ces vitraux ont déjà fait l'objet de plusieurs bonnes études parues dans cet organe². Un point est resté obscur jusqu'à aujourd'hui : la désignation du donateur du deuxième médaillon. Cet écu à la fleur de lis ne rappelle l'emblème d'aucune famille du pays. L'erreur a peut-être été de chercher à identifier les armoiries plutôt que le personnage *bf* susceptible de s'intéresser à l'église de Fenin.

De quand datent ces médaillons ? Celui aux armes de Neuchâtel paraît être le présent octroyé par la ville en 1502 selon les comptes de bourserie de cette année : « Delivré pour la fenestre que la ville a donner à l'esglise Monseigneur Saint Laurent, pour ce, 5 lib. ³ » Sa petite dimension, la simplicité de l'exécution, correspondent bien au prix indiqué. L'autre vitrail rond est contemporain, il est de facture et de proportions identiques et fait exactement pendant au premier.

Le donateur de 1502 était-il un laïque, habitant ou originaire de Fenin ? Ce modeste hameau n'était le berceau d'aucune famille notable à cette époque. Les Clerc dit Guy, qui plus tard s'illustrèrent dans la magistrature et le service étranger, étaient alors de simples bourgeois ; les initiales *bf* ne les concernent d'ailleurs pas. Ou bien un membre du clergé officiant dans cette chapelle a-t-il voulu timbrer de ses armes une nouvelle verrière construite sous son égide ? L'église de Fenin était

¹ Ces armoiries pourraient aussi se blasonner : coupé de sable et d'argent, à deux fleurs de lis au pied nourri de l'un en l'autre, opposées et mouvantes du trait. Voir *Musée neuchâtelois*, 1924, p. 95.

² H. LEHMANN, *Les vitraux neuchâtelois des XV^{me} et XVI^{me} siècles*, dans le *Musée neuchâtelois*, 1912, p. 233. — M. NEESER, *La « paroisse » de Fenin-Vilars-Saules*. *Ibid.*, 1924, p. 91.

³ W. WAVRE, *Extraits des comptes de la bourserie*. *Ibid.*, 1906, p. 88.

filles de Saint-Blaise ⁴, c'est dire qu'elle était desservie par le curé de cette paroisse du vignoble. En 1502, le curé de Saint-Blaise se nommait Blaise Fornachon, ses initiales sont celles de l'écu inconnu et nous pouvons lui attribuer avec quasi certitude le don du vitrail fleurdelisé. Les armoiries indiquées ne sont pas celles portées plus tard par la famille Fornachon (un ciboire), mais cela est sans signification étant donné le manque absolu de fixité des blasons bourgeois chez nous.

Blaise Fornachon était membre d'une famille de Peseux, bourgeoise de Neuchâtel. Le premier du nom, Jannin Fornachon, est cité dans une giète de 1392. Périsson, fille de Jaquet Fornachon, épouse en 1446 Jannin, fils de Perroud Rossel, des Geneveys-sur-Fontaines ⁵. Les deux fils de ce couple reprirent le nom de Fornachon. L'un d'eux, Jaquet, est le père de notre ecclésiastique. Blaise Fornachon est curé de Saint-Blaise en 1498, lorsque son beau-frère, Jehan Coquillon, lui donne quittance des 115 livres faibles reçues pour la dot de Guillama, sa femme, sœur dudit prêtre ⁶. Il exerce encore cette charge en 1505 ⁷, mais non plus en 1512, année où le chanoine André de la Rutte est cité comme curé de Saint-Blaise ⁸. Blaise Fornachon paraît avoir repris entre temps les fonctions de chapelain de Notre-Dame de Neuchâtel qu'il remplissait avant son ministère à Saint-Blaise. Divers actes le mentionnent comme tel à Neuchâtel en 1524 et 1525 ⁹. Enfin en 1536, soit six ans après la Réformation, il est encore qualifié de chapelain du Vautravers ¹⁰. Il fait son testament, que le notaire Jaquet Miéville, de Colombier, couche le 13 février 1554 dans ses registres aujourd'hui disparus ¹¹, et meurt avant 1561 ¹². Blaise Fornachon avait eu deux bâtards, un fils, Jehan, mort sans descendance, et une fille, Clauda, femme de Claude Tendron, de Cortaillod ¹³.

Les armes du curé de Saint-Blaise sont fort belles. Le goût de ce prélat fut plus pur que ses mœurs. Ne l'en blâmons pas ; le clergé menait alors une vie très libre.

Dr Olivier CLOTTU.

⁴ *Visite diocésaine des églises du comté de Neuchâtel*, dans le *Musée historique*, de MATILE, vol. II, p. 56.

⁵ Reg. d'Henry Huldry, not., fol. clxviij.

⁶ Reg. de Blaise Hory, not., vol. I, fol. cccxx v^o.

⁷ Reg. de Pierre Quemyn, not., vol. II, fol. iiij^{xx} v^o.

⁸ *Ibid.*, vol. II, 2^{me} partie, fol. 4.

⁹ Reg. de Guillaume Vattel, not., non folioté.

¹⁰ Reg. de Nicolas Gribolet, not., vol. II, fol. 146 v^o.

¹¹ Reconnaissance de Peseux par G. Hory, 1567, fol. lvij.

¹² *Ibid.*, fol. xxv.

¹³ *Ibid.*, fol. lv v^o : « Recongnissance de Ester fille de Pierre Tendron de Courtaillod et de feue Clauda fille norrye de feu messire Blaise Fornachon, de Peseulx, bourgeois de Neuchastel. »

CHRONIQUE

∴ *Notes de lecture.* — Le plateau de Wavre a été exploré partiellement à diverses reprises (cf. *Musée neuchâtelois* 1926, p. 145, et 1929, p. 219). Les fouilles ont été reprises en 1944. Au cours de celles-ci, on a découvert des fragments d'une coupe en verre, de couleur brun or, qui ont fait l'objet de deux brefs articles de MM. Samuel Perret et Georges Méautis, *Le bol de Wavre*, dans *La Suisse primitive*, 1945, p. 90. C'est d'une époque plus récente que M. Pierre Bouffard entretient ses lecteurs. Dans les *Cahiers de préhistoire et d'archéologie* I, il étudie les garnitures de ceinture trouvées dans les nécropoles burgondes de la Suisse. A ce titre, son travail intéresse notre canton, puisque dans l'inventaire des nécropoles dressé par M. Bouffard nous relevons les noms de la plupart des localités du vignoble, témoignage intéressant de la continuité d'habitation sur les rives du lac.

La *Revue suisse d'art et d'archéologie* publie dans chaque numéro des renseignements (*Nachrichten*) sur les fouilles ou les restaurations archéologiques récentes. C'est ainsi qu'en 1944, p. 124 et 186, elle a consacré quelques lignes à la *Maison du Trésor*, à Neuchâtel, en se basant principalement sur l'article du *Messenger boiteux* pour 1945.

Dans le N° 1-2 de 1945 de la même revue, la chronique neuchâteloise a été faite par M. Alfred Schnegg, qui signale la restauration du cadran de l'ancienne horloge de la Collégiale de Neuchâtel. A la bibliographie donnée par M. Schnegg, il faut ajouter l'article sur le même sujet publié par M. Alfred Chapuis dans la *Fédération horlogère suisse*, d'octobre 1944, édition spéciale N° 50.

M. Schnegg parle aussi des sondages archéologiques faits au donjon de Neuchâtel par M. Jacques Béguin. Ces travaux ont été pour M. Béguin l'occasion de préciser ses vues, très personnelles, sur les fortifications élevées au moyen âge pour la défense, du côté de l'ouest, de la colline du château. Il l'a fait dans la *Feuille d'avis de Neuchâtel* du 29 décembre 1945, et le Conseil communal s'en est inspiré pour rédiger son *Rapport au Conseil général concernant le compte d'application des revenus de la succession Erhard Borel*, du 18 janvier 1946.

Il ne sera pas inutile de rappeler ici les précisions apportées par M. Arthur Piaget sur la construction de la *Tour neuve du donjon*, dans le *Musée neuchâtelois* de 1931, p. 226.

Mais le bourg primitif de Neuchâtel n'était-il protégé que du côté de l'Occident ? N'oublie-t-on pas que la Tour de Diesse est aussi un témoin intéressant de ces temps révolus ? Elle n'a, pour ainsi dire, pas été étudiée, à part l'article sur *Les vestiges de la Maleporte à Neuchâtel*, de M. Ch.-H. Matthey, dans le *Musée neuchâtelois* de 1923.

Le *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie* a fait peau neuve en 1944. Il paraît désormais en fascicules et les rédacteurs se proposent de publier dans chaque tome une étude de géographie neuchâteloise. On ne peut que souscrire à un tel programme. La première de ces études est consacrée au village de Cortaillod. Elle est, en quelque sorte, un pendant actuel aux *Descriptions topographiques* publiées, dès 1794, par la Société d'émulation patriotique, et dont l'une d'entre elles fut précisément consacrée à Cortaillod par Moïse Matthey-Doret.

La brochure de M. Alfred Lombard sur Neuchâtel a paru en traduction allemande dans les *Schweizer Heimatbücher* 3. La couverture est illustrée de trois écus armoriés, dont l'un porte un pal alaisé chargé de deux chevrons. Le dessinateur a-t-il voulu reproduire les armes de Neuchâtel ? On peut le supposer, mais il a pris dans ce cas une liberté à laquelle on aurait dû le rendre attentif.

M. Alfred Chapuis a publié avec M. Eugène Jaquet et avec la collaboration de M. G. Albert Berner, une *Histoire et technique de la montre suisse de ses origines à nos jours*. Ces auteurs déclarent que la plus ancienne montre connue dans le comté se trouve sur un portrait d'Elisabeth de Neuchâtel, peint en 1624. Ils me permettront de leur rappeler que lorsque Henri II de Longueville vint à Neuchâtel en 1618, on fit pour lui l'acquisition de montres à Genève et à Berne (*Musée neuchâtelois* 1941, p. 33).

Le rapport de la section de la Chaux-de-Fonds du C.A.S. est souvent complété d'une étude archéologique ou historique locale qui ne manque pas d'intérêt. Celle de 1945 est due à M^{lle} Emma Berthoud, qui, en quelques pages écrites sans prétention, fait revivre heureusement le passé proche de son village natal, la Brévine. Elle n'a eu garde d'omettre le séjour qu'y fit, vers 1892, André Gide, patineur solitaire et ténébreux.

Les participants à la fête d'histoire de l'année dernière apprendront avec plaisir que l'un des conférenciers, M. Fritz Jung, a publié le travail qu'il y présenta en une brochure intitulée : *Le Doubs dans l'histoire des Brenets*.

Le 3^e supplément à la *Revue d'histoire suisse* contient une étude de M. Walter Bodmer, *Der Einfluss der Refugianteneinwanderung von 1550-1700 auf die schweizerische Wirtschaft*. L'auteur consacre quelques pages à notre canton : industrie des toiles peintes et dentelles. Celles-ci auraient été introduites par les réfugiés français, ce qui n'est pas exact. On fabriquait des dentelles dans le pays avant leur arrivée et l'on ne connaît pas, sauf erreur, de réfugiés qui se soient voués à cette industrie.

L'auteur raconte aussi que Jacques-Louis de Pourtalès séjourna à Londres de 1732 à 1734 où il fonda une maison de commerce, après en avoir ouvert une à Lyon. Il ne faut tout de même pas faire de Pourtalès un homme d'affaires avant le temps. En 1732, il avait dix ans.

Dans le domaine des études généalogiques et héraldiques, plusieurs travaux sont à signaler.

Le tome II du *Manuel généalogique pour servir à l'histoire de la Suisse*, qu'édite la Société suisse d'héraldique, a paru. Il est consacré aux Dynastes et ministériaux.

On y trouve plusieurs contributions de M. Hubert, de Vevey, parmi lesquelles deux nous intéressent spécialement. L'une d'elles est consacrée à la maison de Glâne, à laquelle étaient apparentés les premiers comtes de Neuchâtel, une autre aux sires d'Estavayer. L'on sait qu'une branche de cette famille posséda la seigneurie de Gorgier jusqu'au XV^e siècle et que plusieurs de ses membres devinrent gouverneurs de la principauté.

Un *Almanach des familles suisses* a commencé de paraître en 1945, par les soins de M. J. P. Zwicky, à Zurich. Il contient, entre autres, un bref historique de la famille Vuille et des renseignements généalogiques sur la famille du général Wille, qui, on le sait, s'y rattache.

Les Neuchâtelois qui se sont consacrés jadis à la science du blason ne sont pas nombreux ; aussi sommes-nous pauvres en vieux armoriaux. Dans un article des *Archives héraldiques suisses* de 1944, intitulé : *Armoriaux manuscrits neuchâtelois*, son auteur, M. Léon Jéquier en a vite fait le dénombrement.

C'est aussi dans les *Archives héraldiques suisses* de 1943 à 1946 que M. Olivier Clottu a publié une étude intéressante sur *Les armoiries communales anciennes du Pays de Neuchâtel*.

Si toutes nos communes ont actuellement des armoiries, bon nombre de celles-ci sont de date récente. Quelques-unes sont d'un goût douteux et « d'un style héraldique très discutable ». Il n'en reste pas moins que M. Clottu a fait d'heureuses découvertes dans ce domaine spécial du blason, qui témoignent qu'anciennement déjà des communes possédaient leurs armes propres. Il me permettra de ne pas le suivre dans sa supposition à propos des armoiries de la Sagne. Cette commune porte trois épiceas, *fies* en patois, et non filles. Il est douteux qu'on ait songé à faire à ce sujet un jeu de mots pour rappeler que la Sagne était « la première fille du Locle ».

On estime sans doute que le timbre-poste n'a pas un passé suffisamment lointain. Aussi s'intéresse-t-on aujourd'hui aux marques postales, c'est-à-dire aux indications de service apposées sur les lettres avant l'introduction du timbre. C'est ce qui a incité MM. Marc Henrioud et Jean-J. Winkler à publier un ouvrage sur *Les marques postales de la Suisse 1650-1850*. Notre canton n'y est pas oublié. On trouvera dans ce volume, outre un aperçu historique du pays de Neuchâtel, une liste des bureaux et dépôts de poste du canton avant le 1^{er} janvier 1849, ainsi que la description des marques utilisées par ces derniers.

M^{lle} Hélène Cingria a consacré, dans la collection du « Gai savoir » un volume aux *Légendes et armoiries des XXII cantons*. Un peu d'histoire convient à un ouvrage de ce genre, encore ne faut-il pas la confondre avec la légende. M^{lle} Cingria, qui ne sait rien de l'histoire neuchâteloise, s'est renseignée je ne sais où, et, forte d'une science « légendaire », écrit : « Neuchâtel est un pays dont le nom est d'une origine si ancienne qu'il se perd dans la nuit des âges. Au temps des barbares, bien avant l'époque romaine, on parlait d'une bourgade nommée *Noirdelonex* qui aurait été une de ces villes helvètes brûlées par les guerriers eux-mêmes, lorsque ceux-ci, ayant décidé d'aller à Rome, avaient, pour s'interdire le retour, inondé leurs champs et leurs fermes, et fait de leur pays un véritable désert. »

Neuchâtel viendrait du celte *Nwid Din Lech*. Sous la domination romaine, la ville de Neuchâtel formait une colonie très importante, dont l'organisation autonome dura jusqu'au troisième siècle. Les Romains, on le sait, étaient de grands bâtisseurs, et la « Tour Déesse » est restée comme un témoin de leur génie.

Faut-il rire de telles sottises ? Ne faut-il pas plutôt s'affliger qu'on puisse encore les écrire !

M. Frédéric Barbey a publié une biographie de *Gustave Ador*, à l'occasion du centenaire de la naissance de ce dernier. Biographie vivante, alertement écrite, qui fait revivre un passé très proche dans lequel Ador a joué un rôle important, soit à Genève, soit dans les sphères fédérales.

A Bâle, on se plaît à étudier le conflit prusso-suisse de 1856-1857. Neuchâtel en fut la cause, mais les événements débordent l'histoire du canton pour ressortir à celle de la Confédération. Après avoir signalé, dans le dernier *Bulletin bibliographique* les publications récentes de M. Edgar Bonjour sur ce sujet, il convient d'ajouter que cet auteur vient de faire paraître une *Geschichte der schweizerischen Neutralität* dans laquelle il consacre un chapitre aux dangers courus par la neutralité suisse durant ce conflit.

D'autre part, un élève de M. Bonjour, M. Karl Meyer, a publié *Der Neuenburger Konflikt 1856/1857 im Spiegel der zeitgenössischen schweizerischen Presse*, paru dans les *Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft*, Bd. 21.

La Société générale suisse d'histoire distribue assez périodiquement à ses membres une *Biographie der Schweizergeschichte*. Nous avons reçu dernièrement celle des années 1943 et 1944. Est-elle complète ? Non, sans doute. On ne peut pas exiger que tout ce qui a été publié sur l'histoire de la Suisse, soit isolément, soit dans des revues, y figure. Nous comprenons fort bien qu'un choix s'impose, mais on s'étonnera tout de même qu'un article comme celui de M. Reiners sur *Les fresques de l'église d'Engollon*, paru ici même en 1944, n'ait pas trouvé grâce devant les auteurs de la *Biographie*.

L. M.



LE PORTAIL DU CHATEAU DE NEUCHATEL

LE PORTAIL DU CHATEAU DE NEUCHÂTEL

Sans conteste, les parties les plus intéressantes et les plus belles du château de Neuchâtel sont les restes de la vieille construction romane et le portail. Sur le château roman, qu'on a longuement et faussement appelé *regalissima sedes*, et sur le moment où il a été édifié, on dispute et on disputera longtemps encore. Sur le portail, tout le monde est aujourd'hui d'accord. On sait qu'il a été construit, non par Rodolphe de Hochberg, comme l'ont dit Boyve¹, DuBois de Montperreux² et Samuel de Chambrier³, mais par Philippe de Hochberg, dans les dernières années du XV^e siècle. Jusqu'à aujourd'hui il n'a fait l'objet d'aucune recherche dans les comptes de l'époque où se trouvent cependant de nombreuses mentions qui ne sont pas négligeables : le marché pour la maçonnerie, le marché pour la « ramure » et des précisions sur les matériaux employés et leur provenance, sur les « perriers », les maçons, les charpentiers, les « blanchisseurs », etc.

Avant de publier ci-après quelques-uns de ces documents, nous poserons une question préalable à laquelle malheureusement il est difficile sinon impossible de répondre. Quelle sorte de porte y avait-il au château avant le portail actuel ? Il est certain que la comtesse Isabelle et Conrad de Fribourg se contentèrent de la porte du château édifié par le comte Louis. Mais Jean de Fribourg, qui fut un grand constructeur, ayant bâti la partie nord du château et la chapelle à l'ouest, fit sans doute faire une nouvelle entrée plus commode et plus spacieuse entre cette chapelle et le vieux château. Aucun document, à vrai dire, n'a été trouvé jusqu'ici qui la mentionne et, comme on verra, le marché passé par Philippe de Hochberg et le maître maçon garde le silence sur ce qui pouvait exister à la place du portail qu'il s'agissait d'exécuter. On pourrait croire que l'ancienne porte avait déjà une tour, du moins deux des documents publiés ci-dessous désignent l'une des tours du portail sous le nom de « la tour neuve », ce qui semblerait indiquer qu'il y avait une vieille tour ; il est

¹ *Annales*, t. II, p. 144, année 1483.

² Le rédacteur des notes qui accompagnent les planches de DuBois de Montperreux dit que « au dessus de la grande porte, au dessous de l'écu, on lisait en caractères gothiques *Anno Domini MCCCCLXXXII* ».

³ *Mairie de Neuchâtel*, p. 67. Samuel de Chambrier ne donne pas de date. Jean-François de Chambrier, dans l'*Inventaire raisonné des archives de l'Etat*, dit qu'on voyait au-dessous des armes de Philippe de Hochberg la date de 1487 ou 1488.

également question de « vieille ramure » à côté de la ramure nouvelle. Quoi qu'il en soit, la porte construite par Jean de Fribourg fut, elle aussi, jugée insuffisante par Philippe de Hochberg qui fit faire, selon ses goûts de grand seigneur, un nouveau portail plus monumental, plus symétrique et plus fortifié.

Le marché de la maçonnerie. — Le marché conclu avec le maître maçon pour l'achèvement du portail est, comme la plupart des marchés du temps, excessivement sommaire. Le comte de Neuchâtel s'était borné à expliquer en gros ce qu'il entendait faire, sans préciser la hauteur ni la largeur de l'édifice, ni les dimensions de la voûte. Sans doute ce maître maçon avait-il construit plus d'un portail de ce genre : le seigneur de Neuchâtel pouvait s'en remettre à lui les yeux fermés. Philippe de Hochberg écrivait de Chalon à son homme d'affaires à Neuchâtel, Antoine Baillod, châtelain du Vautravers, une lettre datée du 26 septembre, où l'année n'est pas indiquée : « Du portail, je me fie que en saurez bien faire, veu ce que le maçon l'entend bien. » Et il ajoutait d'une manière énigmatique, au moins pour nous : « Je vous prie, faictes tant que mes ouvraiges [la galerie et le portail] ne ressemblent pas ceulx de Valengin, et ne vous excusés point sur Simon de Cleron, car l'ouvraige que je fais est sans son conseil. Aussi je suis sehur qu'il ne vous donnera pas grant aide. Pour ce faictes au mieulx que pourrez. » Peu après, il écrivait au même châtelain : « Quant le maçon que vous doy envoyer arrivera, mettez-le en besoigne comme je vous escripray. » Et quelques jours plus tard : « Faictes ouvrir le maçon au portail, car il entend bien comme il doit faire. » Plus tard encore : « Je vous envoie... le maçon et son varlet, lequel fera bien mon portail, comme je l'entendz. Donnez leur boire et manger et les logez et donnez des utilz au maçon ce qu'il leur en faudra. » Et il ajoutait : « Il ne fait nulle doubte de bien faire le portail comme je l'entendz, car, du premier coup, il a entendu comme je le vueil et m'a dit qu'il le parfera⁴. »

Ce maître maçon, qui avait toute la confiance du seigneur de Neuchâtel, s'appelait Jeune Jean Drion ou Udrion. Il était originaire de Châtillon, petite localité dans le canton de Saint-Hippolyte, arrondissement de Montbéliard. Au-dessus du village s'élevait un château fort, dont il ne reste plus que des vestiges, le château ayant été détruit en 1674 par ordre de Louis XIV, lors de la conquête de la Franche-Comté. La seigneurie de Châtillon appartenait à Philippe de Hochberg : le maître

⁴ G 22 nos 16-19.

maçon était un de ses sujets. Il n'était pas inconnu à Neuchâtel où il était venu plus d'une fois travailler soit à la galerie du château, soit à la chapelle. Ainsi le 27 février 1495 (*v. s.*), un messenger était allé le chercher à Châtillon « pour ouvrer pour Monseigneur⁵ ». Le 16 avril 1496, il travaillait au portail « ainsi que Madame l'avoit ordonné⁶ ». Il était retourné à Châtillon, mais on l'avait fait revenir peu après « pour marchander de parfaire le portal de Monseigneur⁷ ».

Le marché de la maçonnerie date du 11 mai 1496 ; il est signé par Paul Egger, secrétaire du comte de Neuchâtel.

Marchief fait de la massonnerye du portail avec Jeune Jehan⁸

Jeune Jehan assevitra le portal ainsi que Monseigneur luy a devisé de marchecoulis, de fenestres, de croisie, de luquernes, de portes, de cannonieres, d'arcs, de voultres, de chemynees et de toutes aultres massonneries appartenant au dict ouvraige. Et seront garnis lesdicts marchecoulis de bochetz comme ceulx des galeries et les deux tours l'une comme l'autre, et gouterez, la aulmaire dedens des armes comme icelluy devant. Et pour ce faire l'en luy donne la somme de quatre vingtz dix francs, quatre muys de froment, trois muys de vin, deux lards, trois quartiers tant beurre que formaige et une beneste de scel. Luy fourniron tout bois tant pour pontz, syntres que aultre bois, pierre, chaul, araine et toutes aultres matieres sur place et luy feron faire le syntre pour la croisee. Et fera ledict ouvraige ainsi que Monseigneur luy a ordonné et le marchecoulis de la haulteur de sept pieds, et au regard des chemynees ne les levera fors que astant qu'il fera ledict ouvraige. Et ledict ouvraige rendre assevy deans Pasques prouchanement venant. Fait le xje jour de may l'an mil quatre centz nonante et six. Plus Egger.

Ce marché passait sous silence les robes qu'on avait promises au maçon et à son valet. On avait, paraît-il, jugé superflu de les mentionner par écrit. Oubliait-on de les livrer ? Le receveur de Neuchâtel mit-il de la mauvaise volonté à satisfaire les deux maçons ? Il le semble, puisque, dans une supplique à Philippe de Hochberg, Jeune Jean se vit obligé de réclamer les robes, ou sinon, disait-il, leur valeur en blé « pris en vostre grenier de Chastillon » :

Plaise a mon treshonnoré et redoubté seigneur, Monseigneur le marquis, faire delivrer et baillier a June Jehan Drion et Estevenin Bouquon, voz hommes et subgetz et voz ouvriers touchant voz ouvraiges de maçonnerie, les robes qui leur furent promises en faisant le marchié du portal de vostre chastel de Neufchastel quant Madame vostre compaignie se partit derrierement, par

⁵ *Comptes*, vol. 205, n° 743.

⁶ *Id.*, n° 574. ⁷ *Id.*, n° 375bis. ⁸ *Id.*, vol. 216, n° 153.

Monseigneur de Lyvron et par messire Phelebert Choulet, chanoine dudict Neufchastel, lesquels ne voulsirent pas que lesdictes robes fussent mises audict marchié, disans que, sans les y mettre, ilz les leur feroient baillier. Ou en lieu d'icelles leur faire baillier et delivrer a chascun deux bichotz de blé en vostre grenier de Chastillon. Et en ce faisant lesdits suppliants s'emploieront a vous servir de bien en myeulx et si prieront Dieu pour vous ⁹.

Cette supplique fut soumise au comte qui, de Dijon, le 3 janvier 1497 (*v. s.*) ordonna au receveur de Neuchâtel de remettre la somme de quatre francs à chacun des deux maçons « pour avoir chascun sa robe ».

En 1498, les travaux de maçonnerie du portail étaient terminés. Deux maçons de Neuchâtel, Jean Michel ¹⁰ et Jacquot Pyot, chargés de « visiter et taxer l'ouvrage du portal », purent certifier qu'il était parfaitement exécuté selon les termes du marché.

Nous Jehan Michiel et Jacquot Pyot, massons de Neuschastel, commis par mes Messeigneurs du conseil de Monseigneur a visiter et taxer l'ouvrage du portal fait par Jeune Jehan et son compaignon, certiffions que le dict ouvrage est bien et souffisamment fait et parfait par les dictz ouvriers, selon le contenu de leur marchier, et, outre ce, par nostre conscience et congnoissance du mestier de massonerie. En tesmoing de ce avons fait signer les presentes par le notaire subscript. Fait et donné le XV^e jour de jung, l'an mil iiij^c iiij^{xx} dix huit ¹¹.

Plus Egger.

Il ne semble pas que Jeune Jean et son valet se soient enrichis en construisant le portail du château de Neuchâtel, travail qui fut plus long ou plus onéreux qu'ils ne pensaient. Le 30 novembre 1497, le receveur de Neuchâtel leur remettait seize livres, quatre gros et demi pour les travaux qu'ils avaient exécutés avant de passer le contrat du 11 mai 1496, et, en outre, quelques fournitures en froment et en vin « par dessus ce qui leur estoit dehu », et cela « pource qu'ils perdent audict marchief »:

Je Phelebert de Cholex, chanoine de Neuschastel, certiffie que Emaru de Maisieres, recepveur de Neufchastel, a payé aux massons qui ont parfaict et achevé le portal de la maison de Monseigneur audict Neufchastel, argent seze livres quatre gros et demi pour les journées qu'ilz avoient faictes audict portal et qu'on leur devoit avant le marchief fait avec dudict portal ; ung muys quatre emynes froment et quatorze setiers de vin, qui leur ont esté delivrez outre par dessus ce que leur estoit dehu dudict marchief. Et par ordonnance de messeigneurs les lieutenant et conseil, pour ce qu'ilz perdent

⁹ *Comptes*, vol. 216, n° 138.

¹⁰ Ce Jean Michel avait fait lui-même différents travaux au château. Il avait, entre autres, construit la cheminée du portail. *Comptes*, vol. 218, n° 203.

¹¹ *Comptes*, vol. 216, n° 483.

audict marchief. Lesquelles sommes d'argent, froment et vin dessusdictz seront passees audict recepveur en la despence de ses prochains comptes. Tesmoing mon seing cy mis le derrier jour de novembre mil iiij^c iiij^{xx} xvij¹².

De Cholex.

Le marché de la ramure. — Le charpentier qui construisit la « ramure » du portail se nommait Jean Philippenot, ou Jean le Chappuis, ou simplement Jean Chappuis. Il avait, au début de 1496, construit « l'engin pour monter les pierres et mortier en faisant le portal de Monseigneur ¹³ ». Les archives de l'Etat possèdent une copie sans signature ni date du marché pour la « ramure » conclu entre Jean Philippenot d'une part et, d'autre part, le chanoine Philibert de Cholex et le receveur Emard de Maisières ¹⁴. Jean Chappuis s'engageait à rendre son travail terminé « dans la feste Saint Jehan Baptiste prouchainement venant » [24 juin], contre la somme de cinquante livres, trois muids de froment, trois muids de vin et un lard entier. Par un reçu du 17 juin 1498, signé Paulus Egger, Jean Philippenot déclarait avoir été payé par le receveur de Neuchâtel et s'en tenir « pour content ».

Le marchier de Jehan Chappuis du portal.

Marchié fait et conclus par venerable et honorable messire Philibert Cholex, chanoine, et Emar de Masieres, recepveur de Neufchastel, pour mon tresredoubté et souverain seigneur monseigneur le marquis, avec Jehan Philippenot le chappuis, en la maniere comme s'ensuyt :

C'est assavoir que ledict Jehan fera sur les deux tours du portal, sur chascune tour, une belle ramure ague a quatre pans de la haulteur que lesdictes tours le demanderont selon leur largeur, pour mettre sur chascune tour ung pomeaul et en chascune desdictes ramures fera une fenestre croisee de bois comme celles du grenier.

Item fera en la tour neufve dudict portal deux trabvoisons a petitiz trabvez et les laons dessus planez comme ceulx des galeries et la plate-forme de la ramure d'icelle tour fera la tierce trabvoison laquelle ledict Jehan planchetrà de laons nervez et planez.

Item fera sur le portal entre lesdictes deux tours, dès l'une tour a l'autre, ainsi que la place le monstre une ramure a deux pans l'ung plonnant devers la tour et l'autre devers l'eglise de la haulteur que la largeur d'icelle demandera selon nature d'ouvraige ou a plaisance, en laquelle ramure en la partie devers la cour il fera une demye fenestre croisie a la semblance des aultres et fera les ramures desdictes fenestres par maniere que l'on puisse mettre sur chascune ung pomeaul et banderole, se il plait.

¹² *Comptes*, vol. 216, n° 432.

¹³ *Id.*, vol. 265, n° 491. ¹⁴ O 10 n° 30.

Toutes lesdictes ramures il doit faire par dedens vuydees a compas pour les lambrossier comme ramures franches.

Item conduyrera l'aygue des toyctz tant des vielles ramures que de celles dessus devisees par maniere qu'elle ne porte domaige ne a vielle ne au nouvel maisonnement au mieulx que sera possible et rendra lesdictes ramures couvertes.

Item au poille qui est ordonné faire sur le portal entre lesdictes deux tours, il fera le planchier sur la voulte et croisie entre les deux portes ainsi que a poille appartient et fera la corroye dessus dudict poille a voulte de bele et honneste molure et les esplatons du celar bien planez et nervez.

Item entre ledict poille et l'oratoire fera une paroy de bois et en icelle paroy, la ou sera advisee, une porte et le tout honnestement planez, et le ciel dudict oratoire fera aussi a voulte et de belle molure et nettement les laons planer.

Item fera tous les chassis ventaulx et portes appartenantes et servantes audict ouvraige, reservez les deux grans portes, assavoir sur les chassis des portes une clerevoye, ainsi que les aultres sont parmy l'ostel, le tout d'honneste ouvraige, comme les aultres debrosseurs en tel lieu et de telle sorte font.

Item et pour faire tout ledict ouvraige premierement ledict Jehan chappuis abatra le bois du groz marrin tant pour lesdictes ramures, trabvoisons comme pour les corroyes du poille, lequel bois mondictseigneur lui fera amener sur la place ou il doit ouvrer pour le avoir a la main.

Item mondictseigneur luy donnera ayde de gens pour lever ledict ouvraige et luy rendra la thielle pour la couverture sur les travesons desdictes ramures, fournitra tous les laons et pour les debrosseries dessusdictes tout bois appartenant audict ouvraige.

Pour tout ledict ouvraige lequel ledict Jehan Chappuis doit rendre fait et acomply en la maniere dessus devisee deans la feste Saint Jehan Baptiste prouchanement venant, lesdicts channoine et recepveur luy baillent pour mondictseigneur en deniers cinquante livres, en froment trois muys, en vin trois muys et ung lart entier, et luy laisseront les escalles ainsi que les chappuis les ont de coustumme.

La pierre. — La pierre de taille « pour faire le pourtal de Monseigneur » était fournie par les « perriers » d'Hauterive. Il est inutile d'énumérer chacune de leurs livraisons, généralement payées par le châtelain de Thielle. Il est plus intéressant de connaître les noms de ces « perriers » de la fin du XV^e siècle, que nous citons dans l'orthographe du temps : Jehan Grisey ou Grisellet, Perrenet l'Escuyer, Jehan Berthod, Claude Grant, Jaquet Gaillard, Jehan Jaquottet, Jehan Francey ou François, Martin Semey, Claude Pyquilliod, Jehan Lupz. Ce dernier mérite une mention spéciale. Ayant été, on ne sait pour quel délit, condamné à une forte amende, il avait adressé une supplique à Philippe de Hochberg, qui l'avait déchargé de l'amende à condition qu'il fournît

« ung cent de pierre pour son portal ». Jean Loup avait remis le premier « demi cent » et s'apprêtait, dès qu'il le pourrait, à en faire autant de l'autre. Mais le receveur, perdant patience, réclamait le reste de l'amende. Aussi Jean Loup adressa-t-il une nouvelle supplique à Marie de Savoie, Philippe de Hochberg étant à Dijon ou ailleurs :

Tres redoubtee dame souveraine,

Vostre noble et benigne grace supplie treshumblement Jehan Lup d'Aulteryve, vostre treshumble et obeyssant subject et serviteur. Comme il soit ainsi que derrierement aux Audiances il encheut en aucuns bans que montresredoubté Seigneur par une supplication luy remist pour ung cent de pierre pour son portal, dont ledict seigneur ayt ja payé demi cent et soit en vouloir tousjours de satisfaire l'autre demi cent a puissance. Neantmoins vostre recepveur fait son devoir de recouvrer de luy le surplus desdictz bans sans ce vouloir attendre, et pour ce que ledict suppliant a perdu l'appointement fait sur ladicte requeste en presence de messire Phelibert, Guillaume de Bellevault et Philippe de Diesse, comm'ilz dyent, il ne le scet monstrar audict recepveur et n'a secours que vers vous. Que vostre noble plaisir soit prendre dudict suppliant outre le demi cent qu'il a payé encour ung cent de pierres qu'il vous baillera de bon cœur, et le faire au demourant tenir quitte par ledict recepveur. En ce ferez aulmosne sans perte et ledict suppliant sera tenu de prier Dieu pour vous et vostre noble lignie¹⁵.

La supplique de Jean Loup n'est pas datée. La réponse de Marie de Savoie, adressée au receveur de Neuchâtel, est du 9 mai 1496 :

Au recepveur de Neuschastel. Veez la presente supplique et recevez dudict suppliant, avec ce que desja il a fournir, encoures ung cent de bonne pierre de taille, moyennent lequel cent voulons que tenez quitte ledict suppliant du sureplus des emendes que luy demandez, veu que sommes estee informee que Monseigneur l'avoit quictez, comm'il dit par sadicte requeste, en façant apparoir aux auditeurs de noz comptes ledict cent de pierre avoir estez randu au prouffit et ouvraige de Mondict seigneur. Mandons que desdictes emendes il vous tiennent quicte en voz premiers comptes.

Fait le ix^e jour de may l'an mil iiij^c iiij^{xx} seze¹⁶.

Marye de Savoye.

La chaux. — Le 15 septembre 1495, les habitants de la châteltenie de Rochefort reçurent la somme de trente-cinq livres seize sols et huit deniers « pour quarante trois barrilz de chaulx » qu'ils avaient délivrés « en l'ostel de Monseigneur pour les massonneries et ouvraiges faictz oudict hostel, chaque barril au prix de dix gros¹⁷ ».

¹⁵ *Comptes*, vol. 204, n° 565.

¹⁶ *Id.*, n° 565. ¹⁷ *Id.*, vol. 205, n° 489.

Le bois. — Les pièces de bois pour la poutraison du portail, les « laons » pour les planchers furent amenés à Neuchâtel de différents endroits du pays : de la Joux de Martel, du Vautravers, des Verrières, de Rochefort, de la Grate, des forêts du seigneur de Valangin. Une seule de ces livraisons mérite d'être relevée, parce qu'elle apporte un ou deux renseignements intéressants :

La veille de Noël de l'an 1495, Conrad le « Tismach » recevait la somme de 45 sols « qui deuz lui sont pour laons qu'il a baillier pour Monseigneur, tant pour mettre en la nef pour amener les pierres pour le portaul de mondict seigneur pour sa maison de Neuschastel, comme pour faire les pont dudict portal et louges des massons faissans ledict portal¹⁸ ».

Les clous. — Le 4 novembre 1498, Regnaud Colomb, serrurier à Neuchâtel, reçut quatre livres un sol cinq deniers « pour avoir fait huit centz de cloz latteretz au pris de quatre groz le cent, et pour soixante treze clouz grans, chascun trois deniers, pour dix sept chevilles de fer, chascune cinq deniers, et pour un cercle de fer deux solz et demi, le tout pour la ramure du portal¹⁹ ».

Les tuiles. — La tuilerie de Bevaix avait fourni douze mille tuiles, qui furent amenées par bateau de Bevaix au port de Neuchâtel :

Nous Vaulthier Lausseroy et Jehan Perchete certiffions que Emard de Masieres, recepveur de Neuschastel, a payé et delivrez pour la despense de dix huit hommes qui ont amenez avec nous en deux voaiges dedans la Grant nef douze milliers de thiellies prins en la thielliere de Bevaix et rendus a la ryve de Neuschastel pour employer a la couverture du portal, la somme de trois livres sept solz et demi... Le xvij^e jour de jung l'an MCCC iiij^{xx} xviiij²⁰ ».

De la rive du lac, les tuiles furent transportées au portail par Jean Tribolet du Neubourg, qui reçut la somme de dix livres « pour ses peines et labeurs²¹ ».

Les « blanchisseurs ». — Autrement dit les plâtriers ou, comme nous disons, les « gisseurs » ou « gypsiers ». Maître Robert le blanchisseur et son fils furent envoyés de Bourgogne à Neuchâtel par Philippe de Hochberg qui, de Seurre, écrivait au receveur le 30 mars 1502 : « J'entens de envoyer les blanchisseurs a Neufchastel pour blanchir mon portal et ce qu'il sera neccessaire²². » Le 26 octobre de la même année,

¹⁸ *Comptes*, vol. 216, n° 698.

¹⁹ *Id.*, vol. 218, n° 421. ²⁰ *Id.*, vol. 216, n° 610. ²¹ *Id.*, n° 332. ²² *Id.*, n° 90.

le receveur de Neuchâtel recevait l'ordre de payer « a maistre Robert le blanchisseur sur ses gaiges » la somme de trente livres²³. Enfin, le 16 novembre, une somme de deux livres dix sols était payée « a maistre Robert le blanchisseur... pour faire les despens de luy et son filz en retournant dudict Neufchastel en Bourgoigne ou ils vont ouvrer pour mondiet seigneur²⁴ ».

Le tapissier. — Le 15 juin 1498, Jean le tapissier, qui alors demeurait en l'hôtel de Monseigneur, reçut du receveur de Neuchâtel la somme de 22 livres 19 sols 2 deniers pour l'achat à Bâle de 38 livres de laine et 25 sols « pour l'apporter de Basle », cette laine, disait-il, « servant a mon mestier pour la tappisserie de Monseigneur²⁵ ».

Nous laissons de côté tout ce qui concerne les « servants » des maçons, neuchâtelois ou étrangers, les nautoniers et les charretiers qui transportèrent les pierres, le sable, le bois et « aultres choses neccessaires pour fornir a l'ouvraige que l'on fait ou portal de la maison de Monseigneur a Neufchastel ».

On voit combien les vieux comptes des archives de l'Etat sont riches en renseignements de tous genres sur la construction du portail du château de Neuchâtel. Telle qu'elle était, cette porte a subsisté jusqu'à nos jours sans être abîmée ni modifiée par le temps ni par les hommes. En 1874, un architecte se trouva qui, dans un but utilitaire, osa porter la main sur la vieille construction du XV^e siècle : il démolit le pilier nord du portail et le reconstruisit fortement réduit et en retrait pour donner du jour à la salle du Grand Conseil malheureusement placée entre le château et la collégiale. Ainsi, pour éclairer les grands conseillers neuchâtelois, il a fallu altérer la figure du vieux portail. Un autre architecte de nos jours eut l'idée d'adosser un édicule au pilier nord du portail. Philippe Godet disait que les architectes, qui sont d'honnêtes gens, sont parfois des criminels. On trouvera peut-être que, dans le cas présent, l'épithète n'est pas trop forte.

A. PIAGET et J. LOZERON.

²³ *Comptes*, vol. 216, n° 562.

²⁴ *Id.*, n° 562. ²⁵ *Id.*, n° 155 et 161.

IMPRIMEURS ET PASTEURS NEUCHATELOIS :
L'AFFAIRE DU SYSTÈME DE LA NATURE
(1771)

L'affaire du *Système de la Nature* est sans doute l'un des épisodes les plus curieux et les plus instructifs de l'histoire de la librairie, en notre pays, dans la seconde partie du XVIII^e siècle. Avant d'évoquer ici les péripéties d'un conflit qui fut à la fois soudain et violent, il importe de rappeler brièvement dans quelles conditions travaillaient chez nous les imprimeurs et éditeurs. A côté d'ouvrages d'auteurs suisses ou étrangers qui leur étaient proposés et que la censure officielle autorisait, ils trouvaient profit : 1^o aux contrefaçons d'ouvrages à succès (on sait que les droits d'auteur ou d'édition, malgré les privilèges, n'étaient pas protégés par des conventions internationales) ; 2^o à l'impression d'ouvrages interdits, en France par exemple, par la censure, à cause de leurs fâcheuses tendances politiques ou religieuses. Le *Système de la Nature* du baron d'Holbach est précisément un exemple fameux d'ouvrage prohibé en France, mais introduit clandestinement dans ce pays par des éditeurs soit anglais, soit hollandais, soit suisses.

Il y avait à ce petit commerce toutes sortes de dangers : 1^o représentations du gouvernement français, par l'intermédiaire de son ambassadeur, auprès des autorités du pays où s'imprimait l'ouvrage (ces démarches officielles entraînaient des enquêtes et même d'éventuelles saisies de l'édition) ; 2^o confiscation, en France, des ballots de livres envoyés en secret de l'étranger ; 3^o scandale, au lieu même de l'impression, à Neuchâtel, par exemple, ou à Genève, l'ouvrage s'imprimant sans autorisation préalable de la censure. Dans le cas du *Système de la Nature*, c'est ce danger-ci qui se transforma soudain en un violent orage.

Pour la plupart des lecteurs d'aujourd'hui, d'Holbach n'est guère qu'un nom parmi d'autres noms de philosophes plus ou moins oubliés du XVIII^e siècle. Cependant son rôle, assez mal défini, a été de premier plan. On sait sa liaison avec Diderot, son importante collaboration à l'*Encyclopédie*. Plus tard, un Goethe, dans *Dichtung und Wahrheit*, un Hegel, lui rendront hommage à leur manière. De même Stendhal et

chez nous Gottfried Keller, dans une lettre à Hettner, du 18 octobre 1856¹.

Paul-Henri Thiry d'Holbach est né à Edesheim (Palatinat), en décembre 1723. Il fait des études à Leyde. En 1750, au moment de son mariage, il s'installait à Paris, rue Saint-Roch. Les lettres de Diderot à Sophie Volland nous le montrent aussi dans la propriété de sa belle-mère, M^{me} d'Aine, au Grandval. Possesseur d'une grosse fortune, il fit de sa maison un des centres du mouvement encyclopédiste. Rousseau, dans ses *Confessions*, nous rapporte ce qui suit : « Le dit baron était un fils de parvenu, qui jouissait d'une assez grande fortune dont il usait noblement, recevant chez lui des gens de lettres et de mérite et, par son savoir et ses lumières, tenant bien sa place au milieu d'eux. Lié depuis longtemps avec Diderot, il m'avait recherché par son entremise, même avant que mon nom fût connu. Une répugnance naturelle m'empêcha longtemps de répondre à ses avances. Un jour qu'il m'en demanda la raison, je lui dis : « Vous êtes trop riche. » Il s'obstina et vainquit enfin. » Outre les quatre cents articles que d'Holbach a donnés à l'*Encyclopédie*, outre ses nombreuses traductions d'ouvrages allemands ou anglais, il est l'auteur de livres fort audacieux, dont le plus célèbre et le plus important est sans contredit le *Système de la Nature*.

L'œuvre parut au début de l'année 1770, sous le nom de M. de Mirabaud, secrétaire perpétuel de l'Académie française. Londres était donné comme lieu d'édition² et il est probable en effet que le *Système* parut en Angleterre, où d'Holbach avait séjourné peu auparavant et possédait des amis dans le milieu philosophique. Le *Système de la Nature* connut en France un immense succès de scandale. Dès le mois d'avril, l'Assemblée du Clergé de France déférait l'ouvrage au Parlement. Celui-ci, en août, condamnait l'ouvrage à être brûlé. Pourquoi cette extrême rigueur ? C'est que le *Système* est sans doute la plus nette affirmation de matérialisme athée que nous ait laissée le XVIII^e siècle. D'Holbach n'admet pas la distinction entre le corps et l'âme. Seul existe l'homme physique. « Toutes les erreurs des hommes, écrit-il, sont des erreurs de physique. » Son affirmation centrale n'est pas seulement, précisons-le, celle de l'unité de la matière, mais l'affirmation moniste : unité de l'univers ramené à son seul aspect physique, perceptible par les sens. L'univers

¹ Sur d'Holbach, voir le livre excellent de Pierre NAVILLE, *Paul Thiry d'Holbach et la philosophie scientifique au XVIII^e siècle*. Paris, Gallimard, 1943.

² La Bibliothèque de la ville de Neuchâtel possède un exemplaire de cette première édition, en 2 vol. in-8°

est matière et mouvement, « chaîne immense et non interrompue de causes et d'effets : quelques-unes de ces causes nous sont connues, parce qu'elles frappent immédiatement nos sens ; d'autres nous sont inconnues, parce qu'elles n'agissent sur nous que par les effets, souvent très éloignés, de leurs premières causes ». D'Holbach déduit de là une physique et une morale absolument déterministes. « Dans tous les phénomènes que l'homme nous présente depuis sa naissance à sa fin, nous ne voyons qu'une suite de causes et d'effets nécessaires et conformes aux lois communes à tous les êtres de la nature. » La pensée ne s'explique que par la matière et le mouvement. L'âme n'est « que le corps envisagé relativement à quelques-unes de ses fonctions plus cachées que les autres ». Ainsi donc, pas d'immortalité de l'âme : « Ceux qui nous disent que notre âme peut subsister nonobstant la destruction du corps soutiennent évidemment que la modification d'un corps pourra se conserver après que le sujet en aura été détruit ; ce qui est complètement absurde. »

On comprend sans peine la réaction hostile des milieux religieux. Mais il faut noter que le *Système de la Nature* souleva des objections dans le clan même des philosophes. Le matérialisme avoué de l'ouvrage pouvait en effet compromettre les efforts de rationalistes plus prudents, fidèles à une tactique moins brutalement agressive. C'est ainsi que Frédéric II fit du *Système* une réfutation, dictée plus par la sagesse politique que par les convictions religieuses. Mais le Salomon du Nord renonça à publier l'opuscule qu'il venait d'écrire. « Cet ouvrage, avoue-t-il³, est trop hardi pour les lecteurs actuels auxquels il pourrait tomber entre les mains. Je ne veux scandaliser personne : je n'ai parlé qu'à moi-même en l'écrivant. Mais, dès qu'il s'agit de s'énoncer en public, ma maxime constante est de ménager la délicatesse des oreilles superstitieuses, de ne choquer personne et d'attendre que le siècle soit assez éclairé pour qu'on puisse impunément penser tout haut. » Voltaire, de son côté, travaillant à ses *Questions sur l'Encyclopédie*, publia à part l'article *Dieu* qui est, pour l'essentiel, une réponse déiste au *Système*.

En août 1770, la Société typographique de Neuchâtel en Suisse, imprimait précisément l'article *Dieu*. L'ouvrage sortit de presse fin août et apparut aussitôt comme une bonne affaire. On imagine volontiers que le banneret Frédéric-Samuel Ostervald et son gendre Jean-Elie Bertrand, directeurs de la Typographique, aient jugé que le *Système* qui faisait en France tant de bruit pourrait être, lui aussi, d'un excellent rendement.

³ Lettre à Voltaire, du 16 septembre 1770.

Il y avait là une affaire à ne pas manquer, malgré les risques qu'elle pourrait entraîner. Mais la Typographique se laissa tenter. Le 30 octobre 1770, elle écrit à un correspondant parisien : « Il se fait quelque part une édition du *Système de la Nature*, morceau très friand pour vos estomacs parisiens ⁴. » Le 5 novembre, c'est une invite à un libraire de La Haye : « Nous ignorons si vous faites entrer dans votre commerce certains ouvrages hardis qui ont, dans le monde, malheureusement trop de vogue. Nous recevrons dans peu un bon nombre d'exemplaires du *Système de la Nature*. S'il vous convenait d'en prendre, vous nous obligeriez de nous le mander à votre commodité : votre réponse influencerait sur le nombre que nous en commettrons ⁵. »

Qu'est-ce à dire ? Que faut-il entendre exactement entre les lignes de ces phrases prudentes ? La Typographique, à ce moment, ne songeait-elle encore qu'à acheter des exemplaires d'une édition imprimée ailleurs et à les revendre à ses clients ? (Ostervald affirmera, en 1771, qu'il s'était fait à Genève deux éditions « très fautives » du *Système*). Ou bien le texte que nous venons de citer marque-t-il déjà à mots couverts la ferme intention d'imprimer le *Système* sur les presses de la Typographique ? Impossible de le préciser. Quoi qu'il en soit, la tentation se fit irrésistible, au début de novembre, avant le 19 en tout cas, lorsqu'un libraire de Bruxelles, Boubers, passa par Neuchâtel et rendit visite à Ostervald et Bertrand. Il traita avec eux pour l'achat de diverses impressions et (c'est Ostervald qui parle ⁶) « proposa ensuite d'imprimer pour son compte cinq cents exemplaires du fameux *Système de la Nature* ». Ostervald commença par objecter à Boubers le devoir que lui imposait son serment d'imprimeur. Je le cite :

Nous lui répondîmes que nous ne pouvions, pour obéir à notre serment, lui promettre rien à cet égard, sans avoir obtenu la permission des censeurs. J'allai donc présenter le cas à M. le Maire de la Ville ⁷, comme censeur du Gouvernement. Il me répondit que, moyennant qu'on n'indiquerait pas dans le titre le lieu de l'impression et qu'on n'en débitât aucun exemplaire dans le pays, il nous en accordait la permission ; et, le censeur de la Ville ayant été du même avis, munis de ce double titre, nous mîmes donc la main à l'œuvre avec autant de diligence que de secret ; et, comme on nous demandait d'ailleurs le même ouvrage, nous en tirâmes un certain nombre d'exemplaires de plus ⁸.

⁴ Lettre à Daudet de Jossan, à Paris, *Copie de lettres* de la Soc. typ. ; vol. A, p. 239.

⁵ Lettre à Gosse et Pinet, à La Haye (*loc. cit.*, p. 245).

⁶ Lettre d'Ostervald à Lentulus, 4 juillet 1771 (*loc. cit.*, p. 419).

⁷ Samuel Petitpierre, conseiller d'Etat.

⁸ On verra plus loin que ce « certain nombre » se chiffre à plus de 1200.

Le 22 novembre, la Typographique écrit à Daudet de Jossan, à Paris : « Vous aurez en février des *Système de la Nature* à bon marché ; nous avons traité avec celui qui l'imprime⁹. » Dans la même lettre, nos éditeurs chargent leur correspondant parisien de leur procurer un exemplaire du *Système* et de l'envoyer à Neuchâtel « par cahiers séparés, de courrier en courrier. » En décembre, puis en février de l'an suivant, la Typographique annonce que l'impression est en train, qu'elle avance, que l'ouvrage va sortir « dans peu ». Le 9 mars, 500 exemplaires du tome I^{er} partent pour Bruxelles, à l'adresse de Boubers. Quelques jours plus tard, une circulaire à dix-huit libraires de l'étranger propose l'achat de l'ouvrage¹⁰. Le même jour, on écrit prudemment à Godefroy, à Rouen : « Il s'imprime dans notre voisinage le *Système de la Nature* ; s'il en était curieux, on pourrait s'aboucher avec l'imprimeur pour lui en procurer¹¹. » Fin mars, le second volume est presque achevé. Un mois plus tard, l'ouvrage est expédié de divers côtés. Le 2 mai, les 500 exemplaires du second tome sont envoyés à Boubers. « Tout allait au mieux. » (J'emprunte encore cette expression à Ostervald¹².)

C'est au début de juin que le scandale éclate à Neuchâtel. On devait avoir eu vent, hors des frontières de la Principauté, à Berne, à Bâle sans doute, de l'expédition de l'ouvrage dangereux. Des pasteurs de la ville reçurent « de l'étranger », un avis charitable. On leur signalait « le scandale » que causait dans d'autres cités suisses « ce qui s'imprime actuellement chez la Société typographique ». On nommait non seulement le *Système de la Nature*, mais aussi les *Questions sur l'Encyclopédie*, de Voltaire. Nos pasteurs s'alarmèrent. Ils prirent discrètement, et presque par ruse, leurs informations. Selon Ostervald, les deux ministres Petitpierre virent un exemplaire de l'ouvrage chez le maire de la ville. Celui-ci « leur permit de le lire dans son jardin ». Ils détachèrent alors un de leurs collègues, le pasteur Dardel, au libraire Fauche, « pour

⁹ *Loc. cit.*, p. 259. En France, les exemplaires prohibés de l'édition originale du *Système* se vendirent d'abord de 15 à 18 francs, puis de 4 à 5 louis ! (Naville, *op. cit.*, p. 103).

¹⁰ *Loc. cit.*, p. 362.

¹¹ *Loc. cit.*, p. 363.

¹² L'édition neuchâteloise du *Système* compte 2 vol. in-8°, comportant, dans le premier volume, 10 pages blanches plus 397 pages numérotées, suivies d'un verso et un feuillet blanc ; dans le second volume, 500 pages numérotées plus la table des chapitres, non numérotée. La page de titre porte la date de 1771 et l'indication de Londres comme lieu de l'édition. Sous le titre de l'édition neuchâteloise, on lit : « par M. Mirabaud, secrétaire perpétuel, l'un des quarante de l'Académie française. — Nouvelle édition à laquelle on a joint plusieurs pièces des meilleurs auteurs relatives aux mêmes objets. » — Une épigraphe empruntée à Pline se trouve sur la page de titre des deux volumes (dans l'édition originale, l'épigraphe du second volume était tirée de Lucrèce).

L'indication : « plusieurs pièces des meilleurs auteurs » désigne le *Réquisitoire* du chancelier Séguier, reproduit à la fin du second volume, p. 455-500.

l'engager à lui vendre un de ces livres, ce qu'il refusa absolument et ne voulut que lui en confier un premier volume en prêt sous le sceau de l'amitié et du secret ; et, malgré cela, ce ministre ne manqua pas de remettre incessamment ce volume au Doyen de la Classe qui, fondé sur ce fait, s'empressa de dire tout haut, lui et ses confrères, que ces livres se vendaient publiquement dans la ville, ce qui est contraire à toute vérité ¹³ ».

Les pasteurs en savaient assez. Ils convoquèrent la Classe, par devoir, le 5 juin, et débattirent sur les mesures à prendre, dans l'intérêt de « l'édification publique » et pour répondre « à l'attente de tout ce qu'il y a des zélés chrétiens ¹⁴ ». Ils arrêtaient le texte d'une Remontrance, qui fut présentée le jour même, par une délégation de six de ces Messieurs, aux Quatre-Ministres, et, le lendemain 6 juin, au Conseil d'Etat. Voici le texte de la Remontrance :

Monsieur le Président,

La Compagnie des pasteurs de cet Etat a l'honneur de s'approcher de vous, pour avoir celui de vous dire qu'il lui est revenu par des avis même de l'étranger que la Société typographique de cette ville avait actuellement sous presse des livres également licencieux et dangereux, comme les *Questions sur l'Encyclopédie*, où la Révélation est, pour ainsi dire, travestie et jouée, et le *Système de la Nature*, qui ne tend à rien moins qu'à rendre problématiques et à détruire, s'il était possible, la vérité de l'existence d'un Dieu et la certitude d'un avenir, ces précieux principes, et si nécessaires au repos des âmes et au bon ordre de la société. En conséquence de ce respectable avis, la Compagnie informée n'a pas cru pouvoir garder le silence et elle croirait se couvrir aux yeux du monde chrétien d'un blâme que la conscience d'un chacun de ses membres lui ferait bien plus vivement sentir que la voix publique, si elle ne venait vous témoigner, Monsieur le Président, et par vous à Messieurs du Gouvernement, et son étonnement et sa douleur à la vue de pareilles productions. Elle vient avec d'autant plus de confiance vous le témoigner qu'elle ne peut pas douter que sa démarche n'ait votre approbation et ne réponde à ce que vous attendez de fidèles ministres de la Religion. Et quant aux moyens les plus efficaces pour arrêter cette licence, la Compagnie n'a garde de rien insinuer à un sage Gouvernement. Elle estime donc qu'il doit lui suffire qu'étant informée elle n'affecte pas d'ignorer ce qu'elle sait : ce qui serait sans doute de sa part une bien scandaleuse indifférence.

La réaction des autorités fut prudente. Les Quatre-Ministres répondirent en annonçant que la Remontrance « serait portée au premier

¹³ Lettre d'Ostervald à Lentulus, du 15 juin 1771. (Copie de lettres A, p. 418.)

¹⁴ Actes de la Classe, 5 juin 1771. (Bibliothèque des pasteurs.)

Conseil, à partir de ce jour ¹⁵ ». Ostervald était en voyage. La séance du Conseil général fut fixée au 17 juin. La veille, le banneret écrivit de Bienne pour demander que l'affaire fût renvoyée de quelques jours encore. Le Conseil n'accepta pas ce renvoi. Il pria les Quatre-Ministres de se procurer immédiatement un exemplaire des ouvrages incriminés. Ils devaient être examinés par le censeur et ses adjoints. La chose faite, l'affaire serait portée à nouveau devant le Conseil. Immédiatement après la séance, le maître-bourgeois Bourgeois se présenta à l'Imprimerie de la Typographique et demanda les deux livres. Bertrand lui assura qu'il n'avait plus d'exemplaire du *Système* et qu'il ferait immédiatement brocher un exemplaire des *Questions sur l'Encyclopédie* pour le remettre, le lendemain, à l'autorité communale.

Quant au Conseil d'Etat, lorsqu'il eut connaissance de la Remontrance, il entendit un rapport oral du maire de la ville qui était aussi censeur de l'Etat. Samuel Petitpierre reconnut qu'en effet les deux ouvrages incriminés paraissaient à la Typographique. Il avait vu les *Questions sur l'Encyclopédie* et en avait permis l'impression « pour l'étranger ». Quant au *Système*, il prétendait n'avoir pas pu le voir, l'ouvrage étant déjà sous presse. Ostervald, désireux de hâter l'expédition du *Système* aurait dit au maire « qu'il ne pouvait le lui communiquer, car le seul exemplaire qu'il en avait était coupé pour servir à l'Imprimerie ». Ostervald promit en même temps de présenter l'ouvrage au censeur « dès qu'il serait à même d'en avoir un (exemplaire) ». Petitpierre réussit enfin à obtenir communication du texte dangereux. Il ordonna aussitôt de cesser l'impression ¹⁶.

Ce rapport entendu, le Conseil d'Etat délibéra et crut bon de « suspendre toute résolution à prendre sur la dénonciation vague que la Compagnie des pasteurs venait de faire jusqu'à ce que les deux ouvrages en question eussent été examinés ¹⁷ ».

Le mois de juin se passe et, on l'imagine, non sans effervescence. Ostervald s'agite, surtout que les pasteurs cherchent à s'en prendre à Bertrand. Henri-David de Chaillet, « jeune proposant » de retour de Genève, note dans son Journal :

J'allai demander à dîner à M. Bertrand... un peu passionné contre la Compagnie, qui, à l'occasion de ce *Système de la Nature*... avait fait des

¹⁵ *Plumitif des Quatre-Ministres*, 5 juin 1771. (Archives de la ville.)

¹⁶ *Lettres à Sa Majesté* (Archives de l'Etat), lettre du 26 septembre 1771, à Lentulus, à Potsdam.

¹⁷ *Manuel du Conseil d'Etat*, séance du 6 juin 1771.

démarches pour l'inquiéter, en sorte que le peuple de la campagne surtout, grâce à son peu de bon sens, le regardait, lui et M. le banneret, comme des impies et des athées. Et en effet, tous ceux à qui j'en entendis parler braillaient comme des bêtes ; et ma mère, et ma tante la Châtelaine, et M^{me} Guy, et M^{lle} Cartier, et le régent, tous ces saints criaient à pleine tête et déraisonnaient à l'envi.

Le 2 juillet, la Vénérable Classe se réunit. Le Doyen fait un rapport sur le contenu du *Système* et des *Questions sur l'Encyclopédie*. Il déplore les « funestes effets que pourraient produire de tels ouvrages dans les esprits mal instruits et dans les cœurs mal disposés, tant par rapport à la foi que par rapport aux mœurs ». Bertrand convoqué pour l'après-midi présente sa défense devant la Classe. On lui demande comment il concilie la publication de ces ouvrages avec le serment qu'il a prêté devant la Compagnie quand il a été reçu dans le Saint Ministère. Tout en ne doutant pas des sentiments qui animent ses collègues, Bertrand récuse leur compétence. Il prétend qu'ayant demandé à la Classe, deux ans auparavant, un congé, il ne relève plus d'elle en ce qui concerne son activité d'éditeur. D'autre part, il fait remarquer qu'à la suite du *Système*, il a fait imprimer une réfutation de l'ouvrage qu'il estime « complète et victorieuse ». La Classe ne se juge pas convaincue, mais ne voulant rien précipiter, elle renvoie Bertrand à la Générale du 7 août suivant. Jusqu'alors, il aura le temps de réfléchir¹⁸.

(A suivre.)

Charly GUYOT.

¹⁸ Actes de la Classe, 2 juillet 1771.

JEAN DE FRIBOURG ET MARIE DE CHALON LEURS ENFANTS ET LEUR HÉRITIER

(Suite et fin. — Voir ci-dessus, p. 42.)

Le dimanche 7 août 1429 « Madame acouchit de une belle fille entre six et sept heure devant midy⁴¹ ». Cette « belle fille » fut appelée Jeanne, comme on le voit dans le missel de la Collégiale :

Anno Domini m^{mo} cccc^{mo} xxix^{mo} die dominica⁴² nata fuit Johanna, filia illustris et potentis viri Johannis Friburgi et Novicastri comitis. Genita fuit, inquam, in Mariam de Cabilione, locorum predictorum comitissam⁴³.

Jeanne mourut l'année même de sa naissance, ainsi que l'atteste une dépense de 64 sols « pour l'enterrement de Mademoiselle⁴⁴ ».

En 1434, Marie de Chalon « jeut d'enfanz » pour la quatrième fois⁴⁵. La liste d'épices achetées à cette occasion par messire Etienne Bourrelier étant transcrite dans le journal de dépense à la date du 31 mai⁴⁶, l'enfant naquit probablement dans les tout premiers jours de juin. C'était une fille qui ne vécut que sept mois. Le lundi après Noël, Marie de Chalon avait dépêché à Berne un messenger porteur d'une lettre à l'adresse de maître Dietrich le physicien qu'elle implorait de guérir la toux de sa fille. Le médecin fut impuissant et l'enfant fut enterrée le 6 janvier, jour de l'Apparition. Après la cérémonie, pour laquelle on avait préparé six cierges avec quatre livres un quart de cire prêtée par le chanoine Darbassat, une somme de 70 sols 3 deniers fut distribuée « pour le depart de Mademoiselle », c'est-à-dire répartie entre les prêtres qui avaient officié⁴⁷.

En 1438, nouvelle « gesine » de la comtesse qui, à Vercel, donna le jour à une fille⁴⁸. L'enfant fut confiée à sa tante Claire de Fribourg,

⁴¹ *Dépenses*, vol. 187, fol. viij^{xx}xviiij v°. Quelques jours plus tôt, le clerc de la dépense et Othenin de Cléron avaient acheté à Fribourg « la provision des espices pour la gesine de Madame ». *Id.*, fol. vij^{xx}xij.

⁴² Cette note est inscrite au calendrier en regard du 7 août.

⁴³ Bibliothèque de la ville, n° 4820.

⁴⁴ *Recettes diverses*, vol. 42, fol. clxij.

⁴⁵ *Id.*, vol. 43, fol. iiij^{xx}xviiij.

⁴⁶ *Dépenses*, vol. 188, fol. cxxiiij.

⁴⁷ *Recettes diverses*, vol. 43, fol. lv, lxj v°; *Comptes*, vol. 210 et vol. 219, n° 656.

⁴⁸ *Id.*, vol. 43, fol. ccxxix v°, cclxxviiij v°; vol. 45, fol. iiij^{xx}ix v°.

sœur de Jean et femme de Jaquet de Diesse. On délivra 4 émines de froment pour les dépenses de « Clere qui est alee avec Mademoiselle ⁴⁹ », puis 5 émines encore « pour la garde de Mademoiselle puis le derrier jour de joing jusque au xxj^e jour d'ost ⁵⁰ ». Marie de Chalon fit faire pour sa fille un « coverteur » de drap ⁵¹ et, le jour de la Saint-Martin 1439, lui acheta une « grant pele ⁵² ».

En dépit des soins que lui prodiguaient sa mère et sa tante, « Mademoiselle » mourut en 1440, âgée de deux ans à peine. On relève dans les comptes quelques dépenses faites pour son enterrement. Mornenvech et Jean Trop fournirent du tissu rouge et du tissu noir, au prix de 43 sols, pour « le drap sus Mademoiselle ⁵³ ». Les sonneurs de cloches reçurent 10 sols, ceux « que firent le luminaire » et « ceulx du Vaultravers » reçurent 5 sols et 5 deniers pour leur « pidance » et le marguillier 5 sols. Les « lurements » dont on avait fait les cierges coûtèrent 15 sols à 1 sol la livre. On dépensa 2 sols en offrandes ⁵⁴, 57 sols pour le dîner de ceux qui assistèrent à la cérémonie ⁵⁵ et on distribua 4 livres lausannoises au « depart » des prêtres ⁵⁶.

Le dernier des enfants de Marie de Chalon, une fille, naquit à la fin de décembre 1445 ou dans les premiers jours de janvier 1446. Les comptes font allusion aux dépenses faites « tant pour la feste de Nouvel comme pour la gesine de Madame ⁵⁷ ». Le baptême eut lieu le 20 janvier, date à laquelle le clerc de la dépense nous apprend que « Monseigneur de Mortaul, Madame de Valengin, Madame de Varmarcoul y furent pour estre parins et marines de Mademoiselle ⁵⁸ ». La même année, on paya 10 sols « pour cassecte pour Mademoiselle ⁵⁹ ».

En 1447, tous les chanoines et chapelains de la Collégiale, ainsi que l'abbé de Fontaine-André, assistèrent à l'enterrement de l'enfant, après quoi il leur fut distribué 2 florins d'or et 19 sols ⁶⁰.

Rodolphe de Hochberg ⁶¹, *héritier du comté*. — Jean de Fribourg n'était pas le seul descendant de Véréne de Neuchâtel et d'Egon de

⁴⁹ *Recettes diverses*, vol. 43, fol. cclxxiiij v^o.

⁵⁰ *Id.*, vol. 44, fol. xij^{xxx} v^o.

⁵¹ *Id.*, vol. 45, fol. iiij^{xxx} viij v^o.

⁵² *Id.*, fol. iiij^{xxx} ix v^o.

⁵³ *Id.*, vol. 45, fol. xlvj.

⁵⁴ *Id.*, fol. xlvij.

⁵⁵ *Id.*, fol. xlvj.

⁵⁶ *Id.*, fol. xlvij.

⁵⁷ *Dépenses*, vol. 191, fol. 280 v^o.

⁵⁸ *Id.*, fol. 262 v^o.

⁵⁹ *Recettes diverses*, vol. 47, fol. cxi v^o.

⁶⁰ *Id.*, vol. 48, fol. cxvij. *Comptes*, vol. 219, n^o 821.

⁶¹ Sur Rodolphe de Hochberg et sa carrière politique et militaire, voir Ed. BAUER, *Négociations et campagnes de Rodolphe de Hochberg. 1427 (?) - 1487*. Neuchâtel, 1928.

Furstenberg, comte de Fribourg. Il avait un cousin, Guillaume de Hochberg, né du mariage d'Anne de Fribourg, sœur de Conrad, comte de Neuchâtel, avec Rodolphe de Hochberg, marquis de Rothelin. Guillaume avait épousé Elisabeth de Montfort dont il avait eu trois fils, Rodolphe, Hugues et Guillaume. Se trouvant dans une situation difficile, il s'était vu contraint, pour échapper à ses créanciers, d'abandonner, en 1441, ses biens immeubles aux deux fils qui lui restaient, Rodolphe et Hugues, lesquels, encore mineurs, avaient été placés sous la tutelle de Jean de Fribourg.

Depuis plusieurs années déjà, le comte de Neuchâtel s'était chargé de l'éducation du jeune marquis, comme on appelait Rodolphe de Hochberg. Celui-ci, né vers 1427, apparaît pour la première fois dans les comptes du receveur de Neuchâtel en 1433. Il passa dès lors auprès de Jean de Fribourg la plus grande partie de son temps. Les liens qui l'unissaient au comte furent resserrés encore par son mariage, en 1447, avec la nièce de Marie de Chalon, Marguerite de Vienne, fille de Guillaume de Vienne, seigneur de Saint-George, et d'Alix de Chalon.

Aussi lorsque la mort de sa fille cadette posa pour Jean de Fribourg le problème de sa succession n'hésita-t-il pas à choisir pour héritier ce petit-cousin devenu son neveu qu'il avait dès l'enfance traité comme son fils. Ce choix, qui fut officiellement connu à l'ouverture du testament du comte par l'official de Besançon le samedi avant le dimanche des Rameaux 1458 (*n. s.*), n'était certainement un mystère pour personne : Monseigneur le marquis et Mademoiselle la marquise, partageant l'existence de Jean de Fribourg et de Marie de Chalon, vivaient à leur cour en héritiers comme Jean Monseigneur et Mademoiselle avaient vécu à la cour de Conrad de Fribourg.

On sait qu'après la mort du comte Jean son testament souleva l'opposition de Louis de Chalon, prince d'Orange, son beau-frère, qui, en sa qualité de suzerain du comté, prétendait à la succession de Neuchâtel, et l'on se souvient que Rodolphe de Hochberg eut quelque peine à faire triompher ses droits.

Mort de Jean de Fribourg. — Jean de Fribourg mourut le dimanche des Brandons 19 février 1458 (*n. s.*) Cette date nous est fournie :

1) par le missel de la Collégiale dont le calendrier renferme quelques notes relatives à la chronologie des comtes de Neuchâtel, parmi lesquelles ces lignes à propos de Jean de Fribourg :

Anno Domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo septimo die decima nona mensis februarii obiit magnificus et potens dominus dominus Johannes comes Friburgi et Novicatri dominusque de Champlito in Burgundia ⁶².

2) par le Recueil du chapitre qui donne quelques renseignements sur les seigneurs de Neuchâtel et leur famille ⁶³ ;

3) par un acte relatif à la fondation faite par le comte d'une messe en l'église paroissiale de Neuchâtel, acte débutant par la date de la mort de Jean de Fribourg « le dimanche jour des Brandons auquel on chante en l'yntroïte de la messe *Invocavit me*, qui fut le xix^e ⁶⁴ jour de fevrier mil iiij^c lvij ⁶⁵ » ;

4) par les comptes qui font allusion à la mort de Jean de Fribourg en précisant qu'il trépassa « le dymenche jour des Bordes xix^e jour de fevrier l'an mil iiij^c lvij ⁶⁶ » ;

5) par le notaire Richard le Pic dressant « le registre des lettres receues après le trespassement de mon très redoubtez seigneur messire Jehan, conte de Fribourg et de Nuefchastel qui trespasit le xix^e jour de febvriez l'an mil iiij^c et lvij ⁶⁷ ».

Aucun de ces textes n'indique le lieu où mourut le comte. Est-ce à dire qu'il mourut à Neuchâtel ? Les comptes ne peuvent nous renseigner sur ce point, le journal de dépense n'étant pas conservé pour cette époque, qui eût sans doute signalé la présence de Monseigneur à la cour ou son absence. Boyve seul prétend que Jean de Fribourg mourut de la goutte à Rheinfelden où il était allé avec ses troupes ⁶⁸, mais nous ignorons sur quel document il base cette affirmation. Notons que les comptes ne signalent pas les dépenses qu'aurait occasionnées le transport du corps du défunt de Rheinfelden à Neuchâtel et ne font aucune allusion à une expédition d'armes que Jean de Fribourg aurait à ce moment dirigée sur les bords du Rhin. Ils se bornent à mentionner, en passant, la maladie dont mourut le comte ⁶⁹. Encore qu'ils n'indiquent pas quelle était cette maladie, on peut supposer que, comme le dit Boyve, il s'agissait de la goutte dont Jean de Fribourg souffrait

⁶² Bibliothèque de la ville, n° 4820.

⁶³ Fol. vij.

⁶⁴ Par erreur, le copiste a écrit XXIX.

⁶⁵ L5 n° 20.

⁶⁶ *Recettes diverses*, vol. 38, fol. iiij^{xx}ix v°.

⁶⁷ T. II, fol. iiij^{xx}ij v°.

⁶⁸ T. II, p. 40.

⁶⁹ « Durant la maladie et au trespas de Monseigneur cuy Dieu pardoint ». *Recettes diverses*, vol. 38, fol. iiij^{xx}x.

depuis longtemps et qui l'avait, en 1443 déjà, obligé à résigner sa charge de maréchal de Bourgogne ⁷⁰. En outre, il semble impossible que, si Jean de Fribourg était mort le dimanche des Bordes à Rheinfelden, on ait pu l'ensevelir le lendemain à Neuchâtel. Or c'est bien le lundi après les Bordes que Monseigneur et Madame de Valangin dépensèrent vingt sols « pour offrir a l'enterrement de Monseigneur de Fribourg ⁷¹ ».

Ce ne fut pas une grande cérémonie que l'enterrement du comte ⁷². Pour lui rendre les honneurs dus à son rang, pour organiser à sa mémoire un service funèbre solennel dont l'ordonnance fût minutieusement réglée, il fallait quelque loisir à son héritier. Or, Rodolphe de Hochberg, tout occupé à défendre contre Louis de Chalon ses droits à la succession du comté, avait d'autres soucis en tête. Les premiers offices religieux pour le repos de l'âme du défunt, son « septième ⁷³ » et son « trentenier ⁷⁴ » eurent lieu le septième et le trentième jour après sa mort sans faste et sans nombreuse affluence. C'est encore avec simplicité que fut célébré, le jour des Bordes 1459 (*n. s.*), l'« annual ⁷⁵ » du comte. Le lendemain commençaient les préparatifs de la cérémonie solennelle, dite « l'obsequ Monseigneur cui Dieu pardoint », dont la date avait été fixée par le conseil de Rodolphe de Hochberg au mardi avant Pâques fleuries 13 mars 1459 (*n. s.*). Les dépenses faites à cette occasion, notées au fur et à mesure, puis réunies en un cahier ⁷⁶, ayant été étudiées déjà ⁷⁷, nous ne reprendrons pas ici le récit du service funèbre et du repas offert ensuite aux assistants.

Dans son testament, Jean de Fribourg demandait à être enterré en l'église collégiale de Neuchâtel devant le grand autel :

Item je recommande mon ame a Nostre Seigneur, a la glorieuse Virge Marie et a toute la court celestiale, et mon corps, quant mon ame sera departie d'icelluy, vueil estre inhumé en l'esglise collegiale de Nostre Damme de Neuschastel devant le grant aulter, desoubz la grant pierre qu'est au plus près de ma sepulture ⁷⁸...

⁷⁰ A. PIAGET et J. LOZERON, *Jean de Fribourg et la goutte dans le Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XXI (1934), p. 205.

⁷¹ A 16 n° 3, fol. 30.

⁷² *Recettes diverses*, vol. 38, fol. xlviii; vol. 53, fol. xj^{xx}viii; *Comptes*, vol. 204, n° 653.

⁷³ *Recettes diverses*, vol. 53, fol. viij^{xx}xv, xj^{xx}viii; *Comptes*, vol. 204, n° 653; A 16 n° 3, fol. 30 v°.

⁷⁴ *Recettes diverses*, vol. 38, fol. lxiii v°; vol. 53, fol. ix^{xx}vij v°, xj^{xx}viii; *Comptes*, vol. 204, n° 653; A 16 n° 3, fol. 32; Richard le Pic, not., t. II, fol. iiij^{xx}xj v°.

⁷⁵ *Comptes*, vol. 207, n° 208.

⁷⁶ A 16 n° 5.

⁷⁷ Odette GIRARDIN, *Le service funèbre du comte Jean de Fribourg (1458)*, dans le *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XI (1924), p. 136. Voir aussi Jaqueline LOZERON, *La date de l'obsequ de Jean de Fribourg*, dans *Id.*, t. XXXI (1944), p. 125.

⁷⁸ O 6 n° 25.

Le Recueil du chapitre nous apprend que Jean de Fribourg fut, en effet, inhumé, selon son désir, devant le grand autel, dans la tombe de son père, c'est-à-dire dans le caveau où reposaient tous les comtes de Neuchâtel :

Mortem autem obiit illustris et magnificus dominus Johannes Friburgi comes supradictus anno Domini millesimo iiij^o quinquagesimo septimo et sepultus est ante magnum altare in sepultura patris sui domini Conradi comitis Novicastri ⁷⁹.

La sépulture au plus près de laquelle Jean de Fribourg voulait être enseveli était sans doute, comme l'a montré M. Arthur Piaget ⁸⁰, l'emplacement qu'il avait choisi pour sa statue dans le cénotaphe de la Collégiale. Cette statue, œuvre probablement du sculpteur Mathieu Ensinger, fut élevée après la mort du comte par son neveu et successeur Rodolphe de Hochberg et placée sur une console pareille à celle qui, de l'autre côté du monument, supportait la statue de Conrad de Fribourg, érigée par Jean de Fribourg et sculptée sans doute déjà par Mathieu Ensinger ⁸¹.

Les Archives de Neuchâtel ne possèdent pas le testament de Jean de Fribourg dans son intégrité, mais quelques fragments seulement ⁸² dont la copie fut faite en diverses occasions. Il avait été ouvert devant l'official de Besançon le vendredi avant le dimanche des Rameaux 1458 (n. s.) ⁸³.

« *Madame la grant* ». — C'est ainsi qu'à Neuchâtel, après la mort de Jean de Fribourg, on appelait Marie de Chalon, tandis que Marguerite de Vienne, jusqu'alors *Mademoiselle*, était devenue *Madame*. Madame la grant ne tarda pas à quitter la cour de son neveu pour s'installer à Vercel. Elle partit le 1^{er} mai 1458, accompagnée par Rodolphe de Hochberg dont les dépenses au Vautravers « en conduisant Madame la grant qui s'en aloit a Vercel » sont notées dans les comptes ⁸⁴.

⁷⁹ Fol. vij.

⁸⁰ *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XXV (1938), p. 58.

⁸¹ Voir Arthur PIAGET, *Le cénotaphe de la Collégiale*, dans le *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XXV (1938), p. 1, 49.

⁸² J 5 n° 10 (g), L 5 n° 20, M 5 n° 30, O 6 n° 25.

⁸³ O 6 n° 25.

⁸⁴ Le châtelain du Vautravers avait délivré 2 muids et demi d'avoine « pour les despens de Monditseigneur en convoyant Madame la grant le premier jour de may mil iii^elvij » (*Recettes diverses*, vol. 53, fol. ij^ex) et payé 4 livres 11 sols 10 deniers « es despens de Monditseigneur qui fut audit Vautravers le premier jour de may oudit an en conduisant Madame la grant qui s'en aloit a Vercel ». (*Id.*, fol. ij^exvij. — D'autre part, on voit que Girard Bouteiller avait remboursé « les bourrelz des chevaulx des chars de Madame de Fribourg quant elle partit de Neufchastel ». (*Id.*, fol. xij^{xx}iiij v^o.)

La succession de Jean de Fribourg suscita des difficultés entre sa veuve et son neveu. Ces difficultés, réglées par un arbitrage⁸⁵ auquel Rodolphe de Hochberg eut quelque peine à se soumettre, nous les laissons ici de côté, les ayant déjà exposées ailleurs⁸⁶. Dans l'ignorance où nous sommes des dispositions testamentaires prises par le comte en faveur de sa femme, il est malaisé de juger la conduite du marquis envers sa tante. Toutefois il semble bien qu'il cherchait avant tout à ménager ses intérêts personnels sans trop se soucier des droits de la comtesse. Aucun document, il est vrai, ne nous apprend comment et quand se termina le différend et ne nous montre si Marie de Chalon réussit à obtenir satisfaction avant de mourir.

Il suffira de rappeler simplement ici que Madame la grant gardait Cerlier qu'elle avait apporté en dot à Jean de Fribourg et recevait en douaire les seigneuries de Vercel et de Vuillafans-le-Neuf qui, à sa mort, revinrent au comte de Neuchâtel, alors que Cerlier devenait possession du prince d'Orange, héritier universel de la comtesse.

Marie de Chalon mourut le 27 avril 1465, à en croire les comptes⁸⁷ qui font allusion à la maladie à laquelle succomba Madame la grant⁸⁸ sans d'ailleurs donner aucun détail à ce propos. Le testament de la comtesse, dont il n'existe à Neuchâtel qu'un codicille de 1448⁸⁹, fut publié à Besançon le 20 juin 1465. On lit à ce sujet dans les comptes de Rodolphe de Hochberg :

A delivré le XX^e jour du mois de jung l'an mil iiij^e soixante et cinq a la publicacion du testament de Madame de Fribourg a maistre Jehan Aigremont que fait le propos pour Madame ung escu d'or, a Jehan Benoist ung florin d'or et pour les despens dudit Symon [de Cleron] et de Besencenot Phelebert avec luy que furent audit Besencon a ladite publicacion ung florin d'or, qu'est en some trois frans et huit gros. Ainssi iij frans et viij gros⁹⁰.

Jaqueline LOZERON.

⁸⁵ Le 22 avril 1458. M 5 n° 15.

⁸⁶ *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XX (1933) p. 93.

⁸⁷ *Recettes diverses*, vol. 55, fol. ij^e iiij^{xx} vij.

⁸⁸ *Comptes*, vol. 179, fol. 49 v^o.

⁸⁹ K 5 n° 14.

⁹⁰ *Comptes*, vol. 179, fol. 59.

BIBLIOGRAPHIE

Jean-Pierre Perret. — *Les Imprimeries d'Yverdon au XVII^e et au XVIII^e siècle*¹. — Il faut dire tout de suite l'intérêt de cet ouvrage qui, avant d'entrer dans la collection de la *Bibliothèque historique vaudoise*, a été présenté comme thèse de doctorat à l'Université de Neuchâtel. M. Perret apporte à l'histoire de l'imprimerie et des lettres en Suisse romande une contribution de grande valeur. Je tiens à le féliciter de s'être attelé, avec une belle persévérance, à une entreprise qui pouvait paraître ingrate, mais qui, achevée, se révèle fort utile pour tous ceux que la vie intellectuelle de la Suisse française, au XVII^e et au XVIII^e siècle, attire encore.

Entreprise ingrate, ai-je dit, parce qu'elle exige de patientes recherches, parmi des amas de documents dont un jeune chercheur ne voit peut-être pas tout de suite le parti que l'histoire en peut tirer. Le sujet abordé par M. Perret était, autant dire, neuf. Il faut reconnaître qu'il s'y est débrouillé avec intelligence, avec méthode, et que l'ouvrage qu'il nous offre jette un jour très vif sur l'activité de l'imprimerie et de la librairie, non seulement à Yverdon, mais dans toute la Suisse romande, du début du XVII^e au début du XIX^e siècle.

Entreprise utile ensuite, pour les bibliographes et les bibliothécaires d'abord, mais pour les historiens — et surtout les historiens des lettres — aussi. Il n'est pas facile de se représenter ce qu'étaient, il y a deux ou trois siècles, les conditions de travail des différents corps de métiers. Comment vivait une imprimerie ? Comment se préparait une édition ? Comment s'organisait et se faisait, en Suisse et hors de nos frontières, la vente des ouvrages ? A quel régime étaient soumis les ouvriers ? Ce sont là autant de questions importantes pour qui veut connaître de près l'économie d'une époque. Seuls des travaux de première main, comme celui qui nous est ici présenté, peuvent apporter là-dessus des réponses précises, et par là même satisfaisantes. A ce titre déjà, les recherches de M. Perret sont précieuses.

Mais il y a plus. Il s'agit ici du commerce des livres. Il s'agit de la vie de l'esprit, dans une de ses manifestations les plus hautes. Le catalogue, dressé par notre auteur, des impressions yverdonnoises — il remplit soixante-quatorze pages — pourra paraître à un lecteur superficiel chose presque superflue, et d'un assez faible intérêt. Félicitons, au contraire, M. Perret, de l'avoir dressé, on devine avec quelle peine. Ce sont de tels travaux qui permettent de prendre une vue exacte de ce que fut, en notre pays, aux siècles passés, l'activité intellectuelle. Bien sûr, nos ancêtres ne lisaient pas que les livres ici énumérés. Mais, interprété et commenté avec prudence et grâce à une large connaissance de la vie intellectuelle française, ce catalogue peut

¹ Lausanne, 1945, in-8°, 1 vol. ill., 467 p.

servir à nous faire mieux comprendre les goûts et les préoccupations, en un mot la culture, de la bourgeoisie suisse française d'autrefois.

M. Perret a limité ses recherches à l'histoire des différentes imprimeries yverdonnoises au XVII^e et au XVIII^e siècle. Et sans doute a-t-il bien fait. L'ouvrage, ainsi conçu, forme déjà un gros volume de quatre cent soixante-huit pages. M. Perret ne s'est pas proposé « d'étudier la technique de l'imprimerie aux siècles passés ». Il ne s'est occupé non plus « ni de la valeur intrinsèque des éditions yverdonnoises », ni de « l'influence que ces livres (à l'exception de l'*Encyclopédie*) exercèrent ou contribuèrent à exercer sur les contemporains ». « Somme toute, note-t-il dans son *Introduction* (p. 13), mon effort a consisté à réunir simplement tous les documents possibles concernant nos imprimeries, à les grouper sous différentes rubriques, à les commenter, en m'abstenant d'interprétations séduisantes mais hasardeuses. » Voilà qui est net, et tout à fait acceptable.

Peut-être cependant, est-il permis d'exprimer un regret. Sans vouloir inviter l'auteur aux « interprétations séduisantes mais hasardeuses », il me semble qu'il aurait pu, en une *Conclusion*, dégager de l'ensemble de son beau travail quelques vues générales. Il eût été possible, je crois, sans que l'auteur risquât de trop s'aventurer, de faire entrevoir au moins le parti que l'histoire des idées ou l'histoire des lettres peuvent tirer d'une étude menée avec un soin aussi minutieux. De cette *Conclusion*, M. Perret nous fournit d'ailleurs les éléments principaux dans les pages qu'il consacre à l'*Encyclopédie* d'Yverdon, dans d'autres encore, moins développées, traitant de Rousseau, de DuPeyrou et de la seconde édition de la *Lettre de Goa*. Il y a là — comme aussi sur Linguet et ses *Annales* — beaucoup de documents nouveaux, dont on pourrait tirer, je crois, plus de choses que ne le fait M. Perret.

Mais, dans le *Musée neuchâtelois*, il importe de signaler particulièrement les indications que l'auteur nous fournit sur les rapports des imprimeries d'Yverdon — celle de Félice, celle de Lex — avec l'établissement neuchâtelois de la *Société typographique*. Les archives de cette société, conservées aujourd'hui à la Bibliothèque de notre ville, ont constitué la source la plus abondante, la plus riche, à laquelle M. Perret a eu la chance de pouvoir puiser. Grâce à de multiples documents, M. Perret a mis en lumière beaucoup de points encore mal connus : collaboration dans l'impression, dans l'édition, dans la vente des livres, échange d'ouvriers, etc. Mais plus intéressants encore sont les textes inédits qui permettent d'évoquer dans leur humanité (en somme assez médiocre) les directeurs des *Typographiques* rivales. Qu'il est curieux, par exemple, le jeu d'Elie Bertrand — l'oncle de Jean-Elie, associé d'Ostervald à la *Typographique* de Neuchâtel — entre Félice et les imprimeurs de chez nous ! Et que les lettres citées, p. 287 et suivantes, révèlent bien les procédés commerciaux de ceux que le pasteur Chaillet appelait, dans son Journal, « mes Juifs de typographes » !

On pourrait taquiner M. Perret pour quelques-unes des notes de son ouvrage. Il se contente parfois, pour préciser l'identité de tel ou tel personnage, de résumer une notice du *Dictionnaire historique de la Suisse* : ainsi pour Emer de Vattel (p. 290), pour Jean-Elie Bertrand (p. 125). De telles

notes sont-elles bien nécessaires ? Et surtout lorsque — c'est le cas pour Bertrand — elles perpétuent une erreur. On lit, en effet : « Il a laissé une *Description des arts et métiers* en 19 volumes. » Or cette *Description* n'est pas de lui. (Voir mon étude, dans le *Musée neuchâtelois*, 1940-1941 : *Relations intellectuelles franco-neuchâteloises vers 1780*.) De même, les notes sur Sébastien Mercier, sur Ramond de Carbonnières sont bien insuffisantes. A propos de tels personnages, que n'ignore aucun historien des lettres, on souhaiterait ou des renseignements plus circonstanciés, avec références bibliographiques précises, ou le silence. Enfin, p. 138, à propos de Samuel Fauche, une inexactitude encore. Associé pendant quelques années à la *Typographique* de Neuchâtel, Fauche, au dire de M. Perret, « continua son commerce de librairie ». C'est trop peu dire. Il continua d'avoir aussi son imprimerie à lui. Une lettre d'Ostervald, du 8 mai 1781, nous donne toutes précisions à ce propos, en nous révélant les ennuis que Fauche créa à ses collaborateurs de la *Typographique*. Peut-être lira-t-on avec intérêt le passage suivant de cette lettre : « Nous avons formé, il y a environ douze ans, le professeur Bertrand et moi, une Société typographique avec le sieur Fauche, libraire établi dans cette ville, afin d'avoir quelqu'un du métier avec nous, mais en lui laissant la liberté de continuer son tripot particulier. Or, au bout de quelque temps, nous nous aperçûmes que le dit Sieur, qui était chargé de nos expéditions, ne manquait pas de fourrer dans les ballots, et sans notre aveu, quelques livres prohibés, tels que *le Gazetier cuirassé* et autres, pour son compte particulier, d'où étaient résultées des saisies à notre préjudice, ce qui, joint à quelques autres griefs, nous détermina à rompre société avec lui ; en sorte que, depuis dix ans, il n'a plus aucune part aux affaires de la Société typographique et a continué seul son commerce de librairie et sa petite imprimerie, tout comme il l'a voulu, s'occupant toujours de livres licencieux, à cause du haut prix qu'y met la corruption du siècle. »

Un mot encore : on souhaiterait qu'un historien neuchâtelois nous donne un jour une étude d'ensemble, comparable à celle de M. Perret, sur les imprimeries et le commerce des livres, à Neuchâtel, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Le sujet mériterait d'être traité. Quelques travaux d'approche me permettent d'affirmer qu'on y trouverait matière à un ouvrage du plus vif intérêt.

Charly GUYOT.

CHRONIQUE

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DU CANTON DE NEUCHÂTEL

*Séance administrative du samedi 29 juin 1946,
au château de Valangin.*

M. Faessler, président, ouvre la séance à 16 heures, devant 80 personnes environ. Il salue la présence de M. Samuel de Perregaux, qui compte 67 ans de sociétariat, et présente les excuses de quelques absents : MM. Arthur Piaget, Edgar Renaud, Louis Jacot, Louis Gœtschmann, René Junod, Henri Wille, Henri Sollberger, Samuel Robert.

Rapport du président. — L'effectif de la société a diminué d'une unité. Elle comptait, au 31 décembre, 619 membres. Nous avons perdu 15 membres par décès et 11 par démission ; en revanche, 25 admissions sont venues compenser, ou peu s'en faut, les départs.

Parmi les décédés, M. Faessler rappelle les noms de : Emmanuel Junod, professeur, secrétaire de la société de 1899 à 1923, membre honoraire ; Gustave Jequier, égyptologue, collaborateur à l'*Armorial neuchâtelois*, membre vétérans ; Georges Gallet, ancien fabricant d'horlogerie, numismate, membre vétérans ; Henri Rivier, professeur ; Charles L'Eplattenier, artiste-peintre ; Georges Borel, membre du comité ; Marcel de Coulon, ancien député au Conseil des Etats ; Charles Wuthier, ancien député, et rédacteur du *Neuchâtelois*.

Le *Messenger boiteux* de 1946 a été distribué gratuitement aux sociétaires. Le président recommande à chacun cette petite publication dont l'édition incombe maintenant à la société. Il signale qu'une commission a été désignée par le Conseil d'Etat pour s'occuper de la célébration du centenaire de la République, en 1948. La société y est représentée par plusieurs de ses membres.

Vétérans. — M. Faessler proclame membre vétérans M. Edouard Darbre, à Môtiers, entré dans la société en 1896.

Sections. — La section du Locle s'est intéressée à l'histoire des Girardet, qu'un monument, dont l'inauguration aura lieu l'année prochaine, rappellera aux générations futures.

Celle de la Chaux-de-Fonds a organisé deux conférences sur les incunables et les parchemins.

La section de Neuchâtel a tenu quatre séances. Ses membres ont, en outre, visité l'exposition de portraits neuchâtelois, à Neuchâtel, et celle d'art grison, à Berne.

Château de Valangin. — Le nombre des visiteurs s'est élevé à 3545, soit 163 de moins qu'en 1944. Les collections n'ont bénéficié d'aucun enrichissement. Des objets précieux, mis en lieu sûr pendant la guerre, ont repris leur place. Le château ayant été occupé par la troupe durant plusieurs mois, nous avons reçu un modeste dédommagement. La nouvelle pochette de vues du château est en vente chez le concierge.

Comptes de 1945. — Ils sont présentés par M. Jean Pettavel, trésorier.

| | |
|-------------------------------|-------------------|
| Recettes | Fr. 3666.35 |
| Dépenses | » 3355.09 |
| Excédent de recettes. | <u>Fr. 311.26</u> |

L'avoir de la société, au 31 décembre 1945, était de 6443 fr. 06. A cette date, les fonds spéciaux présentaient les soldes actifs suivants :

| | |
|--|---------------|
| Fonds des publications | Fr. 30,218.80 |
| dont Fr. 20,000.— forment la partie inaliénable. | |
| Fonds du consul Antoine Borel | Fr. 12,208.91 |
| Fonds Jaquet-Droz | » 11,428.10 |
| Fonds Alexandre Berthier | » 1,162.37 |
| Fonds Auguste Bachelin | » 8,913.55 |

Les comptes ont été vérifiés par MM. Maurice Clerc et Frédéric Dubois. Sur leur rapport, ils sont adoptés avec remerciements au trésorier.

Réception de nouveaux membres. — L'assemblée reçoit dans la société les candidats suivants : M^{me} Jean-Pierre Michaud, Bôle ; MM. Jacques Béguin, architecte ; Dr André Michaud ; René Favre ; Edmond Moser, tous à Neuchâtel ; Paul Weber, Valangin ; Louis Burgener, professeur, la Chaux-de-Fonds ; Jean Reymond, la Chaux-de-Fonds, et Gaston Bourgoïn, curé, Progens (Fribourg).

Nomination d'un membre du comité. — Pour remplacer M. Georges Borel, décédé, l'assemblée désigne M. André Petitpierre comme représentant du Val-de-Travers au comité.

Cotisation et budget. — La cotisation est maintenue à 5 fr. et le budget s'équilibre à 3450 fr. aux recettes et aux dépenses.

Fête d'été. — M. Gaston Clottu, conseiller communal à Saint-Blaise, invite la société à venir siéger dans son village, ce que l'assemblée accepte avec empressement.

Nomination des vérificateurs de comptes. — Les deux vérificateurs, MM. Maurice Clerc et Adolphe Lavoyer sont confirmés dans leur mandat, ainsi que le suppléant, M. Frédéric Dubois.

Travaux. — Après quelques minutes de suspension de séance, l'assemblée entend les deux travaux annoncés :

M. Charly Guyot : *Imprimeurs et pasteurs neuchâtelois : L'affaire du Système de la Nature. 1771.*

M^{lle} Elisabeth Borel : *David-Frédéric Borel, agriculteur au Val-de-Travers.*

L.M.

*Liste des travaux présentés à la section de Neuchâtel
pendant l'hiver 1945-1946*

- Dr Eugène Bach : *La cathédrale de Lausanne et les édifices qui l'ont précédée.*
M. Jacques Béguin : *Développement historique de Colombier.*
M. André Bovet : *Un ami du professeur Bourguet, le conseiller Gaspard Cunz, de Saint-Gall.*
M. Alfred Chapuis : *Claude-François DuBois, peintre sur émail.*
Dr Olivier Clottu : *Familles neuchâteloises éteintes : les Carissime et les Marchandet.*
M. Jacques Henriod : *Quelques notes sur le pasteur Jonas de Géliou.*
M. Léon Montandon : *Jean-Frédéric Ostervald, cartographe neuchâtelois ; avec exposition de ses cartes neuchâteloises.*
M. Alfred Schnegg : *De Thionville à Neuchâtel, le notaire Pierre de la Haye.*

La section, d'autre part, a participé, avec les Sociétés de géographie et des sciences naturelles, à l'organisation de la conférence donnée par M. l'abbé Breuil sur : *La caverne peinte de Lascaux* (Dordogne).

LXXIV^e réunion annuelle à Saint-Blaise, le 7 septembre 1946.

Les historiens neuchâtelois peuvent vraiment dire qu'ils ont été favorisés pour leur fête annuelle. Lorsque les organisateurs voyaient, dans les jours qui la précéderent, la pluie tomber à torrent, ils ne pouvaient guère espérer qu'une fois de plus le soleil serait fidèle au rendez-vous. Et le soleil n'a pas fait défaut.

En ce samedi matin, on s'affairait à Saint-Blaise. Il fallait décorer le temple afin de masquer les blessures d'une exploration des murs en vue d'une prochaine restauration. On mettait en hâte des drapeaux aux fenêtres, on tendait des guirlandes au travers des rues, tandis que devant le collège les autorités attendaient leurs hôtes. Elles leur offrirent, suivant une tradition appréciée de chacun, la sèche accompagnée d'un verre de vin blanc ou d'une tasse de thé.

Au temple, M. Faessler ouvre la séance en saluant la présence de M. Marcel Roulet, vice-président du Conseil communal de Saint-Blaise, de M. Cuhe, président du Conseil général, de M. Hans Nabholz, président d'honneur de la Société générale suisse d'histoire, accompagné de M. Paul Roth, archiviste de l'Etat de Bâle, de M^{me} Delhorbe et de M. Louis Junod, représentants de la Société vaudoise d'histoire, de M. Edouard Eichholzer, délégué de la Société bernoise, tandis que Soleure nous avait envoyé ces amis fidèles que sont MM. Pinösch et Appenzeller.

Le président rappelle les principales étapes du passé de Saint-Blaise, des stations lacustres à l'occupation du village par les hommes du général Oudinot en 1806.

Avec M. Eugène Terrisse nous parcourons quatre siècles de l'histoire de sa maison. Construite vers 1566 par François Brenier, notaire, elle vit défiler dans ses murs les Lahire, les Tullemont, et enfin l'ancien intendant des Antilles françaises, Philippe-Athanase Taesch, d'origine grisonne. On a tenté, mais en vain, d'apparenter la famille Taesch à celle des Tascher de la Pagerie, à laquelle appartenait l'impératrice Joséphine.

Le *Règne des Philippin* ne peut qu'être brièvement raconté par M. Louis Thévenaz. Procéduriers, chicaneurs, ces pasteurs, durant plusieurs générations, causèrent bien des embarras à la Vénérable classe et des ennuis à leurs paroissiens, qu'ils fussent de Neuchâtel, de Saint-Blaise ou de la Sagne.

Après la promenade dans le village, sous la conduite de la fanfare, les historiens, au nombre de 144, s'installent au Cheval-Blanc, autour de tables fort bien servies. La bienvenue leur est souhaitée par M. Marcel Roulet, au nom des autorités locales, puis M. Nabholz lui succède, ainsi que M. Eichholzer, cependant que le président, cédant à la demande de plusieurs, impose la parole à M. Charly Clerc. Ce fut l'occasion, pour ce dernier, de faire l'éloge de l'histoire locale, que devait illustrer si bien M. Gaston Clottu par un exposé très fouillé sur le vieux Saint-Blaise, ses industries, ses maisons, ses familles, suivi d'une visite fort intéressante du village.

Nouveaux membres. — La Société d'histoire a reçu comme nouveaux membres, dans la séance au temple, les personnes suivantes : M^{lle} Claire Dessoulavy, Saint-Blaise ; MM. Jean Courvoisier, licencié ès lettres, Neuchâtel, Jean Golay, Saint-Blaise, Paul-Albert Piaget, étudiant, Neuchâtel, Raoul Steudler, la Chaux-de-Fonds, Jean-Jacques Thorens, notaire, Saint-Blaise, Willy Perriard, pasteur, Cernier, Louis Grisoni, président de commune, Cressier.

Musée neuchâtelois. — Après l'allocution du président, M. Louis Thévenaz a lancé un appel en faveur du *Musée neuchâtelois*. Notre excellente revue d'histoire, qui paraît à raison de quatre fascicules depuis la guerre, reviendra à ses six cahiers dès 1947. Le prix de l'abonnement subira naturellement le contre-coup de cette mesure. Les membres de la société payeront donc, pour six fascicules, un abonnement de 10 fr., et les non-sociétaires 12 fr. 50. Nul doute que les fidèles abonnés du *Musée neuchâtelois* ne comprennent et n'acceptent cette légère augmentation. Bien plus, nous espérons qu'ils engageront leurs amis à s'y abonner afin d'assurer, par un plus fort tirage, l'avenir de l'organe de la Société d'histoire.

L. M.

Pestalozzi et les Neuchâtelois. — Les Neuchâtelois qui liront le premier volume¹ des lettres de Pestalozzi qui vient de paraître par les soins conjugués de la Bibliothèque centrale de Zurich et du Pestalozzianum, dans l'idée de se renseigner sur ce qui se faisait et se disait dans le pays de Neuchâtel en 1767 et 1768, pendant le séjour qu'y fit Anna Schulthess, seront un peu déçus.

¹ J.-H. PESTALOZZI, *Sämtliche Briefe*. Orell-Füssli, Zurich, t. I, 1946.

Neuchâtel, le Val-de-Travers, Saint-Blaise occupent pas mal de lignes dans l'index très soigneusement établi, mais il s'agit de la seule mention des lieux, ou des débouchés que les fabriques d'indiennes offraient à la garance que Pestalozzi apprenait alors à cultiver à Kirchberg.

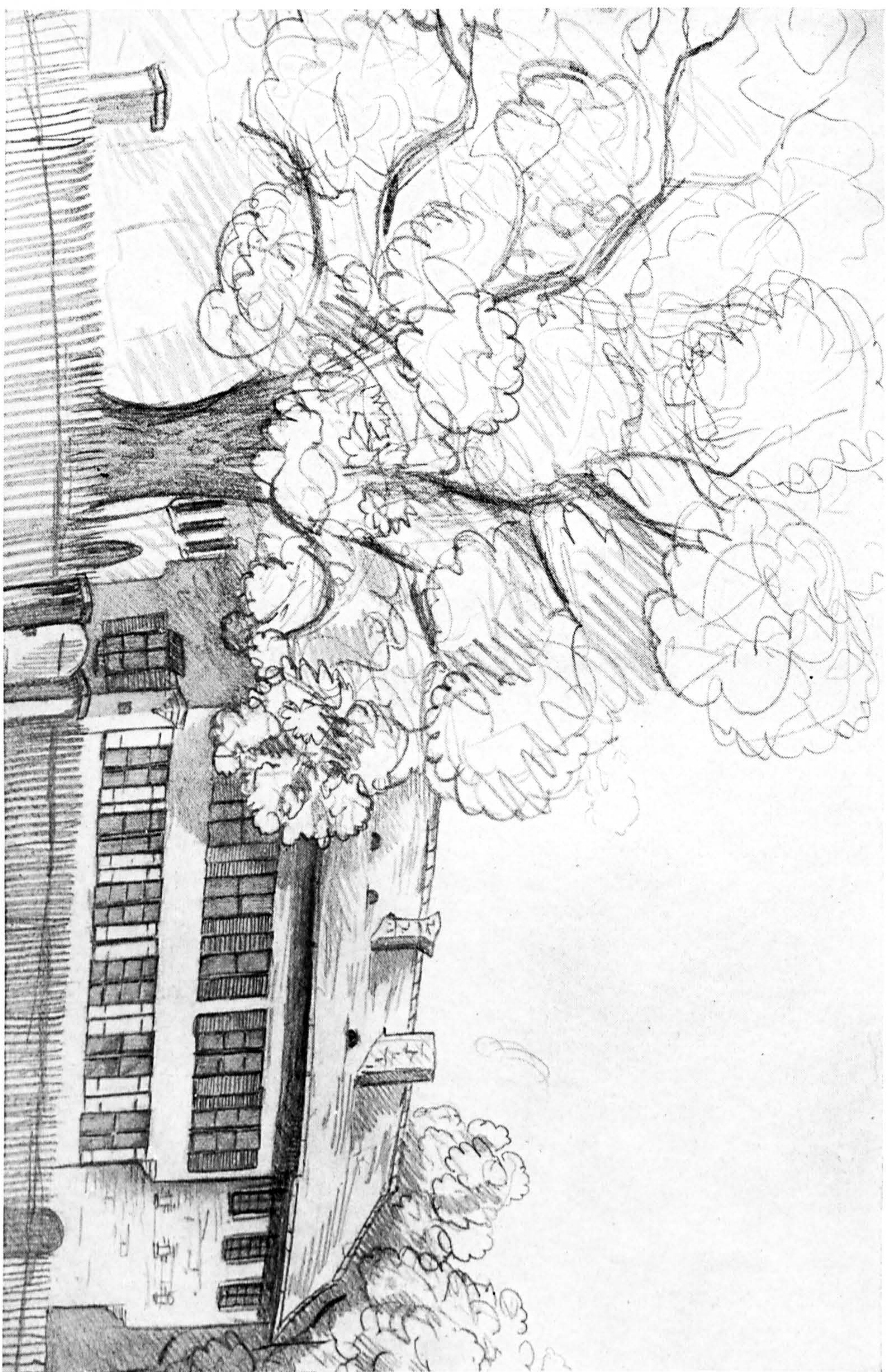
Les lettres de Neuchâtel arrivent à Bienne le dimanche, le mardi, le jeudi et le vendredi (p. 210). « On a ici (à Neuchâtel), écrit Anna Schulthess, d'effroyables préjugés sur Zurich. Est-ce qu'on s'y habille comme vous ? je croyais qu'on était toujours en noir », m'a dit une petite dame ; et une autre : « Est-ce qu'on peut aussi s'y passer le temps avec des jeux et de l'imagination ? » ; ou encore quelqu'un : « Ce n'est pas possible que j'aie appris mon français à Zurich. On tiendrait Suzette (Motta, sa future belle-sœur) pour perdue quant à la façon de vivre si je ne démontrerais pas un peu le contraire (p. 208, 209, 229). Le temps des concerts commence aujourd'hui. (*Heute gehet das Concert wetter an.*) »

Au point de vue étroit auquel nous nous plaçons ici, l'intérêt du livre est de rappeler l'attention sur le jeune pasteur Schulthess allié Motta, beau-frère de Pestalozzi, qui, à quelques années de là, sera pasteur allemand à Neuchâtel, et sur la parenté de Ferdinand-Olivier Petitpierre, le propre oncle de la femme de Schulthess.

Les notes relatives à ces personnages ont été puisées par les éditeurs à la meilleure source, auprès de M. Léon Montandon. Ils ont été moins heureux, me paraît-il, quand (p. 255), à propos d'un fermier que M^{me} Motta désirait faire venir du canton de Berne, et des difficultés que l'autorité neuchâteloise oppose à un anabaptiste, ils écrivent : « Neuchâtel était alors domaine prussien et dès lors dépendant d'influences étrangères. » Si l'on tient à invoquer des influences étrangères pour expliquer l'intolérance du Conseil d'Etat ou de la Classe, celle de Leurs Excellences suffit ; celle de Frédéric II n'allait pas, comme on sait, dans le même sens.

Mais ces lettres passionnées d'une correspondance clandestine, évoquant celles de la *Nouvelle Héloïse* qui les précèdent de cinq ans (vertu, sensibilité, pleurs) n'ont pas été écrites pour doubler le *Musée neuchâtelois*. Elles charmeront le lecteur qu'un grand amour contrarié ne laisse pas indifférent ; elles l'amuseront en lui faisant constater l'incapacité du jeune Zuricois à écrire en français la moindre phrase correcte ; elles éclairent d'un jour émouvant les débuts de cette grande existence si lente à trouver sa voie.

P. B.



LA MAISON DU TILLEUL, A SAINT-BLAISE

Dessin de Frédéric-Eugène Terrisse (1806-1840)



LA MAISON DU TILLEUL, A SAINT-BLAISE

Dessin de Frédéric-Eugène Terrisse (1806-1840)

QUATRE SIÈCLES A L'OMBRE DU TILLEUL DE SAINT-BLAISE

En 1790 paraissait à Londres un ouvrage dû à la plume d'une Française, M^{me} Gauthier, mais publié sans nom d'auteur, sous le titre *Voyage d'une Française en Suisse et en Franche-Comté depuis la Révolution*. Ces deux volumes durent être beaucoup lus, à en juger du moins d'après la fatigue de la reliure des exemplaires appartenant à la Bibliothèque de la ville de Neuchâtel. Plusieurs chapitres sont consacrés au Pays de Neuchâtel, dont la narratrice décrit avec sympathie, et non sans verve, la nature, les habitants, les mœurs et les coutumes. Quelques lignes seulement se rapportent à Saint-Blaise, et encore elles ne parlent que d'une seule maison de ce village, en ces termes :

Nous descendîmes à Saint-Blaise, village qui traverse la route, pour voir une maison à vendre depuis le malheur arrivé au président Tascher, qu'un laquais trouva mort dans sa serre ; une balle lui avait fait sauter le crâne. Le jardinier assure que le fusil, qu'il rapporta lui-même, était appuyé contre le mur à plus de vingt pas de son infortuné maître. On n'a pas eu d'autres détails sur ce funeste événement.

M. Tascher, ancien président du conseil supérieur de S. Domingue, s'était retiré dans cette campagne, qu'il avait achetée de M. de Tulmont, fils de M. Bergeret, receveur-général des finances de Paris. Il est impossible de tirer un plus joli parti d'une maison qui n'a ni façade, ni niveau, ni plain-pied. Les bâtiments séparés se communiquent par des galeries tapissées de papiers unis, sur lesquels on a collé une multitude de belles gravures dégagées de leurs bordures. La distribution des appartements, sans ordre, sans suite, est charmante ; les tentures sont fraîches, et les meubles du meilleur goût, ainsi que les peintures et sculptures. Les jardins sont spacieux ; la partie qui avoisine (car ils règnent autour) est plantée en bosquets et en allées sombres...

Quel mystère se cache derrière ce « funeste événement » survenu au « président Tascher », dont le nom même pose la question de sa similitude avec celui qu'avait porté comme jeune fille celle qui était alors la vicomtesse Joséphine de Beauharnais et qui, quatorze ans plus tard, devait occuper aux côtés de Napoléon le trône impérial de France ? Quels furent, avant et après le malheureux président, les habitants de cette maison,

dont la voyageuse de 1790 fait une si jolie description, et dont elle reconnaîtrait encore sans doute l'arrangement intérieur, malgré les notables changements que ses abords ont subis¹ ?

De Saint-Blaise au service des rois de France. — En 1368, Perrod Brenier, de Saint-Blaise, obtient la terre dite de Ruaux de Jannin le Prince. Son petit-fils, Jaquet Brenier, époux de Catherine Amyod, de Cornaux, reconnaît cette terre de Ruaux en 1434. Son fils Jehan, mort en 1517, fut lieutenant de Thielle en 1511, et son petit-fils François, époux de Jehanne Favre, de Saint-Imier, notaire, reconnaît la terre de Ruaux, qui est en vigne, en 1533. A la mort de ce François Brenier, ses biens sont vendus aux enchères, et sont rachetés entre autres par la commune, qui les revend, le 10 février 1566, pour 550 livres faibles, à Pierre et Blaise Berson. Mais, dans ce lot acheté par les deux frères, se trouve une maison, la première de celles construites à côté du tilleul, au carrefour des routes venant à l'ouest de la Maigrauge et au sud du village, et tendant, au nord, vers Voëns, et, à l'est, vers Cornaux et Cressier. Cette maison fut donc bâtie par le notaire François Brenier à une date indéterminée entre 1533 et 1566 ; elle aurait ainsi actuellement environ quatre siècles.

Les acquéreurs de 1566, Pierre et Blaise, étaient fils de Pierre Berson, d'Avoudray, comté de Bourgogne, mort avant 1561. Les descendants de l'aîné, Pierre, possèdent la maison jusqu'aux environs de la fin du XVII^e siècle, dans la lignée de Jehan Roulet, fils d'Isaac, de Dombresson, reçu communier de Saint-Blaise en 1597, gendre de Pierre Berson : en 1686, la veuve de Pierre Roulet, belle-fille de Jehan, et son fils Jehan reconnaissent chacun une partie de la maison. D'autre part, Blaise Berson, coacquéreur de la maison en 1566, avait épousé la veuve de Benoît Bourgeois, de Wavre, et transmet en 1589 tous ses biens au fils de sa femme, Claude Bourgeois, reçu lui-même communier de Saint-Blaise en 1593. Ce Claude Bourgeois avait épousé vers 1609 Madeleine

¹ L'histoire de la maison appelée actuellement *la Maison du Tilleul* a déjà été étudiée par M. Jacques Petitpierre, dans un chapitre très attachant du premier volume de sa publication *Patrie neuchâteloise*. Nous renvoyons à cette étude pour des renseignements que nous ne relèverons pas ici, puisqu'ils sont déjà connus par elle. Outre les indications tirées des archives de la maison, nous avons bénéficié avec reconnaissance de celles qu'ont bien voulu nous fournir M^{lle} Marguerite Thorens et M. le Dr Olivier Clottu, de Saint-Blaise, et M^{me} Schreiber-Baumann, de Saint-Gall, ainsi que M. André Bovet, bibliothécaire de la ville, et MM. Thévenaz et Schnegg, archivistes de l'Etat. Nous avons également consulté avec profit certains travaux de feu Gustave Bünzli, instituteur à Saint-Blaise, et, pour ce qui concerne la famille Täscher, la magistrale étude de M^{me} Christine von Hoiningen-Huene, *Die Täscher- oder Tascherfrage*, dans le *Jahresbericht der historisch-antiquarischen Gesellschaft von Graubünden* de 1917.

Prince-dit-Lahire², petite-fille, par son père Andrey, de Jehan, bâtard reconnu en 1533 de Jaquet Prince-dit-Lahire, lieutenant de Madame la Princesse, le fougueux adversaire de Farel à Saint-Blaise. Est-ce par cette alliance Bourgeois-Prince-dit-Lahire que le domaine de Ruaux commença à passer dans la famille qui devait le posséder pendant près de deux siècles ? Quoi qu'il en soit, en 1686, la maison est reconnue partiellement par la veuve de Pierre Roulet et son fils Jehan mentionnés plus haut, et par Pierre Prince-dit-Lahire, ancien lieutenant de Thielle, cousin éloigné de Madeleine Bourgeois-Prince, dernière de sa branche.

En 1686, la maison construite près du tilleul par François Brenier et possédée ensuite par les frères Berson et leurs successeurs semble avoir été composée de quatre bâtiments contigus, formant un fer à cheval ouvert du côté de la route de Voëns. Au sud, à côté du grand arbre et un peu plus au nord, deux corps de logis correspondant à peu près à la maison principale actuelle et à celle du jardinier, appartiennent au lieutenant Pierre Lahire, mais sans la galerie et le « couvert » qui unissent maintenant les deux immeubles, en bordure de la route. Au fond de la cour, à l'est, et à l'est de la première maison Lahire, deux autres logis, recouvrant la cour actuelle et l'emplacement de la tonnelle, appartiennent à la famille Roulet. Ces quatre bâtiments, d'après le plan cadastral de 1686, sont ombragés par un arbre imposant, le tilleul, alors indépendant de ces maisons, mais antérieur à leur construction, ce qui porte son âge certainement à plus de quatre siècles.

Dès lors, c'est la famille Prince-dit-Lahire qui va devenir, au XVII^e siècle, seule propriétaire de l'ensemble des maisons et du domaine, mais pas encore du tilleul. C'est aussi elle, sans doute, qui a donné à l'immeuble sa configuration actuelle, en abattant le logis qui recouvrait la cour à l'est et en le remplaçant à l'ouest par la galerie qui réunit les deux bâtiments du sud et du nord, en élevant la tourelle, tout en laissant, à l'est du bâtiment principal, et appuyée contre lui, une ferme qui a subsisté jusqu'en 1831.

Pendant près de deux siècles, la maison appartient à cette famille Prince-dit-Lahire, qui fut l'une des plus illustres du village de Saint-Blaise. Son histoire a été écrite, en particulier par M. le Dr Olivier Clottu, dans une fort intéressante étude publiée il y a une dizaine d'années

² Nous écrivons « Lahire », un nom qui se trouve, dans des documents et des actes, sous les formes Lahyre, Lahyre, La Hire et de Lahire ou de La Hire. L'orthographe Lahire que nous adoptons se trouve en tête d'un petit volume de notre bibliothèque : *Lahire 1703*, de la main probablement du brigadier Jean-Pierre de Lahire.

par le *Bulletin de Saint-Blaise*. C'est d'ailleurs également au Dr Clottu que nous sommes redevables des renseignements que nous venons de donner sur la maison. L'origine de cette famille remonterait à la dynastie même des comtes de Neuchâtel, par le comte Amédée, mort en 1287, qui aurait eu un bâtard, Janin, dénommé « le Prince ». Ce Janin avait reçu du comte des champs, prés et ouches gisant sur le territoire de Marin, en contre-partie desquels il devait entretenir continuellement un sergent au château de Thielle. En 1375, la comtesse Isabelle, dernière représentante de la ligne directe des Fenis-Neuchâtel, affranchit de cette charge Perrette, fille du dit Janin le Prince. Les descendants de cette Perrette, alliée peut-être à un Brunier de Saint-Blaise, se faisaient aussi appeler Prince ou le Prince. Ils se distinguèrent souvent dans la carrière des armes, et c'est sans doute à leur tempérament belliqueux qu'ils durent leur surnom de la Hire. Ce terme peut venir du vieux français *ire*, signifiant colère ; le mot hire désigne aussi, en Bourgogne, le grognement du chien qui va attaquer le sanglier. De toute façon, la famille Prince-dit-Lahire mérita, durant plusieurs générations, ce surnom, qui finit par remplacer le patronyme. L'arrière-petit-fils de Perrette fut ce Jaquet Prince-dit-Lahire, dont nous avons déjà parlé, lieutenant de Saint-Blaise et de la Châtellanie de Thielle. Il guerroya en 1530 avec le contingent neuchâtelois parti au secours de Genève. En 1531, Farel est de passage à Saint-Blaise et y prêche, comme il le faisait partout. Le vicaire Jacques Prince, qui n'était pas parent du lieutenant Jaquet, l'appelle *hérétique*, tandis que le lieutenant ameute le peuple et le lance en armes contre le réformateur, qui fut près d'être massacré. Berne, protectrice de Farel, s'élève, de même que les bourgeois de Neuchâtel, qui avaient déjà adopté la Réforme. Une contre-offensive s'organise, les autels de Saint-Blaise et de Fontaine-André sont ruinés, et les deux Prince adversaires de Farel, Jaquet et Jacques, sont emmenés en ville et détenus prisonniers quelques jours.

Les descendants du fougueux lieutenant semblent d'ailleurs s'être ralliés sans peine aux idées qu'il avait lui-même combattues et avoir gardé la confiance de leurs compatriotes. Un fils de Jaquet, Blayse, fut comme lui lieutenant de la Châtellenie et franc sujet. Un petit-fils de ce Blayse, Pierre, fut justicier et gouverneur de Saint-Blaise en 1641. A cette époque, la famille, qui jouait déjà, depuis plus d'un siècle, un rôle important dans la communauté, n'occupait pas encore, nous l'avons vu plus haut, la maison de Ruaux, alors propriété des descendants de Pierre et Blaise Berson. Les Prince-Lahire, d'après les renseignements

du Dr Clottu, possédaient au village la demeure qu'a remplacée la maison des émigrés ou Petite-France, propriété actuelle de M. le professeur Baer.

Mais l'horizon de Saint-Blaise, si beau qu'il fût déjà, ne suffisait plus à cette famille avide d'aventures et de gloire. Le justicier Pierre Prince eut huit enfants, dont trois fils, Jacques, Pierre et Siméon. Le second, Pierre, fut, nous l'avons vu, l'un des copropriétaires de la maison de Ruaux en 1686. Pierre Lahire, receveur de Thielle et capitaine des troupes de la Châtellenie, vivait au temps où le Pays de Neuchâtel était profondément divisé à propos de la tutelle de son prince, l'abbé d'Orléans. Cet abbé, frappé de démence, vivait à Dijon, où une députation, en 1673, obtint non sans peine d'apercevoir de loin, dans le jardin d'un couvent, son souverain déguisé en sultane, puis, par un trou pratiqué avec un perçoir, de regarder un instant Son Altesse dîner³. La tutelle et la succession éventuelle étaient ardemment disputées par la duchesse de Longueville, mère du prince, et par la demi-sœur de l'abbé, la duchesse de Nemours, cette dernière devant l'emporter, après maintes péripéties, et régner seule paisiblement sur Neuchâtel de 1699 à 1707.

Les Lahire de Saint-Blaise étaient farouchement nemouristes, déjà à une époque où leur cause paraissait mauvaise, la duchesse de Longueville ayant reçu l'investiture du Comté par le tribunal des Trois-Etats. En 1673, le capitaine Pierre Lahire se rend au Landeron, secourir les habitants, de sympathies nemouristes, mais occupés par une garnison aux ordres de la duchesse de Longueville, commandée par le marquis de Saint-Micaud. Ce qui aggravait la situation, c'est que la duchesse de Nemours était elle-même installée tout près, à la Neuveville. Trompé par Saint-Micaud, le capitaine Lahire est fait prisonnier, mais relâché peu après grâce à un stratagème de ses soldats, qui se retirent avec lui aux cris de « Vive Madame de Nemours ! ». Le même soir, le marquis de Saint-Micaud était assassiné dans la ville du Landeron. Quinze jours plus tard, la duchesse de Nemours, voulant témoigner son amitié à Pierre Lahire, fit présent à sa femme d'un collier d'or. Peut-être aussi la duchesse se souvint-elle de son partisan de la première heure, lorsqu'à son avènement définitif à la souveraineté de Neuchâtel en 1699, cinq ans après la mort de Pierre, elle confère la noblesse à deux de ses fils, Jean-Pierre et Isaac.

D'ailleurs, c'est pour d'autres raisons encore que les deux derniers représentants à Saint-Blaise de la famille Prince-Lahire furent annoblis.

³ Ch. GUYOT, *Neuchâtel, histoire d'une cité*, éd. « La Neuchâteloise », p. 113.

Si Pierre, dont nous venons de parler et son frère cadet Siméon, gouverneur de Saint-Blaise en 1679, firent leur carrière, comme leurs ancêtres, dans leur village, déjà leur frère aîné Jacques avait cédé à l'appel du service étranger, auquel répondaient beaucoup de ses jeunes contemporains des cantons suisses et de leurs pays alliés. Jacques Lahire devint en 1678 commandant d'une compagnie levée en 1666 par le Schaffhousois Stinner et faisant partie du régiment de Stuppa, lequel passa, en 1692, sous le commandement du célèbre colonel Brendlé, l'un des officiers suisses qui fit la carrière la plus extraordinaire dans les armées de Louis XIV⁴. Stimulés peut-être par l'exemple de leur oncle, les quatre fils de Pierre Lahire, propriétaire de Ruaux, s'engagent dans les troupes suisses du roi de France. Jacques, leur oncle, après la mort de l'aîné Frédéric, obtient du roi de remettre sa compagnie au second de ses neveux, Samuel, qui fut tué à la bataille de Steinkerque, en 1692. Les deux frères cadets, Jean-Pierre et Isaac, firent une carrière plus longue que leurs deux aînés. Le plus jeune, Isaac, fut commandant de bataillon au régiment de Brendlé, mais put venir finir sa carrière dans son village de Saint-Blaise, où il habitait, avec la famille de son frère Jean-Pierre, la maison de Ruaux. Il y mourut le 11 août 1728, et il fut enterré dans le temple paroissial, dont il occupe l'une des deux tombes, l'autre étant celle du pasteur Louis-Constant Henriod, aumônier du camp de Valangin, et inhumé en 1834. L'honneur accordé à Isaac de Lahire n'alla pas sans quelques difficultés, les autorités de la paroisse s'étant rebiffées, n'ayant d'ailleurs pas été consultées, contre l'initiative prise, semble-t-il, par le châtelain Bugnot. Cette initiative rencontrait par contre l'assentiment des communiens de Saint-Blaise, « en considération et reconnaissance du legs pieux de 50 écus blancs que M. le capitaine de la Hire avait fait en faveur des pauvres de la commune ». Mais les autres communautés de la paroisse se montrèrent longtemps intransigeantes, et le conseil ne céda que deux ans après, en février 1730, en demandant toutefois à la Seigneurie de décider, en faveur de la paroisse : « 1° que cet arrêt ne pourra point être tiré en conséquence contre les droits qu'elle estime avoir, prétendant que le temple lui appartient puisqu'elle en fait toutes les réparations ; 2° que l'on porte M. le Brigadier Lahire (Jean-Pierre, frère du capitaine) à donner quelque chose pour les pauvres de la paroisse qui n'ont rien eu ; 3° et enfin que mon dit sieur de Lahire lui donne un revers, comme il ne prétend point que cette tombe soit regardée

⁴ VALLIÈRE, *Honneur et fidélité*, p. 403.

comme appartenant à sa famille. » La tombe qui fut donc enfin posée porte sous les armoiries de la famille, cette inscription rendue presque illisible par les pas de nombreuses générations : « Ici repose le corps de noble Isaac de la Hire, commandant du second bataillon du régiment suisse de Brendlé au service de Sa Majesté Très Chrétienne. Né le 26 juillet 1866, mort le 11 août 1728. »

Cette relative ingratitude d'une partie de la paroisse à l'égard d'une famille qui lui faisait pourtant si grand honneur n'eut pas l'occasion de s'exercer à la mort du plus célèbre de ses membres, Jean-Pierre, le troisième fils du justicier Pierre Lahire. Sa tombe, en effet, ne se trouve pas à Saint-Blaise, où sa famille ne dut pas solliciter pour lui une place à côté de son frère, mais, bien loin de son village, à Spire sur le Rhin, où cet officier général vint mourir d'une blessure reçue peu avant au siège de Philippsbourg, où succomba également le maréchal de Berwick.

Il n'y eut guère, dans le Pays de Neuchâtel, de carrière militaire plus glorieuse que celle de Jean-Pierre Lahire. Elle a été tracée dans la *Biographie neuchâteloise* de Jeanneret et Bonhôte⁵, puis par MM. J. Petitpierre et O. Clottu. Pour ne pas répéter ce qui a déjà été publié, nous nous bornerons à transcrire une sorte d'état de service manuscrit, dû à la plume de l'un des petits-fils de cet officier, d'après le « livre du régiment » que le narrateur dit avoir feuilleté d'un bout à l'autre, et conservé par M^{lle} Marguerite Thorens :

Jean-Pierre Lahire, des Armées du Roy, natif de Neuchâtel en Suisse, est entré au service l'an 1671 dans la compagnie franche de Warnier où il a servi 6 ans 9 mois. Il est entré dans le régiment de Stoppa Comp. de Wittmer comme enseigne le 18^e février 1679. Sous-lieut. de la dite Comp. le 4 octobre 1681. Lieutenant dans la Comp. de Stoppa Lieut. Général le 21 décembre 1681. Capitaine-lieutenant de la même Comp. le 26^e décembre 1687. Capitaine dans le régiment de Stoppa qui fut après Brendlé l'an 1692. Lieut. Colonel de ce régiment le 22^e février 1705. Colonel par commission en 1713. Brigadier des Armées du Roy en 1721. Il s'est trouvé en siège de Condé, Valenciennes, Saint-Omer, Bouchain, Saint-Quillain, Cambray, Aire, Ypres, Gand, Mons, Charleroy, Namur, Furnes, Dixmude, Ath, et à deux de Huy, au secours de Charleroy et Maastricht. A la bataille de Mont-Cassel, où il a été blessé, à celle du Cateau près de Mons, où il a été blessé, à Furnes, Steinkerque où il a été blessé, à Nerwinde où il a été blessé, à un 3^e siège de Huy, de Taurbach, Tongres, Douai, le Quesnoy, Landau, à l'affaire d'Audemarde, à la prise de Château d'Arleux, à la bataille de Malplaquet⁶, à l'affaire de Denain.

⁵ 1863, t. II, p. 16.

⁶ Cf. VALLIÈRE, *op. cit.*, p. 402 : « (à Malplaquet) Le brigadier Pierre de la Hire, de Neuchâtel, retira les débris des Suisses de France. »

Si la première de ces dates peut être mise en doute, Jean-Pierre Lahire étant né en 1665, il n'en résulte pas moins de cette impressionnante énumération que l'enfant, parti de Saint-Blaise à 13 ans pour rejoindre les armées de Louis XIV, fournit une carrière militaire de près de 60 ans, carrière marquée par les aventures, les dangers et les actes de courage les plus extraordinaires. Le même narrateur que nous citons plus haut écrit encore :

Il était compris dans la nomination des Maréchaux de camp que l'on fit cette année, mais le brevet ne fut pas expédié par la nouvelle que l'on eut de sa mort... Il termina sa carrière à Spire, où il est enterré dans l'Eglise des Réformés. Voici l'épithèque que l'on voit sur sa tombe :

Ici repose le corps de Noble et généreux Jean-Pierre de Lahire, Brigadier des Armées du Roy, Colonel commandant le régiment suisse de Brendler. Né à Saint-Blaise, Principauté de Neuchâtel en Suisse le 20^e décembre 1665 et mort à Spire le 21 août 1734.

A Saint-Blaise, le nom des Lahire n'est plus rappelé que par la dalle funéraire du temple et par quelques indications cadastrales telles que « le bois Lahyre », au sud de Voëns, et « vers chez Lahyre » dans le quartier des Ouches. Avec raison, M. le Dr O. Clottu souhaite-t-il, à la fin de son étude, que ce nom qui illustra le village réapparaisse un jour dans celui d'une rue. Toutes les localités de notre pays n'ont pas, en effet, fourni un maréchal de camp aux armées des Bourbons. Récemment la commission des rues, nommée par le Conseil communal, a fait sienne ce vœu, qui mérite de ne pas être oublié.

Seul de ses frères, Jean-Pierre de Lahire s'était marié. De sa femme, Anne-Marie, fille de David Petitpierre, conseiller d'Etat et chancelier, et de Anne-Marie Meuron, il n'eut qu'une fille, Marie-Esther, née en 1704, qui devint seule héritière de la maison de Ruaux et des autres biens des Lahire. Cette fille unique fit un mariage qui dut plaire à son père, et le consoler peut-être de ne pas laisser d'héritier de son nom. François de Marval, son mari, né le 28 octobre 1692, était le fils de Samuel, capitaine aux gardes suisses, puis maître bourgeois, maire de Neuchâtel et conseiller d'Etat, et de Jeanne-Louise Thellung, fille d'un grand baillif d'Eguel et d'une Neuchâteloise, Louise de Merveilleux. Il appartenait à une famille originaire, selon la tradition, du Pays de Gex, établie ensuite à Genève, puis à Neuchâtel dont elle eut la bourgeoisie en 1608. Ainsi, la maison de Ruaux, après avoir appartenu, à part les Berson bourguignons, à des familles du terroir, les Brenier, les Roulet, les Bourgeois, les Lahire, passait à la première des familles

d'origine française qui allaient diriger ses destinées jusqu'à nos jours. Les Marval avaient déjà fourni au Pays de Neuchâtel plusieurs hauts magistrats, ainsi que des officiers au service de Savoie, de France et de Hollande. François lui-même, entré jeune dans les régiments de S. M. Très Chrétienne, fut fait sous-lieutenant le 13 octobre 1713 dans la compagnie de Lahire, régiment suisse de Brendlé. Il commença donc sa carrière d'officier sous les ordres de son futur beau-père, qui d'ailleurs, en 1726, lui fit résignation, avec l'approbation de la cour, d'une demi-compagnie qu'il sépara de la sienne. Le 1^{er} avril 1753, il fut fait lieutenant-colonel du régiment suisse de Boccard, le nouveau nom qu'avait pris le régiment de Brendlé; le 16 février 1755, il était colonel commandant du dit régiment. En 1759, son âge et sa santé l'ayant obligé à démissionner, le comte d'Eu, colonel général des Suisses lui fit part que « le roi, après avoir agréé sa démission avait ordonné de l'informer que S. M. pour reconnaître ses bons et anciens services l'avait nommé Brigadier général de ses armées, et que S. M. le décorait de l'Ordre pour le Mérite militaire qu'Elle venait d'instituer ». Ainsi, pour la seconde fois, la maison de Ruaux appartenait à un brigadier général des armées du roi de France. La tradition des Lahire était dignement continuée par la branche de la famille Marval qui avait pris sa succession.

Du service du roi à la faillite. — Jean-Pierre de Lahire, malgré ses nombreuses années de service à l'étranger, n'avait pas oublié son village, et il aimait sans doute à y revenir et à aménager et embellir la maison de Ruaux qu'il y possédait avec son frère Isaac. Ce sont eux probablement qui donnèrent à la maison son plan général actuel, faisant disparaître à l'est les constructions qui fermaient son accès aux vignes et jardins, pour les remplacer, comme nous l'avons dit plus haut, par la galerie et la tourelle actuelles. Le brigadier général semble n'avoir pas trop mal géré ses affaires, car, l'année avant sa mort, en 1733, il peut acheter à Jean-Frédéric Brun, maître bourgeois et lieutenant de Neuchâtel, une maison d'habitation située à Neuchâtel à la rue Saint-Maurice soit des Epancheux ou au Port-Coquillon, jouxtant de joran les granges et cour de la bannerette Le Chambrier, de bise et d'uberre des rues, et de vent la maison et la cour d'Alphonse Rolin et de Demoiselles Barbe et Suzanne Rolin. Jean-Frédéric Brun était le petit-fils du pasteur Girard, connu par ses démêlés avec la duchesse de Nemours, qui avait élevé le bâtiment vers 1675. Cette maison, actuellement à l'angle de la rue des Epancheurs et de la rue du Bassin, partagea dès

lors les destinées de la maison de Ruaux. Elle fut achetée en 1805 par André-César Terrisse, déjà propriétaire de la maison de Saint-Blaise, dont la famille se trouve posséder encore les deux demeures des Lahire.

François de Marval et Marie-Esther de Lahire gérèrent paisiblement ces différents biens jusque vers le milieu de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Leurs deux fils, Samuel et François-Louis suivirent la carrière militaire de leur père et de leurs deux grands-pères. Seul, François-Louis se maria et n'eut que trois filles, sans descendance. Mais la fille cadette des époux Marval-Lahire avait contracté une alliance qui pouvait paraître des plus brillantes. Françoise de Marval devint, en 1779, après la mort de son père, la femme d'un gentilhomme français Jean-Marie Bergeret, marquis de Tulmont, issu d'une famille de fermiers généraux, qui avait été officier dans l'armée de Chambéry et s'y était signalé par des dépenses déréglées. Est-ce à l'armée que Bergeret de Tulmont fit la connaissance du père ou de l'un des frères de Françoise de Marval ? En tout cas, le mariage ne fut pas heureux. La pauvre femme fut abondamment trompée et délaissée par son mari, et surtout elle finit par être complètement ruinée par ses prodigalités. C'est elle et son mari qui avaient retenu la maison de Saint-Blaise, et cette maison fut aussi entraînée dans la débâcle du prodigue marquis. M. J. Petitpierre, dans l'étude que nous avons citée, raconte ce désastre, d'après la correspondance échangée entre M^{me} de Tulmont et son homme d'affaires, le greffier Peters, d'Hauterive. Cette correspondance, propriété de la famille de M. le professeur Louis Baumann, révèle que dès 1787, pour se mettre à distance de ses créanciers, M. de Tulmont se serait fixé à Paris, où il serait mort, au dire de son frère avec lequel il était d'ailleurs complètement brouillé, à la fin de 1789 ou au début de 1790, « poursuivi par ses créanciers jusqu'à son dernier soupir ».

M^{me} Gauthier, dans le récit de voyage que nous citons au début de ce travail, donne encore une autre raison au départ de M. de Tulmont pour Paris. Après avoir décrit la maison qu'elle vient de visiter, elle ajoute :

M. de Tulmont, après une jeunesse longue et orageuse, avait épousé à Neuchâtel une demoiselle raisonnable, intéressante et d'une des premières familles de la ville, qu'il ne rendit point heureuse. Il s'était retiré avec elle dans sa maison de Saint-Blaise, qu'il s'occupait à embellir, quand, pour le malheur du ménage, il fit connaissance avec une comtesse de..., ancienne maîtresse du prince de Brunswick, qui venait d'acheter le Chanet, autre campagne près de Neuchâtel. M. de Tulmont en devint amoureux, il plut à Mad. de..., qui trouva tout simple de l'enlever à sa femme. Elle le conduisit à Paris; il vient de finir sa triste et courte carrière.

Si la voyageuse française a le tact, assez près des événements, de ne pas prononcer le nom de la fatale comtesse, les archives de l'Etat, par contre, veulent bien nous le révéler. Les dossiers de J.-J. Pernet, notaire, mentionnent en effet un « Contrat de vente par lequel Madame Antoinette comtesse de Brancony, née baronne d'Elnor, dame de la seigneurie de Languestein et Baillages de Sargstedt et Quenstedt, acquiert de Noble et vertueux Jérôme-Emmanuel de Boyve, bourgeois de Neuchâtel et Vallangin, conseiller d'Etat et chancelier de S. M. en ce pays, un domaine avec deux possessions y attenantes, le tout compris sous la dénomination de Domaine du Chanet situés dans la Mairie de Neuchâtel... Du 11 juillet 1787 ».

La comtesse ne conserva pas longtemps ce domaine, et le revendit le 28 juillet 1791 à « Monsieur Jacques Durozelle, négociant, originaire de St-Malo dans le Roïaume de France, ci-devant établi dans les colonies françaises ». D'après ce dernier acte de vente, la comtesse de Brancony demeurerait à Paris, rue Saint-Lazare, paroisse de Montmartre.

M. de Tulmont avait été accompagné, jusqu'au bout, par sa peu scrupuleuse amie, et sa femme, quand elle l'apprend, par des lettres du banquier Perregaux de Paris, a la magnanimité d'écrire : « La dame Branconie ne l'a pas quitté. Hélas... je suis bien aise que quelqu'un qui lui était agréable ne l'ait pas quitté et ait par ses soins adouci ses souffrances, et j'en sais gré à cette femme. » Et la malheureuse épouse ajoute ce mot sublime : « On craignait de me le dire et l'on avait tort ; j'aimais mon mari plus pour lui que pour moi⁷. »

(*A suivre.*)

Eugène TERRISSE.

⁷ Lettre du 16 février 1790 au greffier Peters à Paris.

IMPRIMEURS ET PASTEURS NEUCHATELOIS :
L'AFFAIRE DU SYSTÈME DE LA NATURE
(1771)

(Suite et fin. — Voir ci-dessus, p. 74.)

Au milieu de juillet, les choses se corsent encore. Voici que la ville et l'Etat reçoivent de Leurs Excellences de Berne une plainte officielle au sujet des deux ouvrages incriminés. Je donne ici le texte de la traduction de l'original allemand, faite sans doute par le Secrétaire de ville¹⁹.

Nos salutations prémises et ce que nous pouvons vous souhaiter de mieux, pieux, honnêtes, sages, bons amys, en particulier fidèles et chers voisins, bourgeois perpétuels.

Il nous est revenu qu'à Neuchâtel on avait mis sous presse deux livres des plus nuisibles et des plus dangereux, l'un intitulé le *Système de la Nature*, l'autre, les *Questions sur l'Encyclopédie*.

Ces rapports, s'ils sont fondés, nous font bien de la peine et nous affligent sensiblement. Ils nous obligent à des mesures pour empêcher l'entrée d'un ou de plusieurs exemplaires de ces livres (qui sont proscrits en France et dans d'autres Etats) en établissant pour cet effet une inspection très rigoureuse et publication d'ordonnance, qu'indépendamment de la confiscation des exemplaires les contrevenants seront punis avec toute la sévérité que les circonstances l'exigeront [*sic*].

Cependant, de quelque exactitude que soient nos précautions contre ces livres nuisibles et dangereux, elles seront infructueuses, si vous n'y concourez par vos soins et votre administration pour les interdire dans votre Ville et Principauté et dans les Etats voisins, et s'il était de votre bon plaisir, fidèles et chers voisins et bourgeois perpétuels, de vous emparer et de supprimer entièrement ce qui est sous presse de ces livres. Ce que nous abandonnons à vos sages pénétrations et à la vénération dont nous vous sentons animés pour ce qui intéresse la piété, le culte et les bonnes mœurs.

Nous vous recommandons, nos fidèles, chers amys, voisins et bourgeois perpétuels, à la protection puissante et suprême.

Donné le 18 juillet 1771.

Le Standhalter et Conseil de la Ville de Berne.

¹⁹ Correspondance avec LL. EE. de Berne, 1771. Lettre n° 1009. (Archives de la ville.)

Il faut bien que les Quatre-Ministres et le Conseil d'Etat prennent des mesures. On commence par répondre qu'on ne négligera rien pour empêcher la diffusion des deux ouvrages. Le 29 juillet, il dut se produire un incident qui vint encore compliquer la situation. Saisie de livres à l'imprimerie ? je ne sais ; mais le fait est que, le 3 août, en séance du Conseil général, on lit une lettre d'Ostervald résignant sa charge de banneret, « ne pouvant plus, dès ce moment, en exercer aucune fonction, après ce qui se passa lundi dernier relativement aux livres que la Société typographique a fait imprimer ²⁰ ». Coup de théâtre ! Le Conseil ne peut accepter sans autre cette démission, car Ostervald tient sa charge de la Générale Bourgeoisie. Le Conseil général décide de se réunir quatre jours plus tard. Ce jour-là, Marval, au nom des censeurs, présente un rapport. Une représentation sera faite au Conseil d'Etat. D'autre part, on lit une nouvelle lettre d'Ostervald qui, outre sa charge de banneret, abandonne tous ses autres emplois publics. La Générale Bourgeoisie est convoquée pour le 14. Le même 7 août, une nouvelle assemblée de la Vénérable Classe a été tenue. Bertrand ne s'y est pas présenté, mais il a envoyé une adresse à la Compagnie. Il y annonce sa renonciation totale au titre de pasteur, « de même qu'à toutes les prérogatives et fonctions qui en dépendent ». La Classe refuse de prendre en considération l'objet de cette lettre et rend un arrêt par lequel Bertrand est déclaré déchu du Sacré Ministère.

Quant au Conseil d'Etat, le voici saisi, le 8 août, d'une Remontrance des Quatre-Ministres ²¹ :

Les Quatre-Ministres prennent la liberté de vous représenter au nom du Conseil général qu'ayant été informés qu'il s'imprimait dans cette ville deux ouvrages très pernicioeux, l'un sous le titre de *Questions sur l'Encyclopédie* et l'autre le *Système de la Nature*, ils auraient [sic] nommé une Commission pour en faire un examen sérieux et réfléchi, laquelle fit hier, en Conseil, son rapport que nous avons l'honneur de vous remettre. Vous remarquerez aisément, Monsieur le Président, que le *Système de la Nature* renferme les sentiments les plus pernicioeux et les plus odieux, attaque visiblement la religion en niant l'existence d'un Dieu et la certitude d'un avenir et en adoptant le système inouï de l'athéisme, où l'auteur, non content d'exposer ses idées, y joint les plus insultants blasphèmes et cherche par ses maximes de politique à renverser toute espèce de gouvernement. Notre amour pour la religion, notre zèle pour son maintien et son affermissement nous engagent à avoir recours à MM. du Conseil d'Etat, à ce corps respectable par

²⁰ *Manuel du Conseil général*, 3 août 1771.

²¹ *Plumitif des Quatre-Ministres*, 8 août 1771.

les sentiments de piété et de religion qui font constamment la base de ses délibérations, pour le supplier de prendre en sérieuse considération ces deux ouvrages, surtout le *Système de la Nature*, et de donner les ordres que leur sagesse et leur amour pour le bien public leur inspireront, dans la vue de lever le scandale, que des livres aussi pernicioeux ont produit. Nous vous assurons en même temps, Monsieur le Président, que le Conseil de Ville concourra, autant qu'il dépendra de lui, pour témoigner à tout le public la juste indignation dont il est animé contre de pareils ouvrages.



Le Conseil d'Etat décide alors la rédaction d'un Mandement, qui sera publié dans toute la Principauté. Jérôme-Samuel Boyve, chancelier, est chargé de le composer. Le texte de ce Mandement sera approuvé par le Conseil d'Etat dans sa séance du 15 août.

Entre le 12 et le 15, le sort du banneret Ostervald est réglé. On a accepté sa démission, mais il s'agit de savoir si l'on procédera immédiatement à l'élection d'un nouveau banneret, ou si au contraire, vu le « délabrement » des finances de la ville, on attendra jusqu'en mai 1775 pour donner à Ostervald un successeur. Dans la séance de la Générale Bourgeoisie, le 14 août, la lettre d'Ostervald, présentant sa démission, est

lue. Immédiatement après, on décide de procéder à l'élection d'un nouveau banneret. Le Conseil général qui s'est réuni au début de l'après-midi propose aux bourgeois de la ville les deux noms de Louis Marval et Jean-Jacques Deluze. Le 15 août, Deluze est nommé par 353 voix contre 180 à Marval. La prestation des serments entre les mains du président du Conseil d'Etat a lieu immédiatement à l'issue de la séance, sur la terrasse de la Collégiale²².

Une semaine plus tard, soit le 22 août, le Mandement est expédié dans tout le pays²³.

²² *Manuel du Conseil général*, 12, 14 et 15 août 1771.

²³ *Mandements* (Archives de l'Etat).

Nous, le Président et les Gens du Conseil d'Etat, établi par S. M. le Roi de Prusse en sa Souveraineté de Neufchâtel et Valangin,

à tous les châtelains et maires en cette Souveraineté, ou à leurs lieutenants, Salut.

Notre attention à prévenir tout ce qui est capable d'altérer notre bonheur public et particulier ou d'en ébranler les précieux fondements, et les sentiments de respect, d'amour et de reconnaissance que nous devons à la Divinité, en trouvant dans la religion et dans la vertu tout ce qui peut lier solidement et agréablement les hommes, tout ce qui peut entretenir parmi eux cet ordre et cette subordination si nécessaire pour la conservation et le bonheur de la société, tout ce qui peut les contenir dans l'exercice de leur pouvoir, et tout ce qui enfin leur peut fournir des consolations douces et solides au milieu de l'adversité et leur faire supporter patiemment les maux inévitables de cette vie ; cette attention et ces sentiments si dignes d'un bon gouvernement n'ont pu que nous faire regarder avec horreur un ouvrage intitulé *Système de la Nature*, par M. de Mirabeau, qui doit déjà avoir paru il y a quelques années, ouvrage qui, avec la plus insigne et la plus audacieuse témérité, ose fronder et travaille même à anéantir toute religion, toute idée d'une Divinité et d'une Providence, et à renverser tous les fondements de la morale et de la société civile, ce qui, joint aux blasphèmes exécrables dont le tout est accompagné, doit donner aux gens de bien un scandale qui ne peut s'exprimer et achever d'empoisonner le cœur de ceux qui ont déjà du penchant pour le crime. Considérants dès là les désordres affreux qu'un tel ouvrage peut causer dans la société, nous avons cru devoir pour le présent vous adresser ce Mandement par lequel, après avoir donné à connoître, comme nous venons de le faire, le dit ouvrage intitulé *Système de la Nature*, nous en interdisons et prohibons la publication, le débit et toute circulation quelconque, sous des peines sévères et extraordinaire : ordonnant à tous imprimeurs, libraires, colporteurs et autres personnes qui peuvent ou pourroient en avoir des exemplaires à vendre et à débiter, de les délivrer ou envoyer incessamment à la Chancellerie, pour être les dits exemplaires publiquement lacérés et brûlés par la main du bourreau, et défendant dorsenavant à tous imprimeurs de mettre sous presse aucun ouvrage quelconque, dont l'examen et l'approbation ne leur seront pas suffisamment constatés. A l'effet de quoi nous vous ordonnons de tenir la main à l'exécution du présent Mandement, sous peine d'en répondre. Enjoignant à tous gens de justice et de police, de même qu'à tous les fidèles sujets de cet Etat, de rapporter les contrevenants où il convient. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, le présent Mandement devra être lu dimanche prochain dans toutes les églises de cet Etat et affiché dans le lieu principal de chaque Jurisdiction ou Paroisse.

Donné en Conseil tenu au Château de Neufchâtel, le 22 août 1771.

Marval.

On remarquera qu'il n'est plus ici question que du *Système de la Nature*. L'ouvrage de Voltaire a été mis hors de cause. En effet, le Conseil d'Etat, après examen, en avait autorisé l'impression, pourvu qu'aucun exemplaire n'en fût distribué dans l'Etat. Les Quatre-Ministres, de leur côté, se rallièrent à cette décision.

Les pasteurs ont triomphé : la foi et les mœurs sont préservées. A Ferney, Voltaire renseigné peut-être par Ostervald ricane. Il prend sa plume et écrit à d'Alembert d'abord, à Frédéric II ensuite, des lettres bien amusantes ²⁴.

[A d'Alembert]

19 Auguste [1771]

... Vous savez ce que c'est qu'un banneret, qu'à Berne on appelle banderet. Or le banderet de la république de Neuchâtel ayant joint à sa dignité celle d'imprimeur faisait une très belle édition du *Système de la Nature*. Les dévotes de Neuchâtel, éprises d'une sainte rage, sont venues brûler son édition. Le gonfalonier de la république a été obligé de se démettre de sa charge ; mais on ne lui a pas fait d'autre mal. Il n'en aurait pas été quitte à si bon marché dans Abbeville ²⁵.

[A Frédéric II]

A Ferney, 22 Auguste [1771]

Sire, Votre Majesté va rire de ma requête : elle dira que je radote. Je lui demande une place de conseiller d'Etat. (Ce n'est pas pour moi, comme vous le croyez bien et je ne donne point de conseils aux rois, excepté peut-être à l'Empereur de la Chine.) Je m'imagine d'ailleurs que M. de Lentulus appuiera ma requête. C'est pour un banneret ou banderet de votre Principauté de Neuchâtel, nommé Ostervald, qui est persécuté par les prêtres. Il a servi longtemps Votre Majesté et je crois qu'il est excommunié.

Voilà deux puissantes raisons, à mon gré, pour le faire conseiller d'Etat. Cet homme est d'un esprit très doux, très conciliant et très sage, et en même temps d'une philosophie intrépide, capable de rendre service à la raison et à vous et également attaché à l'un et à l'autre. Il est de votre siècle, et les Neuchâtelois sont encore du XIII^e ou du XIV^e. Ce n'est pas assez que la prêtraille de ce pays-là ait condamné Petitpierre pour n'avoir pas cru l'enfer éternel ; ils ont condamné le banderet Ostervald pour n'avoir point cru d'enfer du tout. Ces maraudeurs-là ne savent pas que c'était l'opinion de Cicéron et de César. Vous qui avez l'éloquence de l'un et qui vous battez comme l'autre, ne pourriez-vous point mortifier la huaille sacerdotale, en réhabilitant votre banderet par une belle place de conseiller d'Etat dans Neuchâtel ? Le grand Julien, mon autre héros, lui aurait accordé cette grâce, sur ma parole.

²⁴ *Correspondance de Voltaire*, édition Beuchot. La *Biographie neuchâteloise* de JEANNERET et BONHÔTE a donné déjà le texte de la lettre à Frédéric II et la réponse de celui-ci (article *Fréd.-Sam. Ostervald*).

²⁵ Allusion à l'affaire du chevalier de la Barre.

SYSTÈME DE LA NATURE

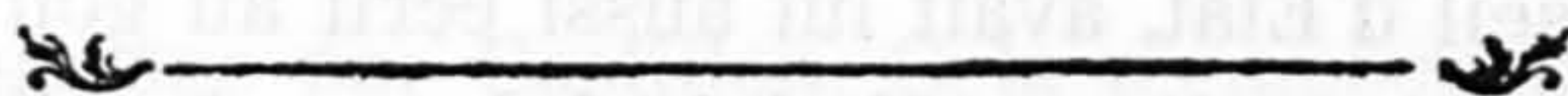
OU

*Des loix du monde Physique & du
monde moral.*

Par M. MIRABAUD,

Secrétaire perpétuel, l'un des Quarante de l'Académie Française.

Nouvelle Edition à laquelle on a joint plusieurs
pièces des meilleurs Auteurs relatives aux
mêmes objets.



*Naturæ rerum vis atque majestas in omnibus mo-
mentis fide caret, si quis modo partes ejus, ac
non totam complectatur animæ.*

PLIN. HIST. NATUR. Lib. VII.

PREMIERE PARTIE.



LONDRES, MDCCLXXI.

Je vous demande pardon de ma témérité ; mais, puisque ce banderet Ostervald est menacé par la Consistoire d'être damné dans l'autre monde, ne peut-on pas demander pour lui quelque agrément dans celui-ci ? Cette idée m'est venue dans la tête et je la mets à vos pieds. Je pense que ce banderet a très grande raison de dire qu'il n'y a plus d'enfer, puisque Jésus-Christ a racheté tous nos péchés.

La réponse de Frédéric II est aussi d'un vif intérêt. Il constate son impuissance à « faire », à Neuchâtel, un conseiller d'Etat.

J'ai voulu, dans ce pays, protéger Jean-Jacques : on l'a chassé. J'ai demandé qu'on ne persécutât point un certain Petitpierre : je n'ai pu l'obtenir. Je suis donc réduit à vous faire l'aveu humiliant de mon impuissance. Je n'ai point eu recours, dans ce pays, au remède dont se sert la Cour de France pour obliger les Parlements du royaume à savoir *obtempérer* à ses volontés. Je respecte les conventions sur lesquelles ce peuple fonde sa liberté et ses immunités, et je me resserre dans les bornes du pouvoir qu'ils ont prescrites eux-mêmes en se donnant à ma maison.

Lentulus, le gouverneur de la Principauté, avait reçu, le 15 juin et le 4 juillet, à Berlin où il séjournait, de longues suppliques d'Ostervald. Elles étaient demeurées sans réponse et, on l'a vu, sans effet. Marval, président du Conseil d'Etat, avait lui aussi écrit au gouverneur. Celui-ci, dans une lettre personnelle, avait laissé les mains libres au Gouvernement. Mais pourtant, en septembre, une fois le banderet remplacé, Lentulus toujours absent, exprima sa surprise de ne pas avoir été tenu au courant de l'évolution des événements. Il exigea un rapport détaillé, qui lui fut envoyé le 26 septembre, le jour même où des exemplaires du *Système de la Nature* étaient brûlés publiquement, par la main du maître des hautes œuvres, à l'heure de midi, à la Croix-du-Marché. On tenait ainsi à « donner à cette exécution l'appareil le plus propre à faire voir au public la juste horreur que le Gouvernement a de cet ouvrage »²⁶.

Le scandale était apaisé. Justice était rendue. La Typographique voyait ce qu'il en coûtait, moralement du moins, pour avoir voulu ruser avec la censure. Ostervald avait beau crier que « les ministres s'étaient servis de moyens odieux » ; traiter le clergé neuchâtelois d'« impudent », de « peu scrupuleux sur le choix des moyens ». Il pouvait aussi accuser les pasteurs d'avoir, en somme, été la cause du scandale, en ébruitant une affaire qui eût dû rester entre les censeurs et les directeurs de la Société typographique : « On nous prêche publiquement dans les chaires ; on nous tourmente dans le particulier pour vendre des exemplaires du

²⁶ Lettre à Lentulus, du 26 septembre 1771. (*Lettres à Sa Majesté*, Archives de l'Etat).

Système, et, comme nous n'en avons plus, on en fait venir de Genève et d'ailleurs, où l'on en trouve sans peine. C'est ainsi que la Classe s'y est prise pour procurer la plus grande gloire de Dieu et l'édification des âmes ²⁷. » Ostervald et Bertrand n'étaient certes pas irréprochables, mais la Classe, de son côté, avait-elle agi tout à fait loyalement ? Il est permis, en tout cas, de se le demander. L'envoi du ministre Dardel chez Fauche n'est pas une démarche tout à fait nette. Il est fâcheux aussi que, dans sa Remontrance, la Classe n'ait pas mentionné au moins le fait que l'édition neuchâteloise du *Système de la Nature* était accompagnée, en guise de réfutation, du Réquisitoire du chancelier Séguier, procureur général au Parlement de Paris, réquisitoire sur lequel était intervenu, le 18 août 1770, l'Arrêt du dit Parlement condamnant l'ouvrage de d'Holbach. Il semble bien qu'à Neuchâtel la Compagnie des pasteurs en voulait à Ostervald d'abord, comme directeur d'une entreprise jugée dangereuse, à Bertrand ensuite, à qui l'on reprochait d'avoir, en 1769, renoncé à exercer ses fonctions de ministre et de recteur du Collège ²⁸.

Les esprits se calmèrent peu à peu. La Typographique continua son commerce avec plus de prudence, du moins pendant quelque temps. En octobre, elle publiait des *Observations sur le Système de la Nature*, réfutation de l'ouvrage par Castillon. Cela n'empêchait pas nos éditeurs de continuer à vendre le fameux *Système*. Quand Ostervald affirmait, dans sa lettre à Lentulus, qu'il n'avait plus d'exemplaires de l'ouvrage, il mentait. On se souvient qu'à l'origine la Typographique n'avait prétendu imprimer que les 500 exemplaires commandés par Boubers. En réalité, jusqu'à fin décembre 1772, elle en vendit 1200 de plus. Le scandale survenu en juin 1771 n'empêcha pas de continuer à écouler l'ouvrage. En effet, plus de 800 exemplaires furent encore expédiés en France, en Allemagne, en Italie, dans différentes cités de Suisse, malgré les défenses de nos autorités ²⁹.

En mars 1775, Bertrand demanda à rentrer dans la Compagnie des pasteurs. Au cours d'une assemblée de la Classe, on lut une requête du directeur de la Typographique ; il reconnaissait avoir eu « le malheur de commettre, il y a quelques années, une faute directement opposée à ses sentiments ». Revenu de son erreur, il suppliait la Compagnie « de le rétablir dans l'exercice des fonctions du ministère ». Bertrand comparut

²⁷ Lettres d'Ostervald à Lentulus, du 15 juin et du 4 juillet 1771. (Copie de lettres A, Soc. typ., p. 418 et 419.)

²⁸ Il s'était démis de ses fonctions, au moment où se fondait la Société typographique. (Voir *Actes de la Classe*, 2 août 1769.)

²⁹ Voir Brouillard A de la Société typographique.

devant la Classe ; il se dit encore « vivement affligé d'une faute si grave et du scandale qu'elle a causé ». La Compagnie estima que ce scandale ayant été public, Bertrand devait donner une satisfaction publique aussi, « et propre à édifier l'Eglise ». On le pria d'exprimer dans un sermon « les sentiments convenables à la repentance dont son cœur devait être pénétré ». Ce sermon fut lu en mai devant l'Assemblée solennelle de la Classe. On trouva que les sentiments de repentance du pasteur n'étaient pas exprimés avec assez de force. Il fut donc obligé de remanier son texte ; après quoi la Classe le revêtit à nouveau « du sacré caractère de ministre du Saint Evangile » et lui donna le pouvoir d'en exercer toutes les fonctions. Bertrand prêcha son sermon de repentance à Neuchâtel même, « à la grande édification de son auditoire³⁰ ». Quant à Ostervald, il bouda plus longtemps. Il ne rentra en effet dans le Conseil de ville qu'en 1782.

Charly GUYOT.

³⁰ *Actes de la Classe*, 8 et 9 mars 1775 ; 2 et 3 mai 1775.

LA SAUNERIE DE COLOMBIER

Jusqu'au début du XVII^e siècle, le comté de Neuchâtel, comme d'ailleurs ses voisins des Liges suisses, semble avoir tiré presque uniquement de Franche-Comté son approvisionnement en sel. C'était pour l'Espagne, propriétaire des mines de Salins une importante source de profit, ainsi qu'un moyen de pression politique. Dès le commencement du règne de Louis XIII, la France tenta de porter pièce à sa rivale en favorisant l'exportation en Suisse du sel marin, extrait des salines provençales de Peccais (près d'Aiguesmortes, actuel département du Gard). Le 21 octobre 1612, la Diète fédérale, réunie à Baden, était saisie des dispositions favorables de la Couronne de France, qui venait de charger deux personnages, André Le Pot et Osée Begny, de l'introduction en Suisse du sel marin. En même temps lui parvenait une missive de l'ambassadeur Jeannin de Castille faisant l'éloge de cette marchandise qu'il déclarait bien supérieure aux sels franc-comtois et allemand¹. Sans attendre l'issue de ces négociations, dont le résultat, en fin de compte, devait être un échec², le Sieur Le Pot entreprenait des démarches auprès des autorités neuchâteloises en vue d'établir, sur le territoire du Comté, un entrepôt pour sa marchandise. Il est probable qu'il était appuyé, ce faisant, par l'ambassadeur de France dont le crédit était grand en pays neuchâtelois sous la maison d'Orléans-Longueville. Le Conseil d'Etat, dans sa séance du 21 novembre 1612, décidait d'affecter l'ancien moulin de Colombier à l'usage d'un « magasin et grenier » à sel, et autorisait Le Pot à y « dresser des chaudieres et autres instrumentz pour le blanchir ». La marchandise, en effet, devait arriver à l'état brut des « salins » de la Méditerranée ; il s'agissait de la blanchir par cuisson et évaporation, avant de la livrer au commerce. Amené en Suisse par Genève et Yverdon, le sel devait être transporté par eau jusqu'à Colombier, où après fabrication, il serait réparti « au pays des

¹ *Eidgenössische Abschiede*, t. V 1, p. 1103. La lettre, datée du 9 octobre, était partie de Colombier, où l'ambassadeur de France se trouvait depuis la fin de septembre. C'est à Colombier également que le prédécesseur de Castille, Eustache de Refuge, avait, l'année précédente, transporté sa résidence, lorsque la peste avait éclaté à Soleure. Edouard ROTT, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, t. III, p. 37, 978. — *Manuel du Conseil d'Etat*, t. V, fol. 525 v°.

² ROTT, *op. cit.*, t. III, p. 135.

Ligues » suivant les contingents fixés contractuellement. Cet établissement, estimait le Conseil d'Etat, ne pouvait être qu'« au proffit et du general et du particulier de ce Comté », et servait également les intérêts des cantons voisins et ceux de Sa Majesté³. Le bâtiment en question était situé sur le ruisseau du Moulin, près de son embouchure dans le lac, soit à l'extrémité de l'Allée du Port actuelle. C'était une vieille construction, trop petite d'ailleurs pour le rôle qu'on lui destinait. On fut obligé de céder à Le Pot du terrain autour de la maison pour procéder à un agrandissement indispensable des locaux, et d'indemniser les vigneronns qui occupaient jusqu'alors l'ancien moulin⁴. Les travaux commencèrent immédiatement. Le 13 décembre, marché était conclu avec un certain Jehan Boyer pour la construction d'une chaudière ; celle-ci revint à 330 livres⁵. La nouvelle installation, désignée dorénavant sous le nom de « Saunerie de Colombier », devait fonctionner très irrégulièrement. A l'activité du début succéda bientôt une stagnation complète, le sel franc-comtois ayant éliminé son concurrent. Cependant, quelques années plus tard, la France tenta un nouvel effort. En 1624, le Conseil d'Etat fut sollicité par le Sieur Du Mesnil, gendre de l'ambassadeur Robert Miron, d'autoriser l'importation du sel marin dans les Etats de Son Altesse et de mettre à sa disposition la maison de Colombier « dite la Saulnerie » pour y décharger la marchandise brute et procéder au blanchiment. Une missive du souverain de Neuchâtel accompagnait la requête et l'appuyait de son autorité⁶. L'agent français espérait évidemment que le consentement du Conseil d'Etat de Neuchâtel favoriserait ses démarches auprès des cantons, tout en annonçant au premier que le sel marin avait été reçu en Suisse « avec applaudissements⁷ » ! Dès ce moment, la Saunerie de Colombier reprit en effet son activité et livra à nouveau le « sel blanc » aux cantons⁸. Cela ne devait pas être pour longtemps. En 1628, le saunier Beneche est mis en faillite et ses biens saisis. Un particulier de Colombier, Pierre Purry, principal créancier, s'attribue la possession des chaudières et fait dresser inventaire des meubles appartenant au saunier⁹. Le maire de Colombier, Verdonnet, y procède le 2 août. Le protocole

³ *Manuel du Conseil d'Etat*, t. 5, fol. 573, 21 novembre 1612.

⁴ *Ibid.*, t. 5, fol. 573 v^o, 24 novembre 1612.

⁵ Archives de l'Etat, O 17, n^o 1.

⁶ *Manuel du Conseil d'Etat*, t. 7, fol. 24 et suivants, 19 mars 1624.

⁷ Sur les négociations de Du Mesnil en vue de réintroduire en Suisse le sel marin, voir ROTT, *op. cit.*, t. III, p. 708-712; 729-730.

⁸ ROTT, *op. cit.*, t. IV 1, p. 138.

⁹ *Manuel du Conseil d'Etat*, t. 10, fol. 33 v^o et 58, 16 et 30 juin 1628.

établi à cette occasion donne quelques renseignements sur l'état du bâtiment¹⁰. L'habitation se compose d'un « poille », ou chambre principale, d'une autre pièce, dite « vieulx poille » au-dessus du magasin, d'une cuisine et d'un « cabinet » ou réduit. Dans le « poille » se trouvent « ung forneau fort gasté », une vieille table en bois de platane, deux bancs de sapin et un escabeau. Il y a deux portes et deux fenêtres, mais six carreaux sont brisés. L'état des autres pièces est plus lamentable encore : les portes n'ont pas de serrure et, aux fenêtres, des treillis remplacent les carreaux. Un bâtiment adventice abrite une étable : la poutraison en est pourrie. D'ailleurs on en a enlevé la tuile « pour recouvrir le grand maguasin que le vent avoit decouvert ». Un autre magasin, à l'est, n'est qu'en partie pavé ; pourtant ses portes sont munies de bonnes serrures. En contre-partie des chaudières qu'on lui laissait, Pierre Purry s'était engagé à faire quelques réparations à la toiture : peut-être habita-t-il quelque temps à la Saunerie, comme le firent dans la suite d'autres particuliers¹¹. Un Biennois ayant proposé de louer la maison pour reprendre l'exploitation, le Conseil d'Etat lui répond qu'il ne juge pas à propos de faire blanchir du sel à Colombier¹². En 1649, constate le *Manuel du Conseil d'Etat*, le bâtiment de la Saunerie est fort détérioré, faute d'occupant : on veillera donc à y loger quelqu'un pour éviter plus grande ruine¹³. Ce fut sans doute à cette époque que Jean-Jacques Legoux installa à ses frais de nouvelles chaudières et reprit la fabrication du sel blanc : son activité dura jusqu'en 1656¹⁴. Puis nouvel abandon. Un inventaire des bâtiments du Prince, dressé vers 1660, contient la description suivante :

La Maison de la Saunerie. La maison de la Saunerie appartenant a Son Altesse ainsy nommée pource qu'on y a eu diverse fois blanchi du sel, pour lequel usage elle a esté bastie ; elle est située dans le perchoit des vignes des Plantées de Rive, au bout devers vent en un beau plan entournée d'un verger, ou il y a quelques arbres, et ou on peut faire un petit chard de foin par communes années ; ladite maison est assés grande, toute couverte de thuille, un assez beau petit demeurance, au bout de vent, en assez bon estat, comme aussy deux magasins a mettre du sel et au bout de bise un autre

¹⁰ Archives de l'Etat, G 9, n° 5.

¹¹ *Manuel du Conseil d'Etat*, t. 11, fol. 49, 7 février 1633.

¹² *Ibid.*, t. 13, fol. 166, 4 mars 1647.

¹³ *Ibid.*, t. 14, fol. 79 v°, 26 février 1649.

¹⁴ *Ibid.*, t. 15, fol. 194, 25 février 1656. L'auteur anonyme du document désigné sous le nom de manuscrit Gallandre (après 1654), après avoir décrit le château de Colombier, dit qu'« au dessous sont des bastiment proche du lac ou ce blanchi le sel marin de France que l'on apporte en Suisse ». Bibliothèque de la ville de Neuchâtel, ms. 3899. 59. 4. 3, 2^e partie, p. 59.

magasin ; au milieu sont les chaudières et four ou fourneaux à cuire le sel et les arches à le mettre tremper ; les chaudières sont toutes pourries et mangées de rouille, les fourneaux de même, tous démolis et en désordre ; les murailles de ladite maison sont aussi en pauvre état détreppées et détrempées. Il y a aussi plusieurs pièces de bois en lambeaux et plusieurs chevrons pourris et gâtés de sorte qu'il convient la rebastir¹⁵.

Entre temps, les allées du château avaient été aménagées et l'entretien des jeunes plants confié à la commune de Colombier. Le secrétaire de cette dernière, Elie Miéville, obtint du Conseil d'Etat, en 1666, l'autorisation de s'installer dans la maison de la Saunerie pour être à portée de son champ d'activité : il était astreint au paiement d'un loyer annuel de 60 livres faibles, mais le Conseil lui promettait un allègement au cas où il s'acquitterait avec diligence de son travail¹⁶. Il y resta jusqu'en 1682, puis fut remplacé par un certain Nicolas Guarnier, ou Harnier, chargé de la même besogne : ce dernier ayant manifesté quelque négligence, fut prié avant la fin de l'année de sortir promptement de la maison de la Saunerie et de quitter les Etats de Son Altesse¹⁷. Dès lors, complètement inoccupé, le bâtiment achève de se dégrader, puis tombe en ruine. Ce n'est qu'en 1704 que le Conseil d'Etat se décide à le mettre en vente pour le faire démolir. Le receveur de Colombier, Pierre Dardel, fait l'acquisition des matériaux¹⁸, tandis que le terrain lui-même, mis aux enchères trois ans plus tard, est cédé à titre de bail perpétuel à Jonas Convert¹⁹. D'après le plan de la Mairie de Colombier, dressé en 1748 par Abraham-Henry Borrel, l'ancien domaine de la Saunerie appartient alors à Jean-Pierre Convert, mais le nom a passé du terrain au chemin qui le limite à l'ouest²⁰. C'est là que fut édifiée, vers 1783 probablement²¹, une maisonnette de vigneron qui, après avoir fait partie des biens des Charrière de Penthaz (propriété du

¹⁵ Archives de l'Etat, dossier *Finances, Recettes*, H 1, n° 1. *Cahier des droits et revenus de cet Etat*. Il est probable que les magasins furent utilisés occasionnellement comme entrepôts de sel gemme quand la conquête de la Franche-Comté par Louis XIV eut donné une nouvelle impulsion à l'exportation en Suisse des produits de Salins. Dans le traité conclu le 27 septembre 1674, entre la Couronne de France et l'Etat de Fribourg, il était prévu que les 1500 bosses de sel octroyées annuellement au louable canton seraient rendues par les fermiers royaux dans les magasins de Grandson ou d'Auvernier où elles devaient être prises en charge par les commis fribourgeois. Auvernier n'ayant jamais possédé de magasin à sel, il ne peut s'agir ici que de celui de Colombier. — T. DE RÆMY, *Aperçu historique sur le régime du sel dans le canton de Fribourg*, dans les *Annales fribourgeoises*, 1919, p. 65.

¹⁶ *Manuel du Conseil d'Etat*, t. 20, fol. 131 v°, 9 janvier 1666.

¹⁷ *Ibid.*, t. 23, fol. 201, 218 ; t. 27, p. 379 ; t. 29, p. 457 ; t. 30, p. 114, 143, 156.

¹⁸ *Ibid.*, t. 48, p. 96, 108.

¹⁹ *Ibid.*, t. 50, p. 137, 216 ; *Manuel de justice de Colombier*, 16 mars 1707.

²⁰ L'usage populaire transformera dans la suite ce « chemin de la Saunerie » en celui de la « Sonnerie » !

²¹ *Le Rameau de sapin*, 1936, p. 8.

Pontet) fut achetée en 1890 par l'Etat de Neuchâtel comme dépendance de l'Ecole de viticulture. Ce « pavillon de la Saunerie ²² » fut démoli en 1935, pour permettre l'élargissement de la route cantonale au tournant des Allées, et reconstruit à une certaine distance plus au nord. Il y a quelques années, la commune de Colombier donna aux chemins de son territoire des noms rappelant les illustrations du passé de la localité. Le chemin de la Saunerie fut oublié ; serait-il trop tard pour réparer cette omission ?

Alfred SCHNEGG.

MÉLANGES

Verjus de pommes et verjus de grain.

Les livres de cuisine du moyen âge attestent l'importance qu'avaient alors, dans la préparation des mets les plus divers, les assaisonnements et les épices. Leur témoignage est confirmé par les comptes de l'hôtel de Jean de Fribourg qui consacrent une foule d'articles aux achats d'épices de toutes sortes fournies par l'épicier de Neuchâtel, par l'apothicaire de Fribourg et par les marchands des foires de Genève. Tout aussi fréquents étaient les achats de sel, de moutarde et de vinaigre. Mais plus encore que de vinaigre, les cuisiniers de la cour se servaient de verjus, c'est-à-dire d'un cidre fait de petites pommes sauvages dites « pommes de bois » ou « buchins ».

Les « buchins » étaient cueillis en quantités dans la région de Thielle et du Landeron. Le 25 septembre 1445 Jean de Fribourg chargeait le receveur de Thielle de remettre au forestier de Thielle nommé Jaquet 7 sols lausannois faibles pour les dépenses de plusieurs femmes qu'il avait envoyées cueillir « es bois des bouchains pour faire verjus ¹ ». D'après une note du 28 août 1446, vingt et un corvéables de la châtellenie de Thielle, occupés à récolter quatre muids de « buchins », avaient reçu trois émines de froment ². Le sautier de Thielle Jean Conod, aidé de douze femmes, avait passé deux jours entiers, en septembre 1454, à

²² Et non pas de la « Saulneraie », comme le veut l'auteur de la notice citée du *Rameau de sapin*.

¹ *Comptes*, vol. 209, n° 579; *Recettes diverses*, vol. 47, fol. liij v°.

² *Comptes*, vol. 207, n° 280.

« quellier des bouchins pour faire verjus ³ ». En août et septembre suivants, des femmes vaquèrent à la cueillette des « buchins » dans la châteltenie de Thielle ⁴. Le 21 juillet 1457, Jean de Fribourg écrivait de Neuchâtel au receveur du Landeron :

Nous vous saluons et mandons que ne laissiez point que ne faites a quellier toutez les pommes de bois que pourez trover par dela et les nous envolez incontinent par desa.

Au dos de ce billet, Pierre Perrenet, forestier des bois de Monseigneur, déclarait, le 15 août, que le receveur avait payé 4 sols lausannois faibles pour la « pidance » de ceux qui avaient cueilli un muid de « pomes buchines » menées à Neuchâtel « en la maison de mon dit seigneur ⁵ ».

Les pommes une fois cueillies, des femmes avaient à les peler : en 1429, le receveur de Neuchâtel paya 7 sols « pour cinq fome que hont peler des pomes pour faire dou vergus ⁶ ». Les comptes nous laissent ignorer comment, avec ces pommes pelées, était alors préparé le verjus et nous n'avons trouvé aucune recette de l'époque pour le verjus de pommes.

Outre le verjus tiré des « buchins » cueillis par les gens du comte, on employait à la cuisine du château beaucoup de verjus acheté tout fait. En 1431, le receveur de Vuillafans payait 20 gros 7 engrognes et demie pour « sept sextier verjus de pomes » et pour le « vessel » dans lequel était contenu ce verjus ⁷, tandis qu'en 1433 il achetait pour 1 florin un demi-muid de verjus de pommes pour Madame ⁸. Cette même année 1433, Marie de Chalon écrivait au receveur du Vautravers, Perrenet Uldri :

Alés a Fleuriés enchiés Jehannin Pape que l'on nous a dit que il la dou verjus et nous en envoyez ung barry plein. Et se il n'en n'a s'en vuilliés faire querry par tout le Vaultravers se vous en pouvés finer, se nous en faites avoir ⁹.

Une quittance du 13 novembre 1437 montre que le receveur du Châtel Neuf en Vennes avait acheté au nom de Jean de Fribourg deux muids de verjus coûtant 4 florins monnaie ¹⁰.

³ *Comptes*, vol. 209, n° 1013; *Recettes diverses*, vol. 51, fol. lxxvj v°.

⁴ *Comptes*, vol. 208, n° 631; *Recettes diverses*, vol. 50, fol. xij^{xx}xiiiij v°.

⁵ *Comptes*, vol. 219, n° 119; *Recettes diverses*, vol. 38, fol. xxvj.

⁶ *Recettes diverses*, vol. 42, fol. clxj.

⁷ *Id.*, fol. ij^e ix.

⁸ *Id.*, fol. ij^e lxxix.

⁹ *Comptes*, vol. 206, n° 619.

¹⁰ *Id.*, vol. 207, n° 507.

Seul le journal de dépenses de l'hôtel tenu à Champlitte en 1440 et 1441 mentionne, à côté du verjus de pommes, le verjus de grain.

Le 15 décembre 1440, « ung pintat de vert-jux de grain » était payé 4 engrognes¹¹. Lorsque, le 13 mars suivant, on se procurait au même prix de 4 engrognes une pinte de verjus parce que « celui de l'ostel » était « falli¹² », sans doute s'agissait-il aussi de verjus de grain, encore que le texte ne le dise pas. Mais trois jours plus tard c'est du « vertjuz de pommes » dont on achetait au prévôt de la ville trois setiers à 2 engrognes la pinte valant 4 gros¹³.

Nous ne possédons aucun renseignement du XV^e siècle sur le verjus de grain. Mais au XVI^e siècle, ce verjus était fait, à ce que nous apprend Olivier de Serres¹⁴, avec de petits raisins pas mûrs, et c'est assurément ainsi qu'était préparé le verjus de grain employé par les cuisiniers de Jean de Fribourg.

Jaqueline LOZERON.

L'« aigue ardent ».

Appelée tantôt eau d'or, eau de vin, eau ardente et même eau éternelle, l'eau-de-vie avait au moyen âge la réputation de guérir les maux les plus divers, notamment la paralysie, la fièvre quarte, l'épilepsie, les taies de l'œil et le cancer de la bouche¹. Dans les comptes de la cour de Neuchâtel au XV^e siècle, elle porte le nom d'« aigue ardent », et il est probable que Jean de Fribourg et Marie de Chalon s'en procuraient parce qu'ils croyaient en ses vertus curatives.

Le journal de dépenses relate, en 1435, le paiement d'un gros « en aigue ardent pour Madame² ». En 1456, la comtesse dépensait 16 gros pour « ung pot et j cart d'aigue ardent³ ». D'après deux notes de 1439 et 1451, c'est de Franche-Comté que venait l'« aigue ardent » dont se servaient Marie de Chalon et Jean de Fribourg. En 1439, la comtesse s'était fait acheter à Besançon diverses denrées, parmi lesquelles de l'« aigue ardent⁴ ». En 1451 on payait 6 gros et demi « pour esgue ardent » achetée à Gray pour Monseigneur⁵.

¹¹ *Dépenses*, vol. 190, fol. xxij.

¹² *Id.*, fol. iiij^{xx} vj.

¹³ *Id.*, fol. iiij^{xx} viij.

¹⁴ Cité par LITTRÉ s. v. *verjus*.

¹ Alfred FRANKLIN, *La vie privée d'autrefois. Les repas*, p. 145.

² *Dépenses*, vol. 188, fol. clivj^{vo}.

³ *Recettes diverses*, vol. 53, fol. iiij^{xx} xj.

⁴ *Id.*, vol. 45, fol. iiij^{xx} xj.

⁵ *Dépenses*, vol. 194, fol. 78^{vo}.

Si les comptes de Jean de Fribourg et de Marie de Chalon ne nous donnent aucune preuve qu'on ait à cette époque fabriqué de l'eau-de-vie dans le pays de Neuchâtel, nous savons qu'au XVI^e siècle un « eauardentier » était établi à Saint-Blaise : en mai 1539, Claude de Bellegarde, lieutenant et maître d'hôtel des seigneurs de Valangin, payait 6 gros 2 quarts « a l'eauardentier de Saint Blaise pour ung potz d'eau ardent ⁶ ».

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici ce que, dans l'*Amour de Dieu*, saint François de Sales dit de l'eau ardente :

Le feu convertit le vin en une eau que presque partout on appelle eau de vie, laquelle conçoit et nourrit si aysement le feu que pour cela on la nomme aussi, en plusieurs endroitz, ardente ⁷.

Jaqueline LOZERON.

La maison des coulevriniers à Neuchâtel.

Introduit assez tard dans le comté, peu pratiqué sans doute jusqu'aux guerres de Bourgogne, l'usage des armes à feu était courant en 1500, lorsque le comte Philippe de Hochberg donna leurs premiers statuts « aux compagnons de la ville de Neufchastel jouans au jeu de la colovrine ». Les dits compagnons, en effet, s'astreignaient à tirer chaque dimanche, à peine d'une amende de deux pots, sauf excuse suffisante ¹. Leur arme, la coulevrine, était une sorte de canon à main, de petit calibre et allongé. On la maniait sur un chevalet. Elle constituait une sorte d'intermédiaire entre le canon et l'arquebuse, cette dernière arme devant d'ailleurs bientôt la supplanter complètement ². Les coulevriniers avaient besoin, pour pratiquer leurs exercices, d'un terrain libre d'habitations, mais au voisinage immédiat de la ville. C'est ainsi qu'ils firent, en 1506, l'acquisition d'un curtil, ou jardin, à l'Ecluse, derrière la Tour Mégechien, soit tout près de la Porte des Moulins. Voici le texte de l'acte, stipulé la veille de Quasimodo 1506, par le notaire Pierre Quemyn ³:

Nous Guillame Fabvre et Heugunette, mary et femme, bourgeois de Neuschastel, moy ladite Heugunette des lodz, licences et auctorités de mondit

⁶ *Recette de Valangin*, vol. 156, n. f.

⁷ Cité par Ed. HUGUET, *Dictionnaire de la langue française du seizième siècle*. Paris, 1925, t. I, p. 291.

¹ W. WAVRE, *Compagnies des mousquetaires et des fusiliers de Neuchâtel*, p. 13.

² V. GAY, *Glossaire archéologique*, article *Coulevrine* : « Le duc peut avoir 308 bouches de l'artillerie... sans les hacquebuttes et coulevrines... » (texte de 1474).

³ Et non pas Jean Quemyn, comme le dit par erreur W. Wavre (*op. cit.*, p. 14), à la suite de Boyve (*Annales*, t. II, p. 205). Pierre Quemyn, notaire, vol. II, première partie, fol. 1.

mary, faisons savoir a tous... que nous pour nous et pour noz hoirs avons vendus pour perpetuelement a Jehan Quemyn, schutzmeister de la compagnie des colovreniers dudit Neuschastel pour ladite compagnie et pour leurs succeurs colovreniers dudit Neuschastel, c'est assavoir ung curtil sus lequel lesdits colovreniers pretendent, Dieu aidant, de ediffier leur maison a tirer a la colovrine comme en aultres lieux circonvoisins, estant ledit curtil hors des muralles dudit Neuschastel derrier la tor Megechin, joust le sentier dever joram, les muralles de la ville dever oberre, Agnelet femme Guillaume Breyé dever vent. Et est faicte ladite vendicion pour le pris et somme de dix librez petites...

Quand la maison projetée s'édifia-t-elle ? On ne le sait exactement. Dans tous les cas, elle existe en 1520. Cette année-là, en effet, le « schutzmeister » Etienne Grant-Jehan vend au nom de la Compagnie des Coulevriniers de Neuchâtel « ung curtil estant près de la maison des colovreniers hors de la ville près de la tor Megechin ⁴ ». Nous trouvons de même, en 1523, la mention d'« ung curtil gesant près de l'Esclose joust la maison des colovreniers dever vent ⁵ ». Boyve qui eut connaissance de ce dernier acte, et en donne un résumé — d'ailleurs fautif ⁶ —, ne semble pas avoir remarqué l'allusion à la maison des Coulevriniers : ce ne fut, d'après lui ⁷, qu'en 1534 que s'édifia la maison des Mousquetaires sur le terrain acheté par la Compagnie en 1506. Des travaux ayant eut lieu effectivement à cette date, il serait plus exact d'en parler comme d'un agrandissement, peut-être même d'une reconstruction d'un bâtiment déjà existant alors ⁸.

Alfred SCHNEGG.

⁴ Pierre Quemyn, not., vol. II, deuxième partie, fol. 135; acte du 29 mars 1520.

⁵ Pierre Quemyn, not., vol. II, deuxième partie, fol. 166 v^o; acte du 13 juillet 1523.

⁶ *Annales*, t. II, p. 260.

⁷ *Id.*, p. 347.

⁸ Les comptes de ces travaux ont été résumés par W. Wavre, dans l'ouvrage cité, p. 15.

BIBLIOGRAPHIE

Emile Piguet. *Les dénombrements généraux de réfugiés huguenots au Pays de Vaud et à Berne à la fin du XVII^e siècle.*

M. Emile Piguet a publié dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. LXXXII, LXXXIII, LXXXV, LXXXVII et LXXXVIII, des états de réfugiés pour les années 1693, 1696 et 1698, ainsi qu'un état des pauvres réfugiés à Lausanne en 1694¹. Ces documents, dressés par ordre du gouvernement bernois, sont conservés à la Bibliothèque de la Faculté de théologie de l'Eglise libre, à Lausanne.

L'auteur a suivi scrupuleusement son manuscrit, sans se permettre de résoudre aucune abréviation. On peut le regretter. Sans doute, le lecteur reconnaîtra aisément les désignations géographiques sous leurs formes abrégées, mais pourquoi laisser par exemple (et cela se rencontre fréquemment) : *N.. a de 50 a*, qu'il faut traduire : *N.. âgé de 50 ans*. Agé est aussi donné parfois sous la forme *aa*.

Un court tableau des abréviations se trouve dans chaque cahier, mais toutes n'y sont pas. On peut admettre l'équivalence *m* = ministre, mais que signifie *mt* ?

Les abréviations sévissent jusque dans la table, où l'on trouve : *Chalon en B.*, *Reboulet en Viv.*, *Remons en Dauph.*

Il faut savoir gré à M. Piguet d'avoir publié ces documents dont l'intérêt est grand pour tous ceux qu'intéresse le Refuge et pour les historiens vaudois. Ils peuvent être aussi un précieux apport de renseignements économiques, et, à ce propos, je me permettrai d'exprimer le regret que M. Piguet n'ait pas songé à dresser une table des professions exercées par les réfugiés.

L. M.

¹ Il a été fait deux extraits de cette publication, chacun muni d'une table, des noms de personnes et de lieux. Lausanne, éditions de la Concorde, 1934 et 1942, 118 et 229 pages.

TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1946

NOUVELLE SÉRIE – TRENTE-TROISIÈME ANNÉE

| | Pages |
|--|---------|
| <i>Berthoud, Gabrielle.</i> Les placards de 1534 et Lucien Febvre | 28 |
| <i>Clottu, Dr Olivier.</i> Vitrail de l'église de Fenin aux armes d'un curé de Saint-Blaise | 59 |
| <i>Guyot, Charly.</i> Imprimeurs et pasteurs neuchâtelois : L'affaire du Système de la nature (1771). | 74, 108 |
| <i>Junod, Louis.</i> Etudiants neuchâtelois à Zurich (avec une liste des étudiants identifiés par L. T.) | 17 |
| <i>Lozeron, Jaqueline.</i> « Béchets » ou brochets | 26 |
| — Jean de Fribourg et Marie de Chalon, leurs enfants et leur héritier | 42, 82 |
| — Verjus de pommes et verjus de grain | 121 |
| — L'« aigue ardent » | 123 |
| — Voir <i>Piaget, Arthur.</i> | |
| <i>Montandon, Léon.</i> Jean-Frédéric Ostervald cartographe neuchâtelois | 3 |
| — Notes sur les Brenets | 49 |
| <i>Perret, Samuel et Schnegg, Alfred.</i> Le temple de Serrières. Fouilles archéologiques de 1945. — Notice historique | 33 |
| <i>Piaget, Arthur.</i> Une lettre du chancelier Favarger, du 5 mars 1848 | 22 |
| — et <i>Lozeron, Jaqueline.</i> Le portail du château de Neuchâtel | 65 |
| <i>Schnegg, Alfred.</i> La saunerie de Colombier | 117 |
| — La maison des coulevriniers à Neuchâtel | 124 |
| -- Voir <i>Perret, Samuel.</i> | |
| <i>Terrisse, Eugène.</i> Quatre siècles à l'ombre du tilleul de Saint-Blaise | 97 |
| <i>Thévenaz, Louis.</i> Voir <i>Junod, Louis.</i> | |

CHRONIQUE ET PETITES NOTES

Les quatre-vingts ans de M. Arthur Piaget (L. M.), p. 31. — Eglise de la Chaux-de-Fonds, p. 32. — Henri II de Longueville et ses sujets de Valangin (L. M.), p. 32. — Notes de lecture (L. M.), p. 61. — Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel. Séance administrative du samedi 29 juin 1946 au château de Valangin (L. M.), p. 92. — Liste des travaux présentés à la section de Neuchâtel pendant l'hiver 1945-1946, p. 94. — LXXIV^e réunion annuelle à Saint-Blaise le 7 septembre 1946 (L. M.), p. 94. — Pestalozzi et les Neuchâtelois (P. B.), p. 95.

BIBLIOGRAPHIE

- Jean-Pierre Perret.* Les imprimeries d'Yverdon au XVII^e et au XVIII^e siècle (Charly Guyot), p. 89.
- Emile Piguet.* Les dénombremens généraux de réfugiés huguenots au Pays de Vaud et à Berne à la fin du XVII^e siècle (L. M.), p. 126.

PLANCHES HORS TEXTE

| | Pages |
|---|-------|
| Fragment de la carte de 1846 [de J. F. Ostervald] d'après l'original colorié au 1:25000 | 17 |
| Fragment de la carte de 1846 [de J. F. Ostervald] d'après le calque avec courbes de niveau au 1:25000 | 17 |
| Temple de Serrières. I. Les fouilles à leur début. — II. L'abside et l'autel carolingiens | 33 |
| Le portail du château de Neuchâtel | 65 |
| La maison du tilleul à Saint-Blaise. | 97 |

ILLUSTRATIONS DANS LE TEXTE

| | |
|---|-----|
| Temple de Serrières. Vues schématiques des vestiges des différentes constructions | 37 |
| Samuel-Frédéric Ostervald | 110 |
| Titre du Système de la nature (édition de 1771) | 113 |

CHRONIQUE ET PETITES NOTES

Les quatre-vingt ans de M. Arthur Pigeot II. M. A. p. 31. — Église de la Chapelle-Éloie. Pigeot, p. 32. — Histoire de la fondation et des seigneurs de la Chapelle-Éloie. M. A. p. 32. — Notes de lecture (L. M. A. p. 61. — Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel. Séances administratives du samedi 29 juin 1946 au château de Valangin (L. M. A. p. 62. — Liste des travaux présentés à la section de Neuchâtel pendant l'hiver 1945-1946. p. 64. — LXXIV^e réunion annuelle à Saint-Blaise le 7 septembre 1946 (L. M. A. p. 64. — Pigeot et les Neuchâtelois (P. R. A. p. 65).

BIBLIOGRAPHIE

Jean-Pierre Pigeot. Les implications d'Yverdon au XVIII^e et au XVIII^e siècle (Chaux-de-Fonds), p. 28.
 Émile Pigeot. Les documents égarés de réfugiés huguenots au Pays de Vaud et à l'étranger à la fin du XVIII^e siècle (L. M. A. p. 126).



RELIURE EN TOUS GENRES
REGISTRES
MAISON FREY
NEUCHÂTEL TÉL. 52448
CROIX-DU-MARCHÉ PRIX MODÉRÉS



SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE

NEUCHÂTEL

Tél. 5 15 01

Capital et réserves 195 millions

Restaurant
Strauss
SALLE A MANGER AU 1^{er} ETAGE

NEUCHÂTEL
TÉL. 5 10 83
M. H. JOST



COMBUSTIBLES NOIRS
**HAEFLIGER
& KAESER S.A.**
NEUCHÂTEL
TOURBE - BOIS
CHARBONS DE BOIS

Fabrication de



F. Nussbaumer
AV. DE LA GARE 19 - TEL. 52.759 - NEUCHÂTEL

CAVES DU

*Château
d'Auvernier*

Encavage fondé en 1603

MONTMOLLIN & C^{ie}
AUVERNIER

En vente aux Archives de l'Etat :

Procès-verbaux des Audiences générales,
1816-1830. T. I. et II. Neuchâtel, 1904 Fr. 12.—
Documents inédits sur la Réformation dans le
Pays de Neuchâtel. Neuchâtel, 1909 Fr. 12.—
ARTHUR PIAGET, Histoire de la Révolution
neuchâteloise. T. III, IV et V à Fr. 6.—

UN BIJOU
UNE MONTRE
DE L'ORFÈVRE

vous procurera joie et satisfaction
s'il est acheté chez

H. PAILLARD

bijoutier-horloger-orfèvre

SEYON 12

NEUCHÂTEL



CAFÉ TORRÉFIÉ



ZIMMERMANN S.A.

pour vos imprimés

demandez à votre imprimeur les papiers
pour la machine à écrire

MARQUE

Tura Mill

blanc et cinq couleurs

DES PAPETERIES S.A. SERRIÈRES

Entreprise de menuiserie
Charpenterie et parqueterie

DECOPPET FRÈRES

NEUCHÂTEL — EVOLE 49

meubles massifs

RELIURE &
DORURE



J.P. WYSS
NEUCHÂTEL

• SUCC. DE H. SCHMITZ •
TÉL. 51983 • Fg. Hôpital 64^A



**MARTIN
LUTHER**

MAÎTRE
OPTICIEN

PLACE PURRY, Tél. 51367
NEUCHÂTEL

Wooley-Suchard
Neuchâtel

confiseur chocolatier
depuis 1825

maintient la tradition de la qualité

Vol. 2. 5. 47 Summit

